



PRATIQUES DE COMMUNICATION **EN GESTION DES RISQUES & DES DÉSASTRES**

RAPPORT D'ÉTUDE | HAÏTI

2018



Cette étude est réalisée pour le compte de la Direction de la Protection Civile (DPC) du Ministère de l’Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT), grâce à un financement du Fonds d’affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine (UNTFHS) à travers le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l’Organisation des Nations Unies pour l’éducation, la science et la culture (UNESCO) et l’entité des Nations Unies pour l’égalité des sexes et l’autonomie des Femmes (ONU Femmes).

Conception et réalisation de l'étude

Widlyn DORNEVIL, M.A, Consultant senior en communication

Assistance technique

Karine d’Auzac de Lamartinie, Experte communication, société Kalficom
Modeline Joseph, Statisticienne

Assistants de recherche

Ricardo Ulysse, George Michelson Lolo, Ducheka Dolice, Chrilord Foreste.

Enquêteurs numériques

Wadner Voltaire, Amos Fleurimé, Anderson Pierre, Daphnie Joseph, Dianna Francois, Jasmin Frandy, Lindy Michel, Ourdy Dessources, Wesnel Jeudi, Woodly Noel.

Gestion des données

Modeline Joseph, Djeanson Jean, Kettie Guerrier, Fredwitch Jacques, Vitania Louissaint.

Enquêteurs de terrain

Richarson Germain, Jeanne Joseph, Cher-enfant Marceline, Baptiste Fleury, Marie Junie Joseph, Jocelyn
Joseph, Monpremier Jonel, Love Ersline Corsier, Alain St Julien, Tchessie Louis, Charlson Jean, Elma Edmonson, Aureline Robertha, Junior Foncy Norval, Robens Desgravier, Peterson Dot, Gissemonde Pierre Gilles, Dieumaitre Oritus, Joanel Luberisse, Cherline Chery, Simène Joseph, Bertrude Province, Karl Ricot Gaspard, John Emmanuel Mandela Dumay, Wisto Louis, Marie Junei Exavier, Nady Nestor, Delens Delorme, Marie Helène Noncent, Marie Chancy, James Chaperon, Louis Jean Lamide, Etienne Pierre Louis, Luciana Jeudy, Nicolas Romain, Kenol Fisselin, Lisette Jean Pierre, Luckson Devilmé, Palmyre Lesperance, Esner St-Val, Yonald Brice, Emillienne Jean-Baptiste, Edeline Pompée Martine, James Noé, Jean Luis Geordy, Joani Bernard, John Emmanuel Mandela, Wislo Louis, Ronald Jean Louis, Natacha Janvier, Elinice Clermond, Vanon Tessé, Judette Simon, Mesidor Gernio, Lamode Jean, Sounoise Toussaint, Jasmine Niera, Berlin Cadet, Andréa Casséus, Violine Casséus, Yonald Brice, Geordy Jean Louis, Philippe Ketelyn, Devilmé Duxon, Evener Mozeau.

Edition des textes

Jean Max St-Fleur, Dupenor Pierre Negaud.

Coordination de la conception graphique du rapport

Karine d’Auzac de Lamartinie

Mise en page

High Design, www.high-design.fr

Crédit photos, icônes

Istock,flaticon

Remerciements spéciaux à

Enrico Claude, Tonny Denis, Joseph Edgard Celestin, Hervens Hitler Silmé, Erdeson Ersly Cossier, Karine d’Auzac de Lamartinie, Seth Lee D. Cador, Petit Jean Henry, Faustin Joseph, Fidèle Nicolas et toute autre personne ou organisation ayant contribué à la réussite de l’étude.

Tous droits réservés :

Copyright © 2018

*Direction de la Protection Civile/Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (DPC/MICT)
Programme des Nations Unies pour le développement en Haïti (PNUD Haïti)*

Tous droits réservés. Des extraits de l'information contenue dans ce document peuvent être librement commentés, reproduits ou traduits à des fins de recherche ou d'étude personnelle, mais ne peuvent être ni vendus ni utilisés à des fins commerciales. Toute utilisation de l'information provenant de ce document doit obligatoirement mentionner la DPC et le PNUD Haïti en tant que source de l'information et reprendre le titre du document. La reproduction ou la traduction de portions plus importantes, ou toute utilisation de l'information qu'il contient à des fins autres qu'éducatives ou non commerciales, est subordonnée à l'obtention préalable d'une autorisation écrite formelle. Toute demande de renseignement ou d'autorisation doit être adressée au programme responsable du document en question.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du PNUD aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

SOMMAIRE

Introduction

8 Préface
10 Liste des sigles et abréviations
11 Glossaire
14 Résumé exécutif

Chapitre 1

19 | CONTEXTE GÉNÉRAL

20 La vulnérabilité d’Haïti face aux catastrophes naturelles
22 Cadre légal et institutionnel de la Gestion des Risques et des Désastres en Haïti
24 La nécessité d’améliorer les pratiques de communication en GRD
26 Approche méthodologique

Chapitre 2

30 | CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES DE LA POPULATION SOUS-ÉTUDE

32 Répartition géographique
33 Répartition par zone
34 Répartition par sexe
34 Répartition par situation d’handicap
35 Répartition par groupe d’âge
35 Répartition par religion
36 Répartition par niveau de revenu et secteur d’activités
37 Répartition par niveau de Scolarité
37 Répartition par statut matrimonial

Chapitre 3

40 | L’ACCESSIBILITÉ AUX APPAREILS DE COMMUNICATION

42 État de l’accès global aux appareils en Haïti
44 L’accès global aux appareils de la population sous-étude

Chapitre 4

50 | L’ACCES À L’INFORMATION RELATIVE À LA GRD

52 Disponibilité de l’information sur les catastrophes naturelles
54 Diversification et qualité de l’accès à l’information
61 Compréhension du message sur la GRD
62 Les programmes, émissions et radios préférés

Chapitre 5

64 | LES PRATIQUES DE COMMUNICATION

66 Canaux, sources, activités et couverture des activités de la protection civile
73 Les meilleures pratiques de communication

Chapitre 6

78 | CONNAISSANCES, APTITUDES ET PRATIQUES (CAP) EN GRD

80 Expériences de la population sous étude avec les catastrophes naturelles
81 Connaissance des menaces naturelles
82 Connaissance des mesures préventives
84 Application des mesures de prévention

Chapitre 7

86 | BESOINS PRIORITAIRES EN INFORMATION ET COMMUNICATION

88 Attentes en communication et information

90 | CONCLUSION, RECOMMANDATIONS ET LIMITES DE L’ÉTUDE
96 Références

99 | ANNEXES

100 Liste des tableaux, encadrés et cartes
101 Liste des figures
102 La matrice des outils

Préface

Depuis plus d'une vingtaine d'années, l'État Haïtien, par l'entremise du Système National de Gestion des Risques et des Désastres, dont la DPC est partie prenante, a mené de vastes campagnes de communication afin d'informer les populations sur les risques de catastrophes naturelles et sur les bons réflexes pour se prémunir de leurs effets néfastes. Cependant, nous sommes conscients que ces efforts ne sont pas suffisants pour développer une culture du risque au sein de la société haïtienne. Nous avons besoin de renforcer les mécanismes de communication et de les rendre plus adaptés aux réalités socioéconomiques, culturelles et démographiques du pays afin de toucher l'ensemble de la population, sans distinction aucune. Nous devons redoubler nos efforts pour que les informations relatives à la gestion des risques et des désastres soient plus accessibles, et ajustées en fonction des populations cibles (femmes, personnes vivant avec un handicap, enfants etc.) vivant dans les territoires les plus reculés du pays. Le droit à l'information étant fondamental et garanti par les chartes nationales et internationales, rendre disponible l'information est donc l'un des éléments clés du processus de renforcement de la sécurité humaine des populations.

Cette étude sur les pratiques de communication en gestion des risques et des désastres, mandatée par le Ministère de l'Intérieur à travers sa Direction de la Protection Civile, a pour objectif d'améliorer les pratiques de communication auprès des populations vulnérables aux risques de catastrophes dans le pays. Cette étude est le résultat d'un processus consultatif impliquant l'ensemble des structures nationales et locales qui interviennent dans la prévention et la gestion des risques et des désastres à l'instar du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT), du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP), du Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes (MCFDF). Une coordination de l'ensemble de ces acteurs a permis d'aboutir à une étude prenant en compte l'ensemble des préoccupations nationales en matière de communication et de sensibilisation des populations vulnérables, notamment de la prise en compte des besoins des femmes en termes d'information et de

communication, de l'inclusion des personnes et communautés vulnérables, particulièrement des personnes âgées, des personnes en situation d'handicap et des enfants. L'ensemble de ces préoccupations constitue une démarche holistique visant à renforcer la sécurité humaine des populations éprouvées par les catastrophes naturelles. Désormais, nous détenons des données tangibles qui nous permettent d'apprécier et de choisir, de manière stratégique, les meilleures pratiques de communication (sources, moyens, contenus, langues) qui soient à la fois inclusives et conformes aux caractéristiques socioculturelles de chaque département du pays.

Je profite également de l'occasion pour remercier de façon particulière le Fonds des Nations Unies pour la Sécurité Humaine ainsi que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour avoir financé et appuyé cette étude au combien importante pour le renforcement de la résilience en Haïti.

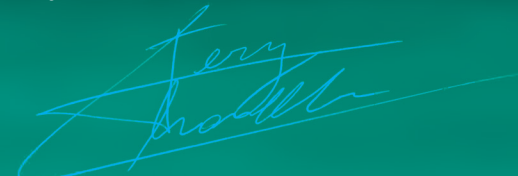
J'encourage l'ensemble des partenaires impliqués dans la gestion des risques et des désastres, aussi bien dans des actions de prévention que de réponse à appliquer les recommandations de cette étude, notamment dans la conception et la mise en œuvre des prochaines campagnes de sensibilisation et de communication.

Jerry Chandler

Directeur,

Direction de la Protection Civile, MICT

Haïti



Liste des sigles et abréviations

BID Banque Interaméricaine de Développement
BIT Bureau International du Travail
CAP Connaissances, Attitudes et Pratiques
CIAT Commission Interministérielle d’Aménagement du Territoire
CTESP Comité Thématique d’Éducation et de Sensibilisation du Public
CLPC Comité Local de Protection Civile
DDE Direction Départementale de l’Éducation Nationale
DFP Direction de la Formation et du Perfectionnement
DPC Direction de la Protection Civile
ECVMAS Enquête sur les conditions de vie en Haïti
GRD Gestion des Risques et des Désastres
HCT Équipe pays des Nations Unies (United Nations Country Team)
IHSI Institut Haïtien de Statistiques et d’Informatique
LAC Région Amérique Latine et Caraïbes
MENFP Ministère de l’Education Nationale et de la Formation Professionnelle
MICT Ministère de l’Intérieur et des Collectivités Territoriales
ODD Objectifs de Développement Durable
ONG Organisation Non Gouvernementale
ONEPS Observatoire National de la Pauvreté et de l’Exclusion Sociale
ONU Organisation des Nations Unies
ONU-Femmes Organisation des Nations Unies pour l’Égalité des Sexes et l’Auto-nomisation des Femmes
PDNA Évaluation des besoins Post-catastrophes (Post Disaster Needs Assessments)
PIB Produit Intérieur Brut
PIED Petits États Insulaires en Développement
PNGRD Plan National de Gestion des Risques et des Désastres
PNUD Programme des Nations Unies pour le Développement
PUF Plan d’urgence familial
SAKS Sosyete Animasyon ak Kominikasyon Sosyal (Société d’animation et de communication sociale)
SNGRD Système National de Gestion des Risques et des Désastres
SPGRD Secrétariat Permanent de Gestion des Risques et des Désastres
TdR Termes de Références
UNESCO Organisation des Nations Unies pour l’éducation, la science et la culture
UNISDR United Nations office for Disaster Risk Reduction (Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes)
SMS Service de Message court (Short Message Service)
SIPC Stratégie internationale de prévention de catastrophes
WRI Indice Mondial de Risque (World Risk Index)

Glossaire

Les définitions qui suivent explicitent des termes et expressions employés dans le cadre du rapport de l’étude. Ce glossaire traite globalement des thématiques à la fois du champ de la communication (communication, information, pratiques de communication, moyens, sources etc....) et de la gestion des risques et des désastres (aléas, risques, catastrophes etc...). Même s’il n’existe pas une seule façon de définir certains termes, les définitions de ce glossaire traduisent la manière dont chaque terme a été compris et utilisé spécifiquement dans ce rapport.

Aléa Un phénomène dangereux, une substance, activité humaine ou condition pouvant causer des pertes de vies humaines, des blessures ou d’autres effets sur la santé, des dommages aux biens, des pertes de moyens de subsistance et des services, des perturbations socio-économiques, ou des dommages à l’environnement (UNISDR, 2009).

Attitude Ce sont des tendances, des dispositions à agir. Il s’agit d’une variable intermédiaire entre la situation et la réponse à cette situation. Les attitudes ne sont pas souvent observables comme le sont les pratiques.

Canal ou moyen Un canal ou moyen de communication est un support (physique ou non) permettant la transmission d’une certaine quantité d’informations, depuis une source (ou émetteur) vers un destinataire (ou récepteur).

Catastrophe Rupture grave du fonctionnement d’une communauté ou d’une société impliquant d’importants impacts et pertes humaines, matérielles, économiques ou environnementales que la communauté ou la société affectée ne peut surmonter avec ses seules ressources (UNISDR, 2009). On distingue les catastrophes d’origine naturelle, liées à des phénomènes hydrométéorologiques et géologiques (cyclones, ouragans, tempêtes, tremblement de terre etc....) ou à des activités humaines (industrielles, technologiques, militaires).

Communication Dans son sens le plus strict, la communication peut être entendue comme la transmission d’informations (courant diffusionniste). Dans sa conception étymologique, elle se définit comme étant un partage d’informations dans une sorte de mise en commun. Dans le cadre de cette étude, nous avons opté pour une conception de la communication selon laquelle celle-ci consiste en un transfert/transmission d’informations qui vont enclencher des processus d’échanges de contenus, de signification, et fondamentalement d’interaction, dans des contextes sociaux particuliers. Entendue de cette façon, les finalités de la communication visent à : 1) initier des actions, 2) faire connaître des besoins et des impératifs, 3) échanger des informations, des idées, des attitudes et des croyances, 4) susciter la compréhension, et/ou 5) établir et maintenir des relations. Entendue comme étant un processus d’interaction, la communication consiste en un phénomène dynamique produisant une transformation. C’est-à-dire qu’elle s’inscrit dans un processus d’influence réciproque entre des acteurs sociaux.

Connaissances Ensemble de choses connues, sues, acquises, sur un sujet donné. La connaissance d’un comportement considéré apte n’implique pas l’application de ce comportement.

Cyclone Les termes typhon, ouragan et cyclone tropical recouvrent tous les trois la même réalité : ils désignent un phénomène tourbillonnaire des régions tropicales (entre 30°N et 30°S) accompagné de vents dont la vitesse est supé-

rieure ou égale à 64 nœuds c'est-à-dire 118 km/h (soit une force 12 sur l'échelle de Beaufort).

Information Du latin informare, façonner, former. Une information est une nouvelle, un renseignement, une documentation sur quelque chose ou sur quelqu'un, portés à la connaissance de quelqu'un. L'information est l'action d'informer, de s'informer, de donner la connaissance d'un fait ou de la rechercher. Le droit à l'information repose sur un seul fondement : l'information est un bien public qui doit être accessible.

Pratiques Les pratiques ou comportements sont des actions observables d'un individu en réponse à un stimulus. C'est ce qui concerne le concret, c'est le faire. Ce sont les actes réels accomplis par une personne dans une certaine situation ou contexte.

Risque Selon le Document Pays GRD publié par l'UNISDR en 2017, les risques naturels sont la résultante de la confrontation, dans le temps et dans l'espace, de phénomènes naturels moyens ou élevés (aléas) avec des éléments fragiles ou vulnérables (les enjeux à savoir, populations, structures, infrastructures, etc.). En Haïti, les risques sont d'origine diverse. Il s'agit des risques dues aux menaces naturelles (séismes, inondations etc.), accidentelles (incendies), anthropogéniques (attroupements et autres désordres dans les lieux publics, violence armée, accidents de la circulation etc.). Le risque est une probabilité selon laquelle un phénomène peut causer des dommages, telles que des pertes de vies humaines ou dommages aux personnes ou aux biens, aux moyens de subsistance, à l'activité économique ou à l'environnement. Il résulte d'interactions entre des risques naturels, ou découlant d'activités humaines et des situations de vulnérabilité (SIPC, 2007). Le risque est souvent mis en équation de la façon suivante : $\text{risque} = \text{aléa} \times \text{vulnérabilité/capacité d'intervention}$ (Comité permanent inter-organisations, 2007).

Source On entend par source l'origine de l'information. Le choix de la source d'information est entre autres relié au niveau d'actualité, à la précision et la profondeur de l'information recherchée. Par exemple, l'information retrouvée dans un article de périodique sera beaucoup plus récente et spécifique à un sujet restreint que l'information retrouvée dans un livre.

Vulnérabilité L'UNISDR définit les vulnérabilités comme « les caractéristiques et les circonstances d'une communauté ou d'un système qui le rendent susceptible de subir les effets d'une menace ». De fait, la réduction de la vulnérabilité devrait résulter bien plus des actions de développement étalées sur le moyen et long terme. La vulnérabilité ne concerne pas uniquement la gestion des risques et des désastres. Ses composantes, selon ONPES peuvent être, entre autres, démographique (composition démographique des ménages, présence d'enfants de moins de 5 ans), sanitaire (maladies chroniques), éducatif (analphabétisme, non-fréquentation scolaire), liées aux conditions de travail (inactivité, chômage, travail des enfants), liées à la sécurité alimentaire (faim, alimentation non diversifiée ou pauvre, absence de nourriture), etc.

Résumé exécutif

L'étude sur les pratiques de communication relatives à la gestion des risques et des désastres rentre dans le cadre du projet de renforcement de la sécurité humaine face aux risques de catastrophe en Haïti. Il s'agit de la première enquête nationale qui vise non seulement à : i) identifier les pratiques de communication ; mais aussi ii) proposer les outils de communications adaptés aux réalités socioéconomiques et culturelles de chaque département du pays. Elle fournit les données de base qui permettront aux décideurs de renforcer l'autonomisation des individus par l'accès à l'information, en particulier dans les communautés les plus vulnérables, et dans le pays en général.

Les données¹ de cette étude ont été collectées au niveau national par l'intermédiaire de trois techniques de recherche : i) une enquête en ligne auprès de 1.137 internautes (638 hommes et 529 femmes) touchant tout le pays et la diaspora haïtienne ; ii) une enquête de terrain auprès de 2.066 personnes (1.132 femmes et 934 hommes) dans 25 communes² (6 départements) ; iii) et de huit (8) entrevues collectives³ (Groupes de discussion ou focus group) dans 5 communes. Cette étude prend en compte de nombreux facteurs qui peuvent influencer le processus de communication et l'accès à l'information liée aux catastrophes d'origine naturelle, notamment le genre, l'inclusion des personnes vulnérables (enfants, personnes âgées, personnes vivant avec un handicap) et l'approche de sécurité humaine⁴. En effet, les femmes et les personnes vivant avec un handicap représentent respectivement 50% et 14% des personnes interrogées. La triangulation des données collectées révèle que l'accessibilité aux outils de communication, les habitudes de consommation de l'information, la crédibilité des sources et les besoins des populations varient notamment en fonction du sexe, de la zone d'habitation et de l'âge. D'un point de vue général, cette étude a confirmé que le téléphone et la radio sont les premières sources d'information des populations. Toutefois, les communautés vulnérables vivant dans les zones rurales (majoritairement affectées par les catastrophes naturelles) ont un accès limité auxdits moyens. Elles s'informent plutôt via les canaux de proximité et communautaires (église, marché public, agents mobiles) alors que les jeunes, particulièrement dans les zones urbaines, préfèrent utiliser les sources numériques (Facebook, WhatsApp). D'un point de vue spécifique, les résultats de cette étude sont les suivants :

a) L'accès aux appareils et à l'information : La radio (71%), la bouche à oreille (62%) et le téléphone, à

travers le SMS (60%), sont les trois premières sources d'information des personnes interrogées sur le terrain en raison principalement de leur accessibilité et de leur crédibilité, et ce, indépendamment du département, du sexe et de la zone d'habitation. 96% des personnes interrogées en ligne déclarent également utiliser la radio pour s'informer à l'approche des événements météorologiques et lui accordent de la crédibilité, à côté de WhatsApp (96%), et du téléphone –SMS (96%). Ensuite viennent les médias et canaux de proximité ou communautaires (les marchés publics, camions-sons, églises, brigadiers de la DPC, leaders et radios communautaires) qui sont beaucoup plus utilisés (jugés fiables) par les femmes (60%) contrairement aux hommes (40%), tant en milieu rural qu'urbain.

Plus on est jeune, plus on s'informe via les sources numériques (WhatsApp, Facebook). En effet, 40% des utilisateurs des médias sociaux, comme sources d'information sur la GRD, sont des jeunes de 20-29 ans contrairement à la catégorie des plus de 50 ans, ainsi que les personnes vivant avec un handicap qui ont un accès très limité aux différentes sources d'information. Près de la moitié (48%) des personnes interrogées préfèrent écouter les éditions de nouvelles pour s'informer sur les catastrophes naturelles. Ensuite, on retrouve les émissions musicales et évangéliques avec respectivement 26.6 et 22.7%.

b) Les pratiques de communication en GRD en cours, la notoriété de la DPC et de ses activités : Les répondants reconnaissent le rôle de la DPC dans la diffusion de l'information à travers de nombreuses sources, particulièrement, les médias traditionnels, la bouche à oreille, les leaders communautaires et les agents (volontaires et brigadiers) de la protection civile. Toutefois, deux données importantes remettent en question les pratiques de sensibilisation et de communication utilisées par la Direction de la Protection civile : a) seulement 27% des personnes sur le terrain affirment avoir connaissance du Plan d'urgence familial. b) seulement 33% ont déclaré avoir participé à au moins une activité de la protection civile.

c) Les meilleures pratiques de communication à adopter en GRD : Les répondants estiment que le système doit continuer à utiliser la radio, les brigadiers de la Protection civile, les SMS, comme principaux moyens. Le monologue, les nouvelles à la radio et les SMS sont les formes de message les plus adaptées particulièrement pour les femmes.

Les internautes ont une préférence pour les affiches sur Facebook, les messages WhatsApp et le SMS. Les messages sous forme de musique sont le choix

prioritaire des personnes vivant avec un handicap. Les personnes interrogées estiment que la DPC doit continuer à utiliser le créole pour diffuser les informations sur les catastrophes. D'ailleurs, elles (72%) affirment avoir compris les messages diffusés par la DPC parce qu'ils sont entre autres faciles (25%), en créole (20%) et facilitent la protection (20%). Plus spécifiquement, elles préfèrent des messages vidéo qui comportent des illustrations (47%) en dessins animés (en particulier des personnes handicapées) et beaucoup de narrations 30% (en particulier les femmes). Elles estiment également que la DPC doit prioriser les messages courts d'environ 60 secondes (sonores) et ne dépassant pas deux pages (écrits).

d) Connaissances des catastrophes et des mesures de prévention et attentes en communication : Le cyclone reste la menace naturelle la plus connue en Haïti. Plus de 80% des personnes interrogées affirment connaître cette menace. Viennent ensuite les inondations (68%) et le tremblement de terre (58%) Le tsunami (27%) et l'éboulement (48%) sont les menaces naturelles les moins connues.. En effet, plus de la moitié des répondants déclare avoir été victime d'une menace naturelle. La majorité de ces victimes sont des femmes (54.6%) et vivent particulièrement dans les départements de l'Ouest (25%) et du Sud (20%). En vue de se préparer à faire face à ces menaces, les personnes interrogées (56%) affirment avoir mis en application les mesures préventives suivantes : renforcer la sécurité de la maison et mettre à l'abri les documents importants (cyclones), s'approvisionner en matériels de premiers soins et appliquer les nouvelles normes de construction (séisme), prendre les mornes (tsunamis), et ne pas construire dans les mornes (glissement de terrain). Plus de 60% des personnes interrogées (particulièrement dans le Sud, Nippes et Nord-est) estiment ne pas avoir assez d'informations pour se protéger contre les catastrophes naturelles. Elles souhaitent recevoir de l'information particulièrement sur les causes des catastrophes, la période propice des catastrophes - saison cyclonique - et les comportements à adopter.

Recommandations : Afin d'améliorer les pratiques de communication relatives à la gestion des risques et des désastres en Haïti, il a été recommandé, entre autres, de prioriser la radio, le SMS pour l'ensemble des deux sexes, et les canaux communautaires (brigadiers et volontaires de la DPC, marchés publics, camions-sons, églises, radios communautaires...), particulièrement pour les femmes ; de renforcer la communication de proximité (renforcement de la capacité des acteurs locaux, formation de leaders, déploiement des brigadiers et volontaires de la DPC) axée sur les mesures

de prévention face aux menaces de catastrophes, et de renforcer la promotion des activités de la DPC et des matériels de sensibilisation – en priorité le plan d'urgence familial- dans tout le pays, notamment dans les départements du Grand Sud (Sud, Nippes, Grand'Anse, Sud-Est). Il est recommandé aussi de concevoir les messages en créole afin de toucher le plus grand nombre et de faciliter leur compréhension.

Annotation

1. Mis à part les enquêtes en ligne et de terrain et des groupes de discussions, des rencontres (entretiens qualitatifs) ont été réalisées avec des acteurs intervenant dans le domaine de la gestion des risques et des désastres, particulièrement dans la sensibilisation des populations face aux risques de catastrophes.

2. Les 25 communes sont : Cap-Haitien, Limonade, Quartier Morin, Grande Rivière du Nord, Camp-Perrin, Roche à bateau, Port-salut, Cavaillon, Gonaïves, Ennery, Saint-Michel de l’Attalaye, Marmelade, Anse-à-veau, Miragoâne, Petit-trou de Nippes, Fond-des Nègres, Thomazeau, Kenscoff, Petit-Goave, Fond Verrettes, Arcahaie, Ganthier, Fort-Liberté, Ouanaminthe. Elles sont issues de six départements (Nord, Sud, Artibonite, Nippes, Ouest et Nord-est).

3. Huit (8) groupes de discussions homogènes (2) ont été réalisés avec les communautés dans 5 communes dont parmi les 25 sous-enquêtes (Camp-Perrin, Saint Michel de l’Attalaye, Fort-Liberté) et 2 autres non sous-enquête (Ferrier et Port-au-Prince). Six (6) catégories de personnes ont été identifiées: Groupement et associations de femmes (2 groupes de discussion), Personnes vivant avec un handicap (1 groupe de discussion), Enfants dans les écoles âgés de 10 à 20 ans (1 groupe de discussion), Jeunes âgés de 20 à 35 ans (2 groupes de discussion), Personnes âgées de plus de 60 ans (1 groupe de discussion), Agricultrices/agriculteurs (1 groupe de discussion).

4. De plus, presque la moitié des personnes interrogées (48%) vivent en milieu rural et 35% d’entre elles gagnent un salaire inférieur à 26 milles gourdes.



1

CONTEXTE GÉNÉRAL

La population haïtienne est l'une des plus vulnérables aux catastrophes naturelles au monde avec un nombre de catastrophes au km² supérieur à n'importe quel autre pays de la région Caraïbes et de l'Amérique Centrale (World Bank, 2015 :14). Pour faire face à cette menace constante, la population haïtienne doit développer une culture du risque c'est-à-dire l'appropriation de connaissances, l'application de bonnes mesures préventives et des réflexes de protection afin de garantir sa survie et les limites des risques de catastrophes. Ceci doit passer nécessairement par la mise en place par les autorités haïtiennes des programmes de sensibilisation et de communication capables d'éduquer et de sensibiliser la population sur les meilleurs comportements à adopter avant, pendant et après les catastrophes. Malgré les efforts accomplis en ce sens par l'État haïtien de concert avec ses partenaires nationaux et internationaux, il existe encore un fossé important entre les communautés et le niveau de connaissance du risque adéquat.

Face à ce constat, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'Égalité des Sexes et l'Autonomisation des Femmes (ONU-Femmes) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), de concert avec la Direction de la Protection Civile (DPC) ont réalisé une étude visant à identifier les pratiques de communication et proposer les outils les plus adaptés aux réalités socio-économiques et démographiques de la population haïtienne. Les conclusions de cette étude doivent permettre la mise en place d'une stratégie de communication plus ambitieuse et efficace, capable de répondre aux besoins actuels de communication dans le domaine de la Gestion des Risques et des Désastres. Ainsi, dans cette partie, nous proposons une analyse des éléments contextuels liés à la mise en place de cette étude.

1-La vulnérabilité d'Haïti face aux catastrophes naturelles

Située au Sud-Est de Cuba, dans la mer des Caraïbes⁵, Haïti occupe la partie occidentale de l'île anciennement baptisée « Hispaniola », avec une superficie totale de 27 750 kilomètres carrés et une population estimée à 10,7 millions d'habitants⁶. De par sa situation géographique, géodynamique et climatique, Haïti est exposée à de nombreux risques naturels. D'où l'occurrence de catastrophes découlant des inondations, glissement de terrain et éboulement, séismes et tsunamis ayant frappé le pays tout le long de son existence.

Comme la plupart des petits états insulaires en développement (PEID), Haïti accuse un très fort indice de risque par rapport aux aléas naturels. Les dernières données publiées en avril 2018 par l'Indice de vulnérabilité aux catastrophes naturelles et aux crises humanitaires (INFORM⁷) révèlent qu'Haïti est le pays le plus vulnérable de la région Amérique Latine et Caraïbes (LAC), et le 14e pays le plus vulnérable au monde⁸. De 1900 à 2016, le pays a été frappé de plein fouet par plus d'une centaine de catastrophes⁹ dont près de quarante (40) cyclones et tempêtes tropicales, plus de cinquante (50) inondations majeures et glissements de terrain, sept (7) périodes de sécheresses et deux (2) séismes dévastateurs, l'un de magnitude 7.3¹⁰ à Port-au-Prince en 2010 et l'autre séisme en 1904 frappant particulièrement les villes du Cap Haïtien et Port de

Paix ¹¹. De plus, la période cyclonique (1er juin au 30 novembre) est une période assez redoutée par la population haïtienne. Plusieurs villes du pays, spécialement les villes de la Presqu'île du Sud, ont été à plusieurs reprises détruites par des cyclones touchant le pays pendant cette période. Le cyclone Hazel en 1954, l'ouragan Flora en 1963 et plus récemment l'ouragan Matthew en 2016 ont ravagé certaines villes du pays, du nord au sud. Ainsi, le PDNA¹² (Évaluation des besoins Post-catastrophe) estime que près de 96% de la population haïtienne est exposée à au moins deux risques de catastrophe d'origine naturelle (séismes, ouragans, glissements de terrain, inondations et sécheresse).

L'une des catastrophes les plus meurtrières a été le séisme de 2010 qui a engendré la mort de plus de 230 000 personnes, 300 000 blessées, 1.5 millions de personnes sans-abri, le déplacement de près de 1.3 million de personnes vers les zones non affectées, la destruction à grande échelle d'infrastructures, dont 105 000 bâtiments complètement détruits et 208 000 endommagés¹³. Cette situation a aggravé la vulnérabilité du pays déjà en proie à une situation de pauvreté¹⁴ affectant particulièrement les catégories sociales les plus vulnérables (les femmes, les enfants, les personnes vivant avec un handicap). De plus, d'importants dégâts

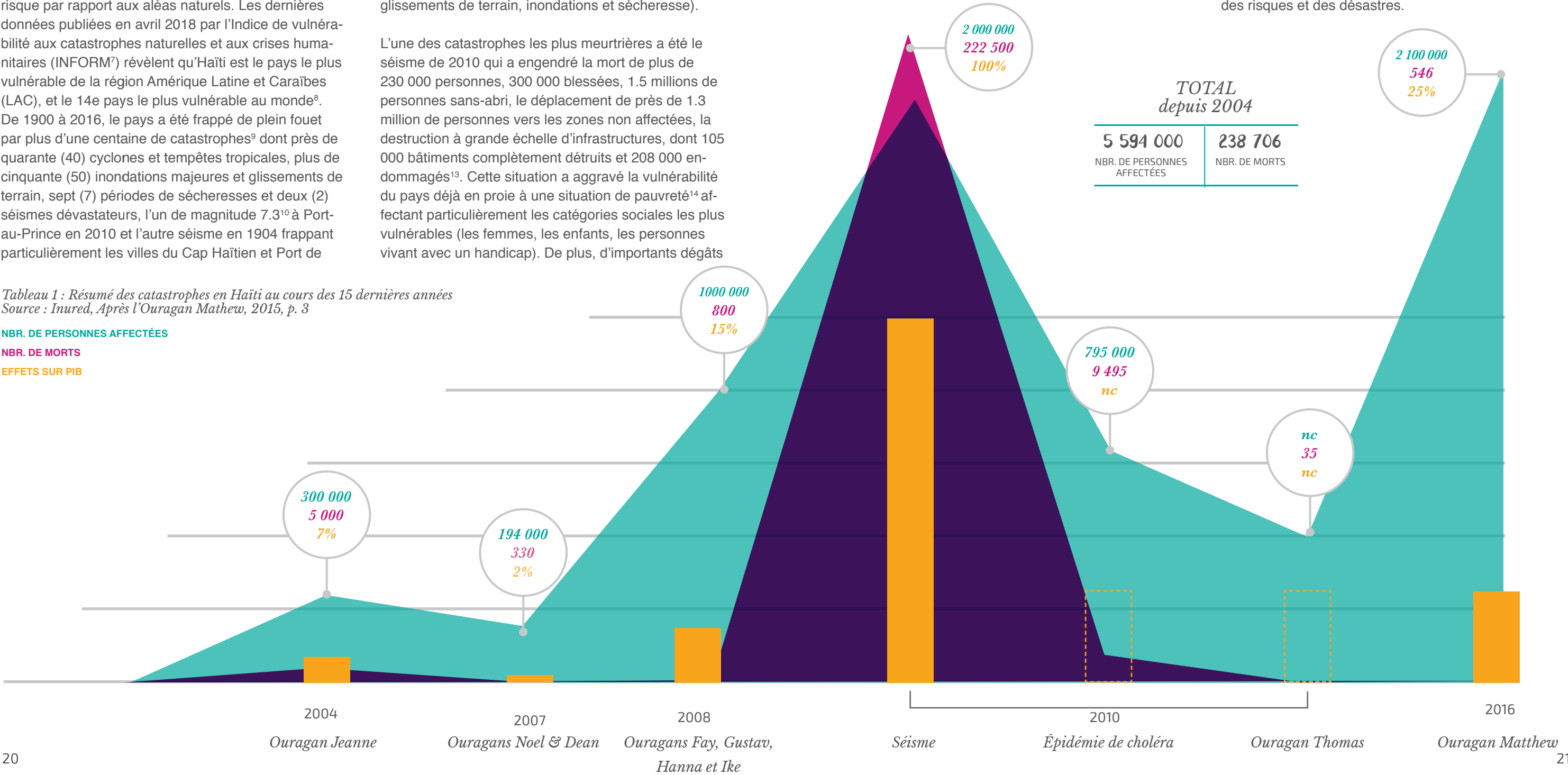
(pertes en vies humaines et dégâts sur les infrastructures, sur les secteurs de l'agriculture et les sous -secteurs de la pêche et l'élevage, de l'ordre de 38 milliards de gourdes, soit 31% du PIB) ont été enregistrés suite au passage de l'ouragan Matthew en 2016¹⁵.

Les catastrophes d'origine naturelle ont eu des conséquences graves sur Haïti. Cumulées, ces catastrophes¹⁶ ont fait près de 250 000 pertes en vies humaines, plus de 13 millions de sinistrés et ont causé des pertes économiques et des dommages de l'ordre de plusieurs billions de dollars américains dans une économie déjà précaire. Le tableau 1 donne un aperçu des catastrophes au cours des 15 dernières années. Il ne prend pas en compte les catastrophes d'avant

2004. Ces nombreuses pertes économiques ayant engendré à chaque fois une crise humanitaire, associées aux instabilités sociales et politiques, aux phénomènes épidémiologiques (choléra, paludisme...) ainsi qu'aux facteurs environnementaux et sociaux tels que la dégradation généralisée de l'environnement ou la précarité socio-économique de la population ont exacerbé la vulnérabilité d'Haïti. Ceci renforce également la nécessité pour le gouvernement haïtien et ses principaux partenaires de poursuivre les efforts visant à réduire les risques liés aux aléas naturels. Ainsi, la sensibilisation de la population par le moyen des outils les plus adaptés aux réalités des communes et départements fait partie également de cet effort de réduction des risques et des désastres.

Tableau 1 : Résumé des catastrophes en Haïti au cours des 15 dernières années
Source : Inured, Après l'Ouragan Mathew, 2015, p. 3

NBR. DE PERSONNES AFFECTÉES
NBR. DE MORTS
EFFETS SUR PIB

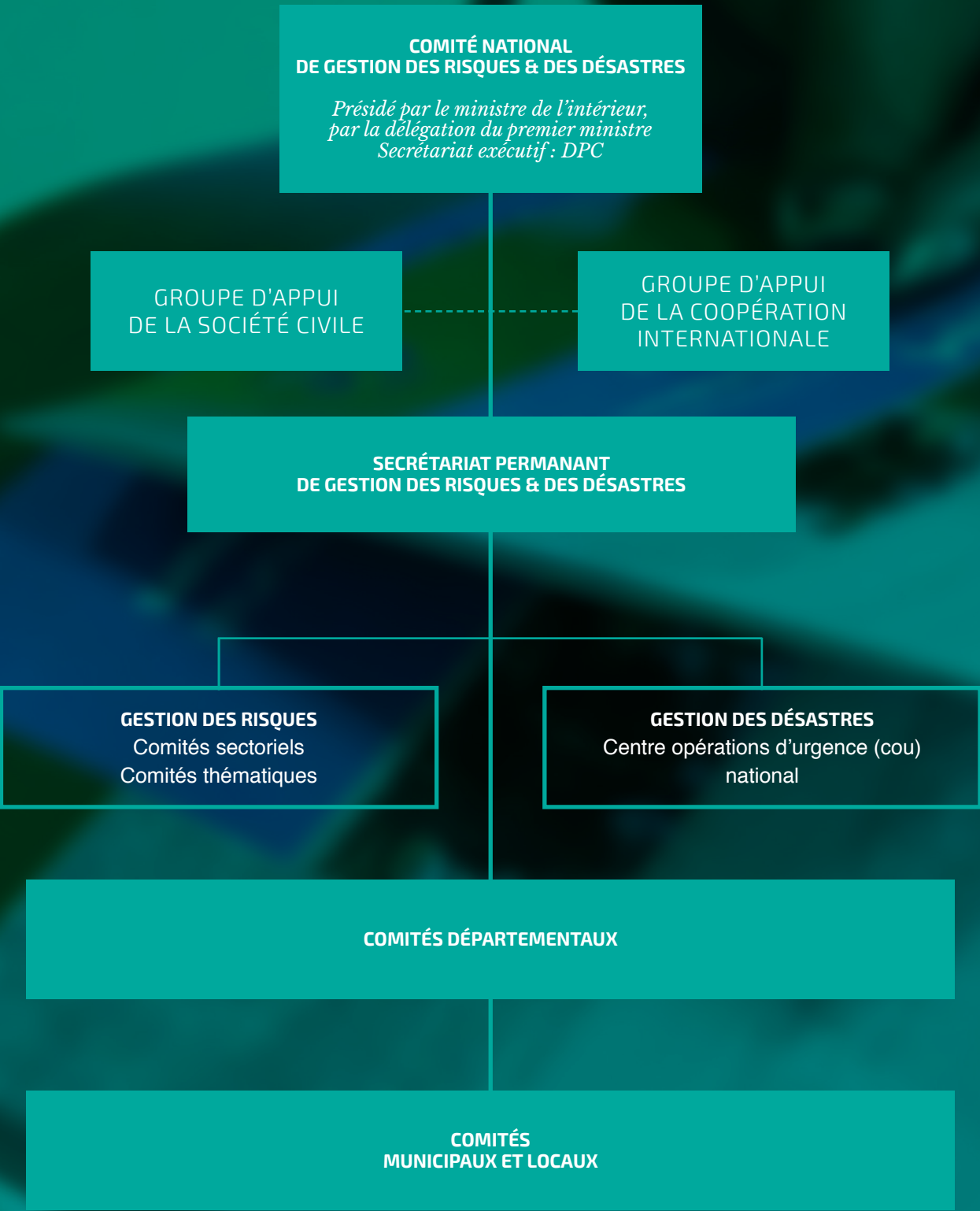


2-Cadre légal et institutionnel de la Gestion des Risques et des Désastres en Haïti

Face à cette vulnérabilité accrue, l'État Haïtien s'est engagé progressivement dans une démarche systématique de réduction des risques et désastres depuis plus de deux décennies. En effet, depuis 1999, une réforme institutionnelle a abouti à l'élaboration d'une proposition de Plan national de gestion des risques et des désastres (PNGRD) et la mise en place d'un Système national de gestion des risques et des désastres (SNGRD).

Le système est doté de structures d'orientation stratégique et technique à toutes les échelles du territoire avec comme entité de coordination, la Direction de la Protection Civile (DPC). Cette direction s'appuie sur un Comité Thématique d'Éducation et de Sensibilisation du Public (CTESP), émanation du Secrétariat Permanent de Gestion des Risques et des Désastres (SPGRD), pour remplir sa fonction sociale. A travers cet organe, l'État haïtien et ses partenaires, œuvrant dans la GRD, conçoivent des stratégies d'information du public afin d'aider la population à prendre les meilleures décisions en matière de prévention et de réponse aux désastres. La figure ci-contre illustre la structure organisationnelle du SNGRD.

L'État haïtien a déjà mené de grandes campagnes de communication afin d'informer les populations sur les risques qui les entourent et les encourager à agir de manière responsable. Malgré les efforts déployés par le Système National de Gestion des Risques et Désastres (SNGRD), les stratégies et campagnes de communication mises en œuvre n'ont pas été suffisamment efficaces en termes de renforcement des capacités de réaction et de résilience des communautés exposées aux risques de catastrophe d'origine naturelle. D'où l'importance de cette étude qui a permis d'analyser particulièrement le degré d'accès des populations ciblées à l'information, l'adaptabilité des canaux de communication et la capacité d'assimilation de la population des messages reçus.



3-La nécessité d'améliorer les pratiques de communication en GRD et de renforcer la sécurité humaine des populations vulnérables en Haïti

L'étude sur les pratiques de communication relatives à la gestion des risques et des désastres rentre dans une démarche de renforcement de la sécurité humaine de la population haïtienne face aux risques de catastrophe en Haïti. Elle vise un double objectif. a) Identifier les pratiques de communication dans la Gestion des Risques et des Désastres existant parmi les différents segments de la population tout en évaluant les lacunes potentielles en termes d'accès à l'information ; b) Proposer des outils de communication sensibles au genre qui correspondent aux réalités socioculturelles, aux inégalités en matière de l'accès à l'information et aux caractéristiques démographiques des départements du pays.

Plusieurs situations décrites ci-dessous justifient la réalisation d'une telle étude.

a) L'accès à l'information, un droit qui renforce la sécurité humaine des communautés :

La sécurité humaine vise un renforcement de l'auto-nomisation des individus. Les gens doivent pouvoir prendre à temps les décisions nécessaires pour se protéger et protéger leurs proches. Ce processus de décision doit inévitablement passer par l'accès à l'information. En effet, la communication joue un rôle prépondérant dans les mécanismes de prise de décision à travers des informations précises et adaptées prenant en compte l'environnement de l'individu. Il est important de comprendre que tous les individus et groupes n'ont pas le même niveau d'accès aux différentes formes et chaînes de communication. Les inégalités en matière de communication doivent être analysées pour garantir à tous et à toutes les possibilités de prendre des décisions éclairées et pour veiller à ce que personne n'est laissée pour compte. Les messages, les supports, et les canaux utilisés constituent aussi bien des avantages que des obstacles à une communication efficace. Pour qu'ils soient un avantage, les outils et moyens de communication doivent être sensibles au genre, correspondre aux caractéristiques sociales, culturelles et économiques des personnes ciblées et prendre en compte les inégalités et les inconvénients de l'accès à l'information. Marianne Kugler (2010, p.286) estime que les campagnes de communication réussies sont celles qui prennent en compte la réalité de vie des populations-cibles.

b) L'égalité des sexes et les catastrophes d'origine naturelle :

Le cadre de Sendai et les Objectifs de Développement Durable (ODD)¹⁷ placent l'individu, les communautés et les territoires au cœur des préoccupations dans le cadre des projets visant le développement et la résilience des communautés. A cet effet, les femmes et les enfants doivent être au centre de toute initiative de mitigation de risque. Les catastrophes affectent différemment les hommes et les femmes, les garçons et les filles. Dans de nombreux contextes, les inégalités de genre limitent l'influence et le contrôle des femmes et des enfants sur les décisions vitales les concernant, ainsi que leur accès aux ressources. En raison des conditions socio-économiques existantes, des croyances et des pratiques traditionnelles, les femmes sont plus susceptibles d'être affectées de manière disproportionnée par les catastrophes. En termes de communication et d'information, les femmes et les hommes n'ont pas forcément les mêmes accès et habitudes de consommation de l'information compte tenu du rôle, construit par la société, qu'ils jouent. Dans ce cadre-là, toute démarche de communication de gestion des risques et désastres devrait prendre en compte les aspects sexo-spécifiques. Cette étude priorise les femmes non seulement comme étant partie prenante dans le cadre de l'enquête (enquêteurs et enquêtés) mais aussi dans le cadre des démarches antérieures de communication. Par conséquent, une analyse de leur degré d'accès à l'information, et de la prise en compte de leurs besoins en termes d'information est effectuée.

c) L'inclusion et l'accessibilité

L'inclusion sociale suppose la prise en compte de toutes les catégories de personnes, particulièrement les personnes vulnérables (femmes, enfants, personnes âgées, personnes vivant avec un handicap) dans la conception et la mise en application des programmes de développement et humanitaires. Les personnes vivant avec des handicaps sont une catégorie de personnes très spéciales dont les besoins en termes d'information touchent particulièrement leurs capacités sensorielles et physiques à recevoir puis à comprendre le message. En fait, l'article 10 de la loi portant sur l'intégration des personnes handicapées¹⁸ établit la responsabilité de l'État à garantir à cette catégorie l'accès à l'information. En ce sens, l'accessibilité de l'information est garantie par l'utilisation des outils et moyens de communication adaptés à la situation de cette cible.

d) La sécurité humaine au cœur des efforts visant la résilience des communautés

La sécurité humaine est une approche promue par les Nations Unies et qui complète la sécurité traditionnelle. Orientée vers la prévention et centrée sur l'individu, elle s'inscrit dans une démarche de prévention basée sur la connaissance des risques par la population. L'approche « sécurité humaine » est donc au centre de cette étude qui prend en compte les besoins d'information de toutes les catégories de personnes particulièrement les plus vulnérables vivant dans les communautés les plus pauvres et les plus reculées. Le choix des communes pour les enquêtes de terrain et la catégorisation des groupes cibles pour les groupes de discussions traduisent l'alignement de l'étude avec cette approche.



Encadré 1 : Stratégie d’inclusion

Dans le cadre de cette étude, nous avons mis en place une stratégie d’inclusion qui nous a permis de recueillir des informations pertinentes provenant de toutes les catégories ou groupes de personnes ciblées. C’est donc cette approche qui nous a permis de prendre en compte notamment la dimension du genre, les jeunes, les personnes handicapées et les personnes âgées. Ainsi, plusieurs stratégies sont utilisées afin non seulement de prendre en compte les besoins des femmes et des personnes handicapées, mais aussi de les intégrer comme acteurs (enquêteurs et enquêtés) dans le cadre de l’étude. Plus particulièrement, environ 30 à 50% des personnes enquêtées sont de sexe féminin au niveau de l’enquête (entre 600 – 1000).

Quelques actions entreprises :

Administrer les questionnaires dans les espaces susceptibles d’avoir plus de femmes (marchés publics, familles, espaces de rencontres des associations de femmes etc.).

Dans le message introductif pour inviter les internautes à remplir le questionnaire, préciser clairement que les femmes sont vivement encouragées à contribuer à l’enquête.

Organiser une dizaine de focus groupe avec les six (6) catégories (femmes, personnes vivant avec un handicap, enfants dans les écoles âgés de 10 à 20 ans, Jeunes âgés de 20 à 35 ans, personnes âgées de plus de 60 ans, agricultrices/agriculteurs).

4 -Approche méthodologique

L’étude sur les pratiques de communication relatives à la gestion des risques et désastres a été conçue afin d’avoir des estimations quantitatives à l’échelle nationale mais également des données qualitatives et désagrégées en fonction de nombreux variables, sexe, âge, localisation géographique et conditions socioéconomiques.

L’étude a employé une approche multidisciplinaire, participative et mixte incluant des groupes de discussions homogènes, une enquête en ligne et une enquête de terrain. Ainsi, elle a été réalisée avec un échantillon (quantitatif) de plus de 3200 questionnaires dont 1137 (1132 femmes et 934 hommes) administrés en ligne (l’ensemble du pays) et 2066 sur le terrain (638 hommes et 529 femmes) dans 25 communes sur 6 départements¹⁹ (voir chapitre suivant pour plus de détails).

De plus, 8 groupes de discussions homogènes ont été réalisés avec chacun 8 personnes, avec six (6) catégories de sujets, tout en respectant le principe de parité. Il s’agit des femmes, des enfants, des jeunes, des personnes âgées, des agriculteurs et agricultrices. Ces groupes de discussions ont été réalisés dans 5 communes de 4 départements : Nord Est (Ferrier, Fort-Liberté), Artibonite (Saint-Michel de l’Attalaye), Ouest (Port-au-Prince), Sud (Camp-Perrin).

L’analyse statistique descriptive a été utilisée afin de pouvoir décrire la population étudiée (caractéristiques sociodémographiques) et d’analyser les principales variables de l’étude. Des tests Khi-deux ont été utilisés pour croiser les données. D’un point de vue qualitatif, l’étude a priorisé la méthode qui permet de hiérarchiser toutes les dépendances entre les variables analysées et les groupes relatifs.

Encadré 2 : Justification des choix

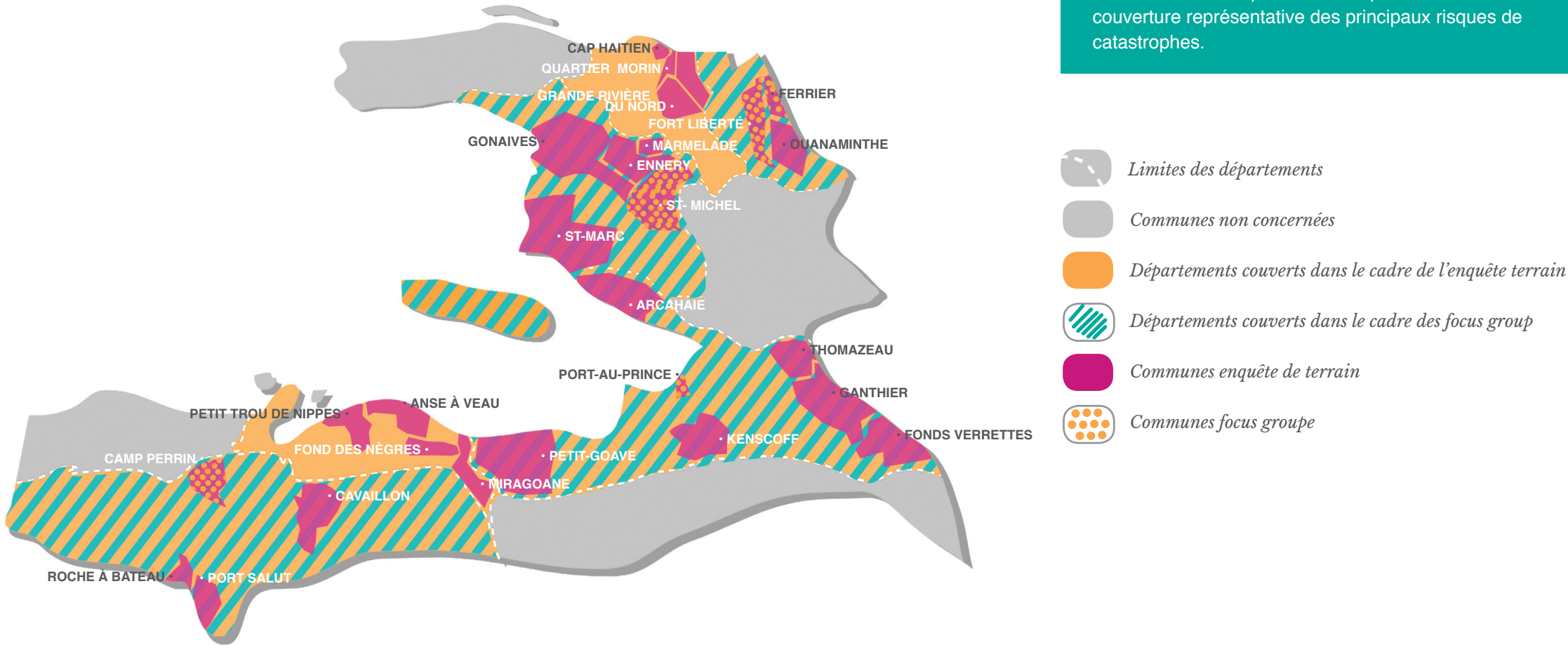
Ces choix ont été réalisés en fonction d’un nombre de critères liés à la réalité des communes et départements en termes de gestion des risques et des désastres. Il s’agit de :

L’actualité des risques : Les départements du Sud, de la Grand-Anse et des Nippes ont été les plus touchés par l’ouragan Matthew en 2016.

Le niveau de vulnérabilité : le département de l’Artibonite, malgré son potentiel agricole, est resté un département très vulnérable et très affecté par la sécheresse.

Le caractère urbain de certaines communes : Le département du Nord offre l’occasion de tester la réalité de communes fortement urbanisées comme le Cap-Haïtien.

La diversité des risques : Le choix permet d’avoir une couverture représentative des principaux risques de catastrophes.



Annotation

5 L'île d'Hispaniola se trouve au Nord de la mer des Caraïbes. Avec Cuba, la Jamaïque, et Porto Rico, elle appartient à l'archipel des Grandes Antilles (90% de la surface de toutes les îles de la Caraïbe). La superficie d'Haïti est de 27 750 km². Au nord, la côte haïtienne s'ouvre sur l'océan Atlantique. Au Sud, elle borde la mer des Caraïbes. Source : Atlas des menaces naturelles, CIAT 2015.

6 . Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI), Estimation de la population 2015, En ligne : http://www.ihsi.ht/pdf/projection/Estimat_PopTotal_18ans_Menag2015.pdf

7 . INFORM 2018 RISK INDEX : Indice de vulnérabilité aux catastrophes naturelles, 2018 <http://www.inform-index.org/Countries/Country-profiles>

8 Haïti est également le troisième pays les plus touchés par les effets des changements climatiques, selon l'index mondial sur le changement climatique publié par Green Wash en 2017.

9 . Ricardo Mena & Sandra Amlang (sous la direction de) et Claudine Joseph, Steeve Symithe, Harmel Cazeau, Widlyn Dornevil, Country Document for disaster risk reduction, 2017, Direction protection civile et United Nations office for Disaster Risk Reduct (UNISDR), https://www.unisdr.org/files/54921_annex03documentpayshaiti.pdf

10 . Le séisme du 12 janvier 2010 Richter ayant frappé Haïti est l'une des catastrophes plus meurtrières qui a engendré plus de 220 000 morts, 300,000 blessées, 1.5 millions de personnes sans- abris, le déplacement de près de 1.3 million de personnes vers les zones non affectées. Références : Ricardo Mena & Sandra Amlang (sous la direction de) et Claudine Joseph, Steeve Symithe, Harmel Cazeau, Widlyn Dornevil, Country Document for disaster risk reduction, 2017, Direction protection civile et United Nations office for Disaster Risk Reduct (UNISDR). https://www.unisdr.org/files/54921_annex03documentpayshaiti.pdf

11 Le séisme de 1904 a complètement détruit la ville du Cap. La moitié de la population de l'époque avait été touchée.

12 . PDNA, Evaluation Post Catastrophe, Haïti, 2017, page 3, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNDP-HT-PrevCri-EvaluationBesoinPostCatastropheCycloneMathieu-PDNA-31012017-SM.pdf>, consulté le 15 avril 2018

13 Ricardo Mena & Sandra Amlang (sous la direction de) et Claudine Joseph, Steeve Symithe, Harmel Cazeau, Widlyn Dornevil, Country Document for disaster risk reduction, 2017, Direction protection civile et United Nations office for Disaster Risk Reduct (UNISDR), https://www.unisdr.org/files/54921_annex03documentpayshaiti.pdf

14 . Avec une population de plus de 10 millions d'habitants, Haïti a la plus forte densité de population dans la région (soit 353 personnes au km2) et reste le pays de l'hémisphère occidental avec un indice de développement humain le plus bas (IDH= 0,471), soit 149ème sur 179 pays. Près des 3/4 des habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté avec moins de 2 dollar (environ 130 gourdes) par jour et plus de la moitié (59%) sont considérées comme pauvres, dont 2.5 millions vivant dans la pauvreté absolue de 1 \$ personne/jour. Source : Diagnostic systématique Pays 2015, Enquête sur les conditions de vie en Haïti, ECVMAS 2012, http://www.ihsi.ht/pdf/ecvmassanalyse/IHSI_DIAL_Rapport%20complet_11072014.pdf, consulté le 13 avril 2018

15 PDNA Haïti, 2016

16 PDNA, Evaluation Post Catastrophe, Haïti, 2017, page 5, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNDP-HT-PrevCri-EvaluationBesoinPostCatastropheCycloneMathieu-PDNA-31012017-SM.pdf>, consulté le 15 avril 2018

17 . ODD 5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles. En ligne : <http://www.unwomen.org/fr/news/in-focus/women-and-the-sdgs/sdg-5-gender-equality>

18 . Article 10 alinéa e : L'État haïtien garantit aux personnes handicapées l'accès à la justice, à l'Information et aux sports. Source : République d'Haïti, Loi portant sur l'intégration des personnes handicapées, 2012, p. 5. En ligne : <http://haitijustice.com/pdf/legislation/loi-sur-les-personnes-handicapees-haitijustice.pdf>

19 L'univers de l'étude porte sur l'ensemble de la population d'Haïti, soit 10.9 millions habitants, sachant que l'ensemble du territoire du pays est exposé à différents risques naturels de catastrophe pouvant affecter la sécurité des individus.

2

CARACTÉRISTIQUES SOCIO DÉMOGRAPHIQUES DE LA POPULATION SOUS-ETUDE

Cette section décrit les caractéristiques démographiques et socio-économiques de la population étudiée. Les caractéristiques sont décrites en fonction de nombreuses variables qui sont le département, la commune, la zone d'habitation, le sexe, le niveau de scolarité, la situation d'emploi et le revenu.



25

COMMUNES



6

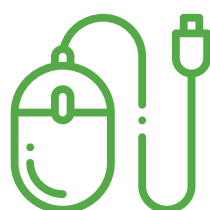
DÉPARTEMENTS



82

FORMULAIRES PAR COMMUNE

EN LIGNE



1 137

INTERNAUTES
RÉPARTIE COMME SUIV

70 % | Haïti

14 % | Etats-Unis d'Amérique

5 % | Canada

3 % | Chili

52%

ZONES
URBAINES



Typologie de la population
interrogée

48%

ZONES
RURALES

55%

SEXE FÉMININ

46%

ONT ENTRE
20 & 39 ANS

14,3%

HANDICAPES

45%

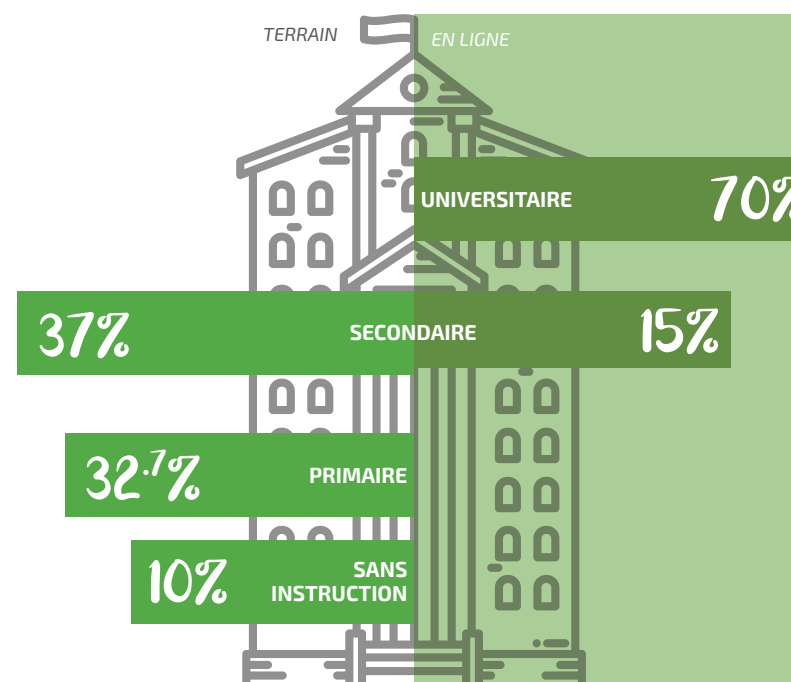
CATHOLIQUES
(50% EN LIGNE)



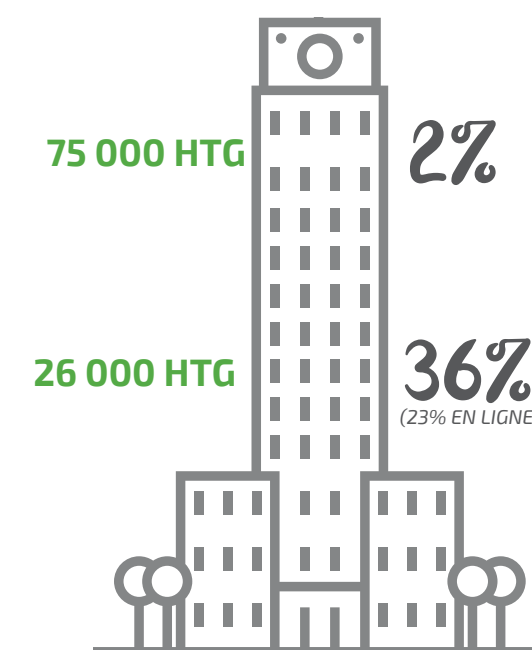
40%

PROTESTANTS
(21% EN LIGNE)

Niveaux scolaires



Écart salarial



1-Répartition géographique

D'un point de vue géographique, 6 départements ont été considérés dans le cadre de l'enquête terrain. Il s'agit des départements : Nord, Nord-est, Sud, Nippes, Ouest et Artibonite. Le nombre d'enquêtés s'élève à 2066. Le plus grand pourcentage a été pris dans l'Ouest avec 25.70%, ensuite on retrouve l'Artibonite avec 20.38%. Le Nord-est est celui qui a le plus petit pourcentage avec 9% (cf. figure 1). Sur l'ensemble de ces départements, 25 communes ont été choisies (cf. graphe ci-dessous, Tableau en annexe). Le nombre de questionnaires moyens par commune est de 82 formulaires. (cf. figure 2 et tableau en annexe).

S'agissant des groupes de discussion homogènes, ils ont été réalisés dans 5 communes dans 4 des 6 départements de l'étude, notamment le Nord Est (Ferrière, Fort-Liberté), l'Artibonite (Saint-Michel de l'Attalaye), l'Ouest (Port-au-Prince) et le Sud (Camp-Perrin). En ce qui a trait à l'étude en ligne, le questionnaire a été administré à 1137 internautes. Ils sont repartis géographiquement notamment en Haïti (70%) et dans d'autres pays où réside une bonne partie de la diaspora haïtienne notamment les USA (14%), le Canada (5%) et le Chili (3%).

Figure 1: Répartition par département

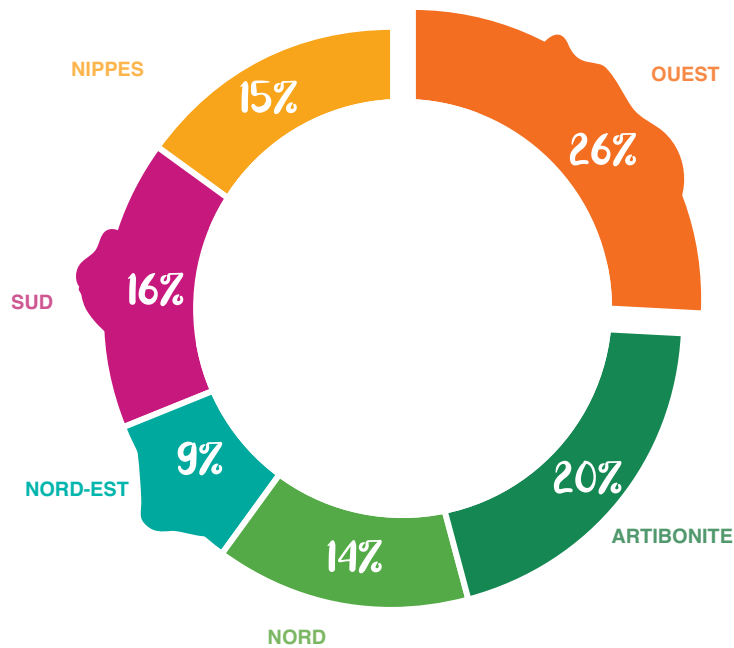


Fig. 3: Répartition géographique – en ligne
répondants en ligne

- 70 % | Haïti
- 14 % | Etats-Unis d'Amérique
- 5 % | Canada
- 3 % | Chili
- 1% | République Dominicaine
- 1% | Argentine
- 0% | Bangladesh
- 0% | Maroc

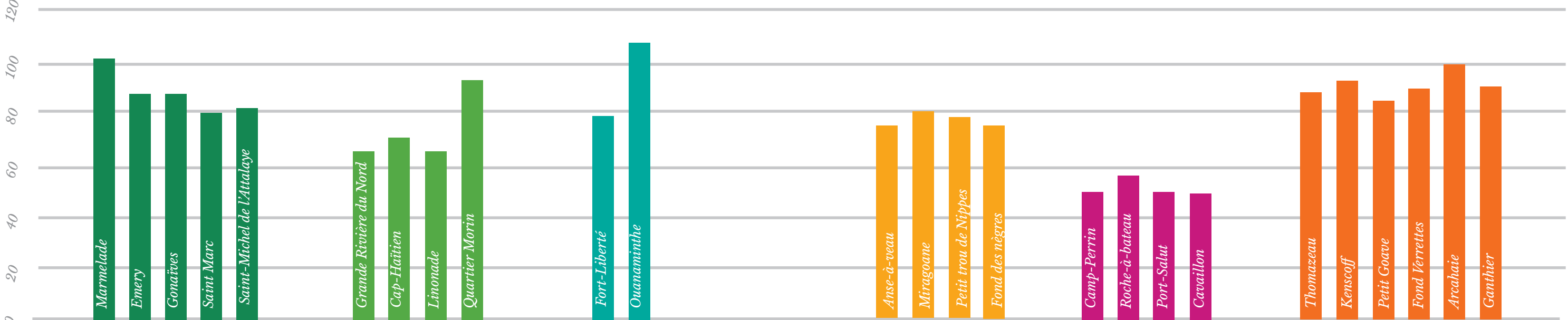
2-Répartition par zone

L'enquête a été réalisée sur un échantillon qui a reparti les départements et les villes en prenant en compte l'infrastructure physique et sociale du pays. En ce sens, deux catégories ont été définies : les zones rurales qui sont les zones de campagne et les zones dites urbaines considérées comme étant les villes. Au niveau des zones urbaines, 1066 personnes (52%) ont été interrogées, et 1 000 (48%) dans les zones considérées rurales. Ces données reflètent à peu près les statistiques nationales en matière de démographie nationale. En effet, l'enquête ECVMAS²⁰ de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) indique que la moitié de la population haïtienne (52%) vit en milieu rural.

Où vivent les répondants ?



Fig. 2: Communes de l'enquête

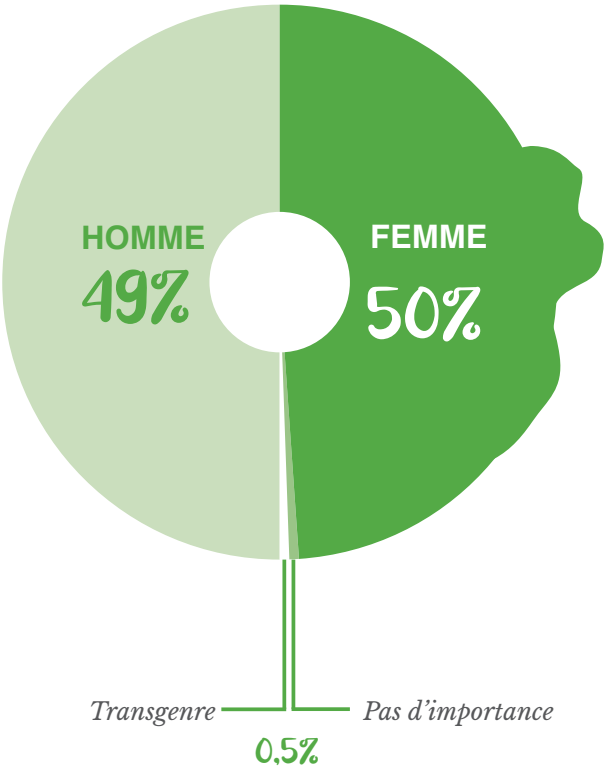


3-Répartition par sexe

A l'aide d'une stratégie d'inclusion adoptée par les enquêteurs (administration du questionnaire dans les lieux publics de rassemblement, les marchés, les ménages et coordination avec des associations de femmes), les deux sexes sont représentés d'une manière quasi équitable. En effet, la moitié (50%) est de sexe féminin contre 49% de sexe masculin.

Il faut toutefois noter que l'enquête en ligne a révélé qu'une légère partie des répondants en ligne (0,5%) se reconnaissent ni en tant que femmes ni en tant qu'hommes. Ces personnes se déclarent transsexuelles et d'autres (0,5%) estiment que cela ne devrait pas être une question pertinente.

Fig. 4 : Répartition par sexe



4-Répartition par situation d'handicap

Les personnes vivant avec un handicap constituent une catégorie de personnes très spéciales dont les besoins en termes d'information touchent particulièrement leurs capacités sensorielles et physiques à recevoir et comprendre le message. Ainsi, dans le cadre de cette étude, nous avons pris le soin de considérer cette situation en faisant en sorte qu'au moins 10% de la population sous étude fasse partie de cette catégorie de personnes.

A cet effet, les personnes vivant avec un handicap représentent 14,3% des répondants. Ces personnes sont réparties dans tous les départements considérés notamment dans l'Ouest (26%), des Nippes (18%), du Nord (16%), de l'Artibonite (16%, du Sud (16%) et du Nord-est (7%). (Cf. figures ci-dessous). Les personnes interrogées dans le cadre de cette étude déclarent faire face à des handicaps différents allant de la déficience visuelle à l'amputation entraînant la mobilité réduite. Ceci reflète la statistique nationale sur la quantité de personnes vivant avec un handicap sur l'ensemble du territoire national (10%²¹). De plus, un groupe de discussions a été réalisé avec les personnes vivant avec un handicap dans la commune de Fort-Liberté (Nord-est).

Fig. 5 : Répartition par handicap

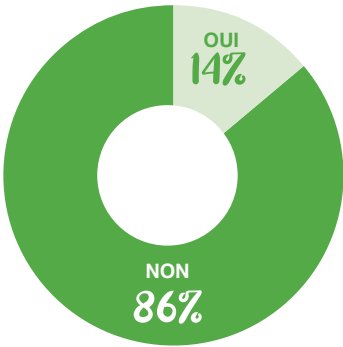
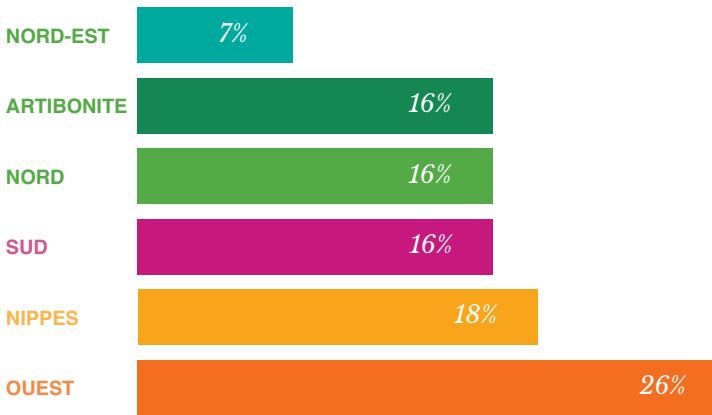


Fig. 6 : Répartition des personnes handicapées par département

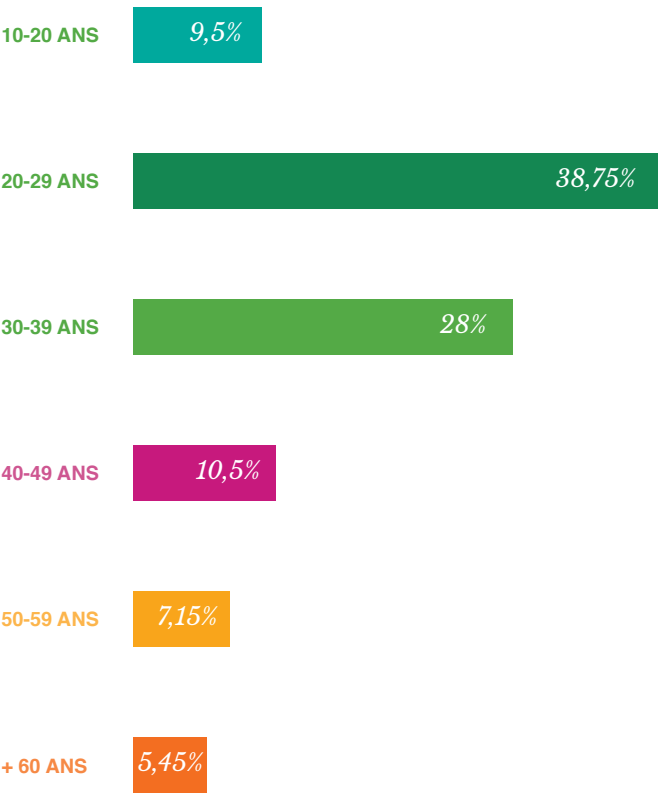


5-Répartition par groupe d'âge

Cette étude analyse également de nombreuses variables (habitude de consommation de l'information, accessibilité à l'information, etc..) en fonction de l'âge des répondants. Ainsi, plusieurs groupes d'âge ont été considérés. Parmi ceux-ci, les personnes âgées de 20 à 29 ans et de 30 à 39 ans sont les plus nombreuses dans l'échantillon. Elles représentent respectivement 38.75% et 28%. Viennent ensuite les personnes âgées de 40 à 49 ans (10,5%%) et les adolescents de 10-19 ans (9,5%).

Des groupes de discussion ont été réalisés par tranche d'âge notamment avec des personnes âgées (50 ans et plus), des jeunes (20-29 ans) et des jeunes écoliers dans la catégorie des 10-19 ans.

Fig. 7 : Répartition par groupe d'âge

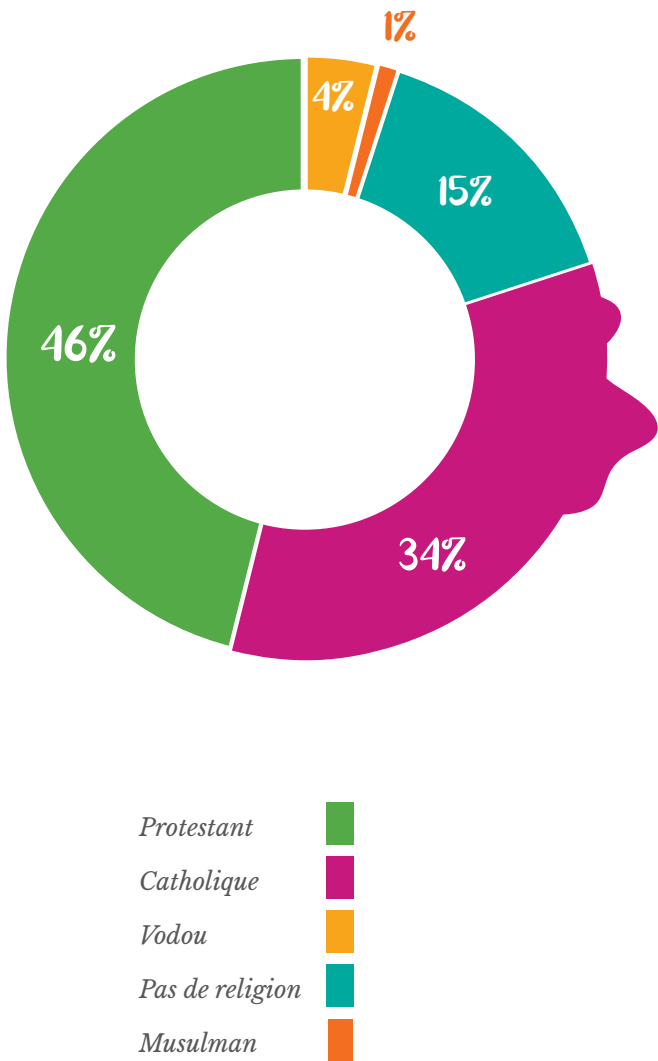


6-Répartition par religion

La majorité de notre échantillon est constituée de personnes qui se déclarent protestantes et catholiques. En effet, ces personnes représentent respectivement 46% et 36%.

Le reste est composé de personnes qui déclarent n'adhérer à aucune des religions (15%), des pratiquants du vaudou (4%), des musulmans (1%).

Fig. 8 : Répartition par religion



7-Répartition par niveau de revenu et secteur d'activités

Les données collectées font état d'un refus ou d'une incapacité des personnes interrogées à répondre à la question concernant leur niveau de revenu et secteur d'activité. Environ 42% d'entre elles n'ont pas fourni de réponse à cette question. Parallèlement, on peut constater que le taux de chômage est assez élevé dans le pays. En effet, la Banque Mondiale (2016) estime à environ 70% de la population active haïtienne (estimée à 4,8 millions) en situation de chômage.

De plus, l'étude a révélé que près de 30% des personnes interrogées gagnent un revenu inférieur à 26 000 gourdes (soit 289 \$ américains, 1\$=90 Gourdes). Ceux qui gagnent plus de 75 000 gourdes par mois ne représentent que 1,5% de l'échantillon. Ces données

confirment l'écart salarial très accentué en Haïti. Selon le rapport mondial sur les salaires publié par le Bureau International du Travail (BIT) en 2016, l'inégalité des revenus en Haïti est la plus élevée dans la région caribéenne et c'est l'un des revenus les plus inégalitaires au monde, avec un coefficient de Gini de 0,595.

Le graphique ci-après confirme un pourcentage élevé, soit plus de 26% des personnes interrogées déclarant ne pas avoir d'emploi ou vivant en situation de chômage. Le commerce est l'activité dominante des personnes interrogées (37,6%), suivi de l'agriculture (15%). Les secteurs des professionnels de bureau et ceux de la construction représentent les plus faibles taux avec respectivement 6,6% et 4,5%.

8-Répartition par niveau de scolarité

Globalement, la majorité des personnes interrogées ont atteint le niveau d'études universitaires. Ils représentent 37% de la population sous étude. Ensuite, environ 26% des personnes interrogées ont atteint le secondaire (ont passé quelques années ou ont terminé le cycle). Très peu de personnes interrogées ont fréquenté une école professionnelle (5%) (cf. figure ci-dessous).

Toutefois, il faut préciser que la majorité des personnes ayant atteint le niveau universitaire ont été interrogées en ligne (près de 70%). Alors que la majorité des personnes interrogées sur le terrain n'ont atteint que les niveaux primaire (32,7%) et secondaire (37%).

9-Répartition par statut matrimonial

D'une manière générale, la majorité des répondants sont des célibataires suivis des personnes mariées. Elles représentent respectivement 52% et 25% des personnes interrogées dans le cadre de cette étude à travers les différentes techniques d'enquête utilisées. Viennent ensuite les personnes vivant en concubinage (16%). Les veufs (ves) et les personnes divorcées occupent les dernières places avec respectivement 3,5% et 2.5%.

Fig. 9 : Répartition par revenu (en gourdes)

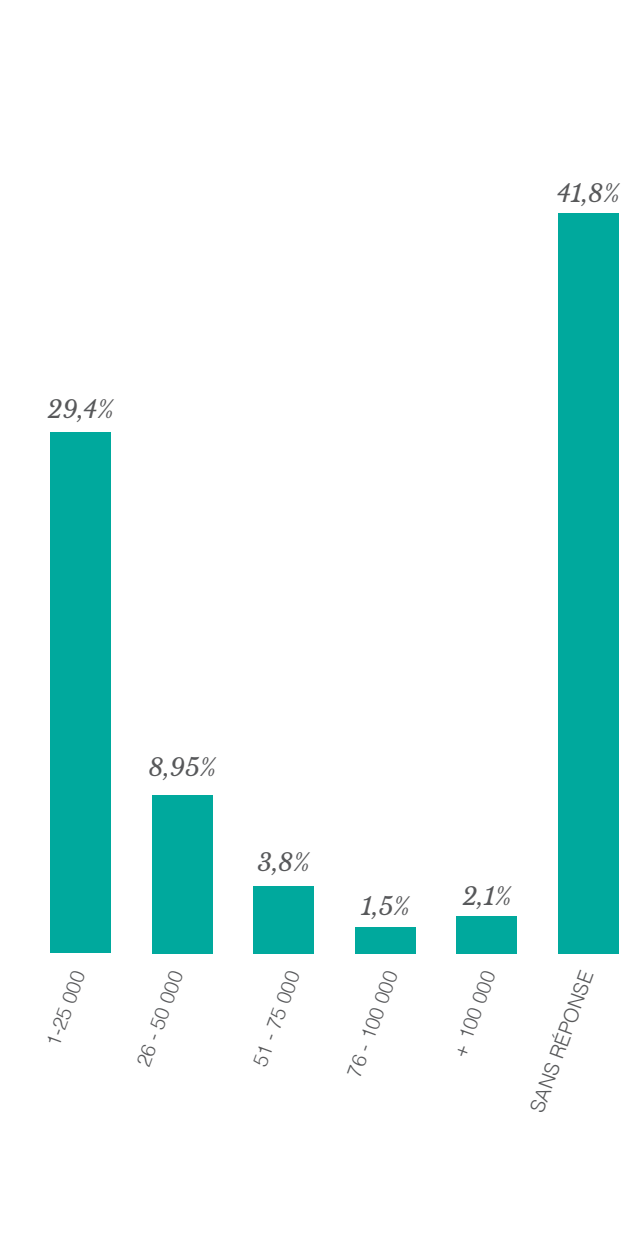


Fig. 10: Répartition par secteur d'activités

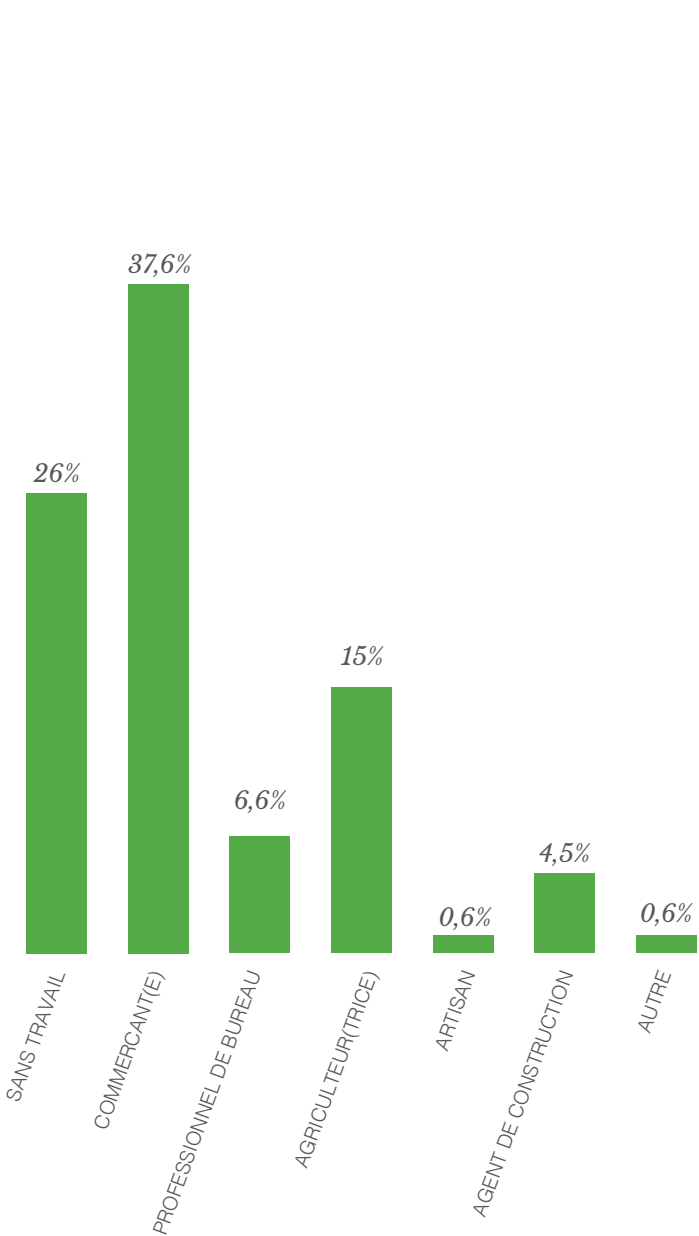


Fig. 11 : Répartition par niveau de scolarité

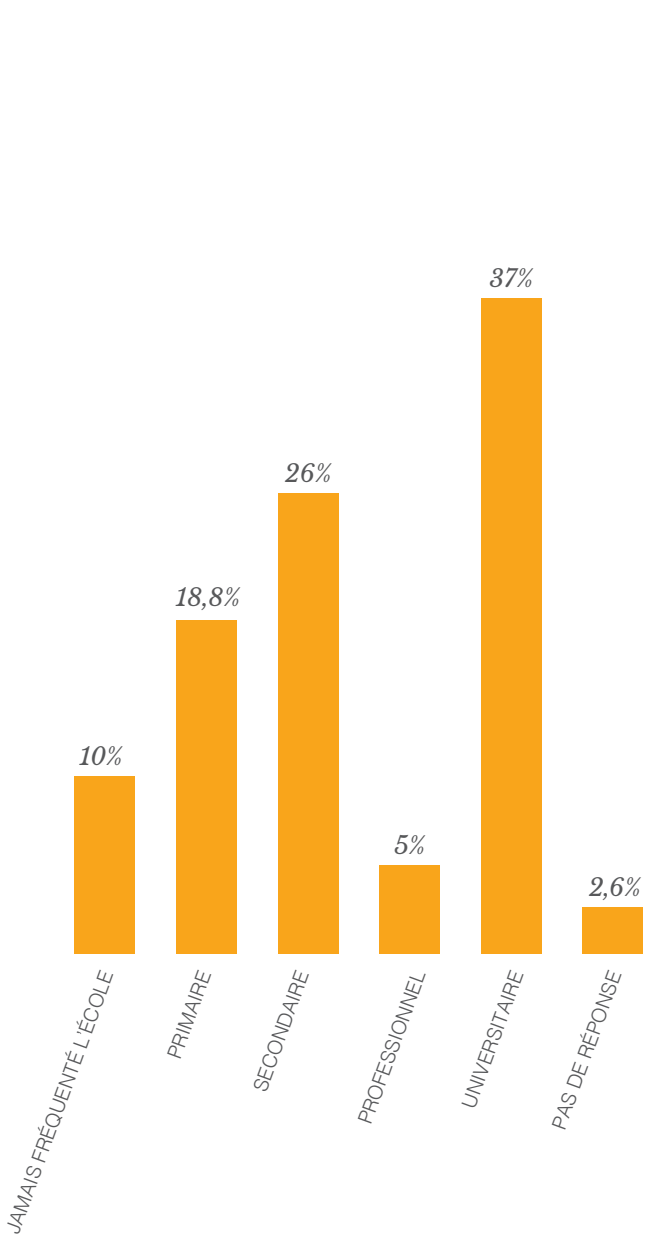
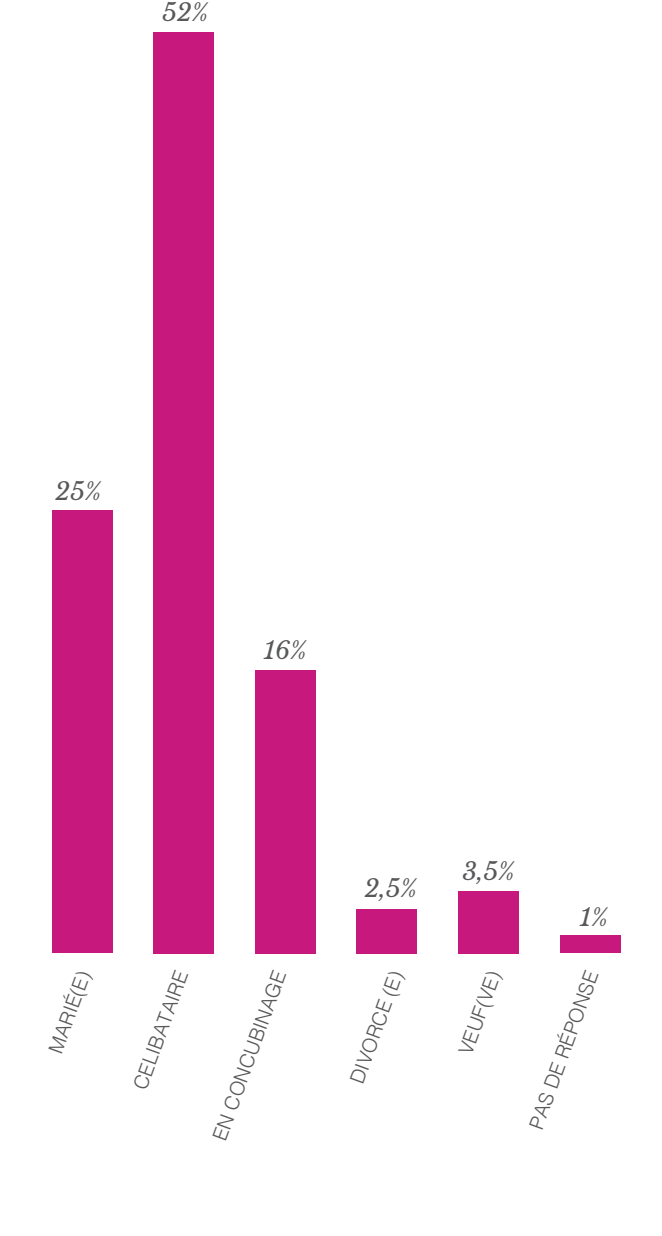


Fig. 12 : Répartition par statut matrimonial



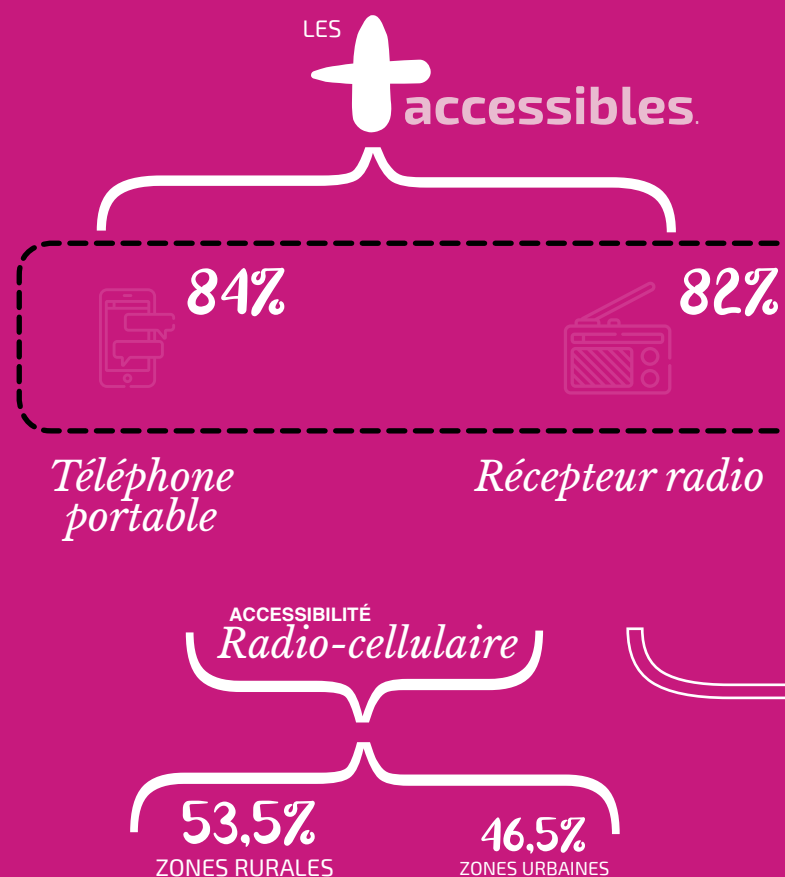
Annotation

20 ECVMAS est l'enquête sur les conditions de vie menée par l’Institut haïtien de Statistique dont les résultats ont été publiés en 2012. Voir page 36.

21 Institut Haïtien de Statistique et d’Informatique (IHSI), Estimation de la population 2015,
En ligne : http://www.ihsi.ht/pdf/projection/Estimat_PopTotal_18ans_Menag2015.pdf

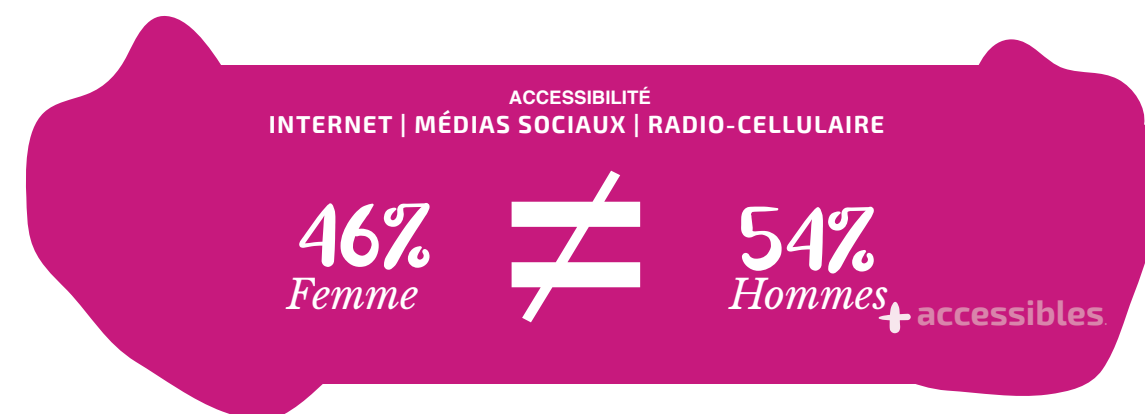
L'ACCESSIBILITÉ AUX APPAREILS DE COMMUNICATION

Tous les individus et couches sociales n'ont pas le même niveau d'accès aux appareils permettant d'accéder à l'information en fonction de nombreux facteurs tels que l'âge, le sexe, le revenu etc... L'accessibilité à ces appareils constitue un élément déterminant dans l'accès à l'information. Les inégalités en matière de communication doivent être identifiées, analysées et combattues pour garantir à tous et à toutes les possibilités de prendre des décisions éclairées et pour veiller à ce qu'aucune personne ne soit laissée pour compte. Ainsi, dans cette partie du document, nous présentons dans un premier temps, les principaux dispositifs permettant aux populations d'avoir accès à l'information en Haïti et, dans un second temps, la situation de l'accès à ces appareils.



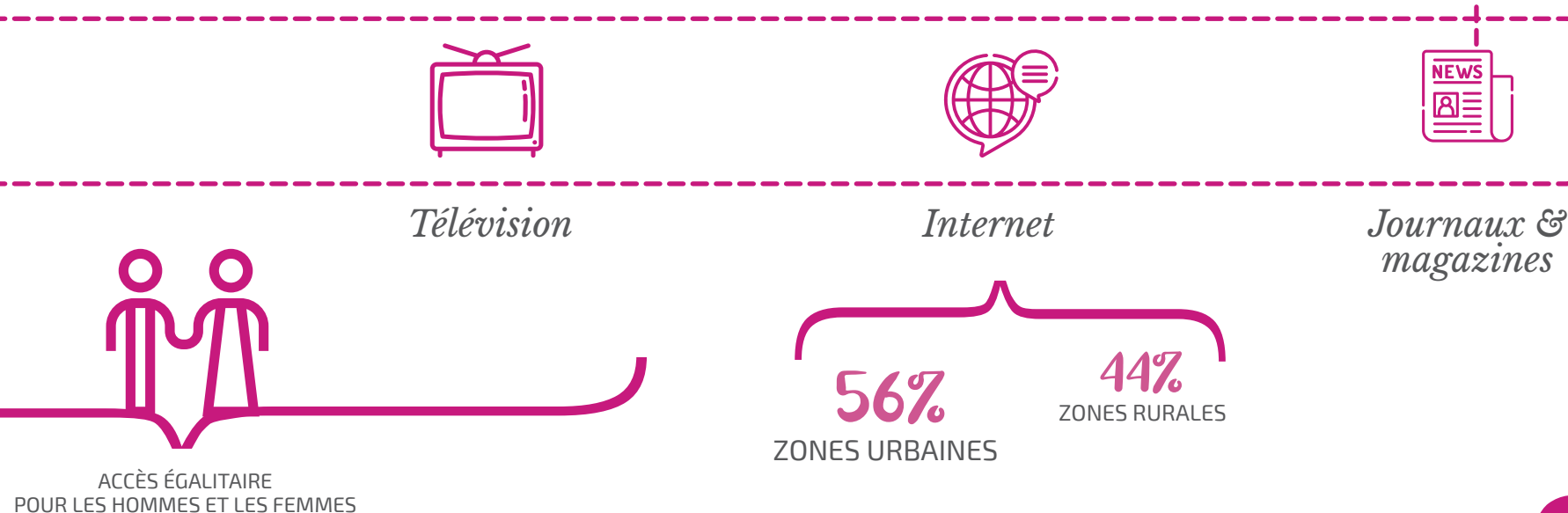
Personnes âgées & Handicapés

DÉPOURVUS D' APPAREILS
DE COMMUNICATION



95%
AFFIRMENT AVOIR ACCÈS À
AU MOINS UN DES SEPT
MOYENS DE COMMUNICATION
CONSIDÉRÉS

10%
DE LA POPULATION



1-Les dispositifs de communication existants en Haïti

Haïti est l'un des rares pays de la région de l'Amérique Latine et des Caraïbes où les communications font l'objet d'un faible niveau de développement, au moment où l'on parle de la société de la connaissance, des nouvelles technologies de l'information et de la communication, du Big data, entre autres.



a) Le téléphone

En matière d'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication en Haïti, l'accès à la téléphonie mobile est le seul à s'établir incontestablement à l'échelle nationale. En 2006, le taux de couverture de téléphonie mobile ne dépassait pas les 6%. Avec les deux compagnies présentes sur le marché depuis plus d'une dizaine d'années, la Digicel et la Natcom, le taux de couverture tourne aujourd'hui autour de 95%²². Le fort taux de couverture de la téléphonie mobile en Haïti a ouvert la voie à toute une panoplie de possibilités. Le téléphone portable est devenu un véritable enjeu en matière de sensibilisation. Les dernières élections réalisées dans le pays en 2016 et 2017 en sont un exemple. De la même manière, dans le domaine de la protection de l'environnement et de la gestion des risques et désastres, la téléphonie mobile peut jouer un rôle crucial pour toucher différentes couches de la population, notamment celles ayant peu d'accès à l'information. Toutefois, l'une des limites de la téléphonie mobile en Haïti est le faible taux d'accès à l'électricité (37% en 2014)²³ notamment en milieu rural.



b) L'internet

Contrairement à la téléphonie mobile, l'accès à internet reste très limité. L'application des coûts relativement élevés, la mauvaise qualité des services d'internet et l'incapacité des fournisseurs à répondre aux besoins des consommateurs de manière satisfaisante sont les principaux obstacles à une plus grande expansion de l'internet en Haïti. Malgré ces limitations, on constate que de plus en plus de gens en Haïti, même dans les milieux ruraux les plus reculés, utilisent les services d'internet, ne serait-ce que pour se connecter aux réseaux sociaux digitaux (WhatsApp et Facebook, les plus utilisés en Haïti), bien que le taux de couverture reste très marginal. Selon une étude commandée par la Banque Interaméricaine de Développement (BID), sur 26 pays analysés dans la région de l'Amérique Latine et des Caraïbes, Haïti se positionne à la dernière place, avec 1,71% d'accès à internet à haut débit. Seulement 10,9% de la population haïtienne a accès à internet, ce qui correspond au taux le plus faible de la région²⁴.



c) L'Appareil de radio

La radio²⁵ est devenue un phénomène de mode en Haïti depuis la chute du régime des Duvalier en 1986. La radio, en particulier, est devenue rapidement et jusqu'ici le moyen de communication de masse de prédilection des consommateurs, en raison de son faible coût, de sa mobilité, de son accès facile, et du taux élevé de pénétration à l'échelle nationale. Une enquête réalisée en août 2003 par l'Institut Gallup²⁶ note que 92% des Haïtiens possèdent ou ont accès à un appareil de radio, et 67% des auditeurs l'écoutent entre 2 à 5 heures par jour. Les personnes en milieu rural la consomment plus que les personnes en milieu urbain²⁷. Par ailleurs, depuis ces dernières années, il existe un jumelage entre téléphonie mobile et radio-télédiffusion, dans la mesure où les appareils de téléphones portables jouent le double rôle d'équipement téléphonique et de récepteur soit à l'aide d'une option intégrée à l'appareil, soit à l'aide d'une application de radio. Ce qui démocratise davantage l'accès de la population, notamment les communautés rurales, à la radiodiffusion, et, dans la foulée, favorise l'accès à l'information.



d) Radio communautaire

Il importe de souligner le rôle prépondérant des radios communautaires notamment en milieu rural. Celles-ci contribuent dans la diffusion, gratuite ou presque, des programmes et des contenus impliquant, entre autres, la participation des organisations communautaires de base, des femmes et des agriculteurs. Leur programme porte généralement sur l'éducation, la santé, l'agriculture, l'environnement, l'actualité régionale et nationale. Elles servent de relai aux stations de radios de la capitale. Deux institutions de la société civile accompagnent les radios communautaires en Haïti : la Société d'Animation et de Communication Sociale Sosyete Animasyon ak Kominikasyon Sosyal (SAKS) et le Rezo Fanm Radyo Kominoté Ayisyen (REFRAKA). Ces dernières années, on constate que de plus en plus de personnalités influentes implantent leur station de radio locale notamment dans les grandes villes de province, avec une large capacité de couverture régionale. Ces médias supplantent les radios communautaires qui n'arrivent pas à concurrencer ces stations provinciales. Ce qui n'est pas sans conséquence sur le fonctionnement des radios communautaires qui avaient déjà beaucoup de mal à s'autofinancer.



e) Presse écrite et médias digitaux

Pour le moment, il existe un seul quotidien à tirage national dans le pays, Le Nouvelliste, un journal centenaire, avec près de 100.000 lecteurs/lectrices parmi lesquels se trouvent des éléments de la classe moyenne, de l'Elite politique et économique. Le journal Le National existe depuis près de trois ans, avec un tirage irrégulier et limité. Parallèlement, on assiste au développement des médias digitaux, des portails d'information en ligne qui s'installent dans le quotidien des usagers d'internet possédant un smartphone (Rézo Nodwès, Loop Haiti,...). Les informations de ces portails sont vite relayées sur les réseaux digitaux, notamment sur Facebook et WhatsApp, et peuvent avoir un impact national en très peu de temps.



f) Communication de groupe et communautaire

Mises à part les communications de type interpersonnel et de masse, il existe en Haïti des espaces sociaux de communication de groupe qui donnent lieu à des possibilités d'échanges et d'influences directes, mutuelles et réciproques. Ce sont : les marchés publics (espaces peu organisés mais accueillant un public plus ou moins homogène, notamment en milieu rural et péri-urbain) ; les églises protestantes, les temples vodous, les espaces de réunions collectives et communautaires (des espaces souvent dirigés par des leaders religieux et sociaux avec une capacité d'influence sur les participants) ; les espaces publics de jeux, notamment les terrains de football, les gaguères (jeux de coqs), qui sont susceptibles d'accueillir de grandes foules avec des individus ayant des profils multiples et diversifiés.

2-L'accès global aux appareils de la population sous-étude

D'une manière spécifique, cette première partie est consacrée à l'accessibilité aux appareils et moyens de communication suivants : l'appareil de radio, le téléviseur, les journaux et magazines, le téléphone (appareil), l'internet et les médias sociaux. En effet, près de 95% de la population a déclaré avoir accès à au moins un des 7 moyens de communication considérés.

1 - Les appareils de communication les plus accessibles

L'étude a révélé que le téléphone et la radio sont les appareils et moyens de communication les plus accessibles. En effet, plus de 84% personnes ont accès à un téléphone portable contre 82% pour la radio.

Concernant les autres moyens, le journal est l'un des moyens dont l'accès est le plus faible. Il est accessible à seulement 10% des personnes. La télévision est relativement accessible (40%), suivie de l'internet (38%). Parmi ceux qui disent avoir accès à l'appareil cellulaire, il y a près de la moitié qui l'utilise également comme radio-cellulaire.

Ces résultats reflètent les conclusions de l'étude sur le développement des médias publiée en 2017 par

l'UNESCO²⁸ ayant confirmé le fort taux d'accès de la population haïtienne à cet outil de communication à près de 90%.

Il faut souligner que les personnes interrogées en ligne – plus éduquées - ont un accès relativement plus facile aux appareils de communication, particulièrement l'internet et les médias sociaux (94%), contrairement aux personnes enquêtées sur le terrain.

Ainsi, le téléphone portable²⁹ est devenu un véritable outil en matière de sensibilisation et de communication. Particulièrement, dans le domaine de la gestion des risques et désastres, il peut jouer un rôle crucial pour toucher les différentes couches de la population, notamment celles ayant peu d'accès à l'information.

2 - Accessibilité aux appareils et sexe

L'accès à un récepteur de radio ne dépend pas du sexe. En effet, 82% des personnes déclarent avoir accès à cet appareil et sur cet ensemble, il y a une répartition de l'accès presque identique entre hommes et femmes respectivement à hauteur de 49,5% et 50,5%. Cependant, au niveau du téléviseur et du journal écrit, une légère différence a été constatée en fonction du sexe.

Les résultats de l'analyse des huit (8) groupes de discussions nous ont permis également de constater que la radio et le téléphone sont autant accessibles aux femmes qu'aux hommes. Lorsque les personnes

interrogées discutent des outils d'accès à l'information, hommes et femmes évoquent les appareils radio et le téléphone dans la même proportion. Cependant, la méthodologie du "test de khi-deux" utilisée pour analyser la relation entre le sexe et les moyens de communication a relevé que trois des moyens de communication, notamment l'internet, les médias sociaux et la radio-cellulaire, sont plus accessibles aux hommes qu'aux femmes. En effet, le tableau ci-dessus démontre une plus grande utilisation de l'internet et des médias sociaux par les hommes : parmi les 38% des personnes enquêtées qui disent avoir accès à ces moyens, 54% d'entre-elles, sont de sexe masculin contre 46% de sexe féminin.

« Dès qu'il y a quelque chose, l'information me vient soit de Radio Ginen, soit du téléphone (SMS) ... Mon téléphone me sert de radio . C'est plus facile avec la radio, on peut juste acheter 2 piles pour faire fonctionner la radio, et on entend les messages ».

Témoignage d'une femme âgée de 36 ans recueilli lors du focus group réalisé avec les groupes de femmes à Saint-Michel, Artibonite.

Fig. 13: Accès aux appareils de communication

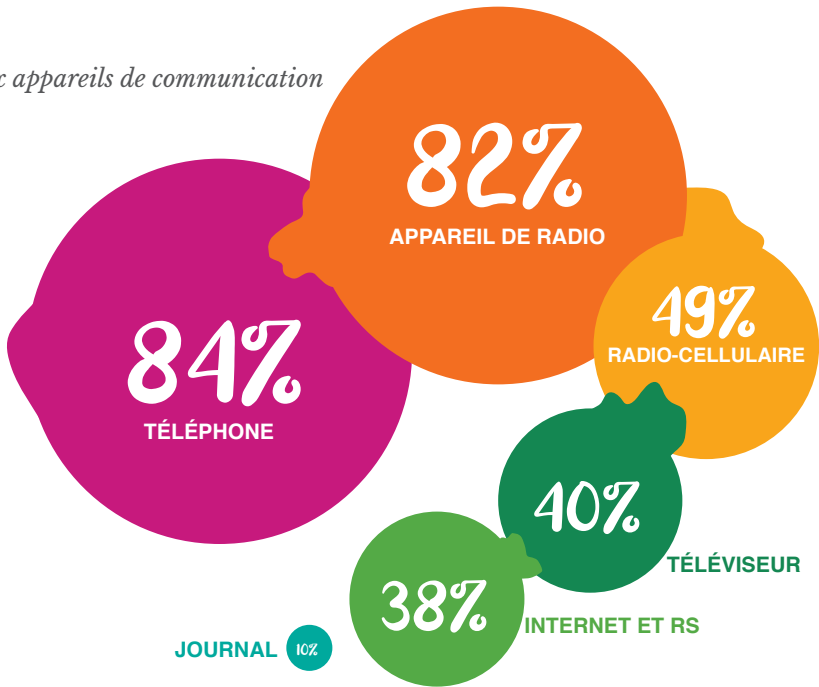


Tableau 2 : Accès aux appareils par sexe

	Homme	Femme	Total
Appareil de radio	49,5%	50.5%	82%
Téléviseur	51%	49%	40%
Téléphonie mobile	50%	50%	84%
Radio-Cellulaire	50,5%	40,5%	49%
Internet et Réseaux sociaux	54%	46%	38%
Journal et magazine	52%	48%	10%

Le test khi-deux (appelé également test d'indépendance du Khi-carré de PEARSON) sert à apprécier l'existence ou non d'une relation entre deux caractères au sein d'une population, lorsque ces caractères sont qualitatifs, ou lorsqu'un caractère est quantitatif et l'autre qualitatif, ou bien encore lorsque les deux caractères sont quantitatifs mais que les valeurs ont été regroupées. À noter que ce test permet de contrôler l'existence d'une dépendance mais en aucun cas le sens de cette dépendance.

3 - Accessibilité aux appareils de communication en fonction de la position géographique

Le pourcentage de personnes qui ont accès à un moyen de communication varie d'un département à un autre. Le Nord-est a toujours le plus faible pourcentage quel que soit le moyen considéré. Cependant, le plus fort pourcentage est attribuable au département de l'Artibonite. En effet, les personnes interrogées qui résident dans ce département ont un plus large accès à l'internet et aux réseaux sociaux que ceux des autres départements. (cf.tableau 3).

Les résultats montrent également que l'accès aux appareils diffère du type de zone d'habitation, urbaine ou rurale. Par exemple, la radio-cellulaire est plus utilisée dans le milieu rural (53,5%) qu'en milieu urbain (46,5%). (cf. tableau ci-dessous).

L'internet et les réseaux sociaux sont plus accessibles en milieu urbain qu'en milieu rural. En effet, 56% des personnes habitant en milieu urbain ont accès à l'internet contre 44% en milieu rural. Pour rappel, seulement 10,9% de la population haïtienne a accès à internet, ce qui correspond au taux le plus faible de la région³⁰, selon une étude commanditée par la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Sur 26 pays analysés dans la région de l'Amérique Latine et des Caraïbes, Haïti se positionne à la dernière place, avec 1,71% d'accès à internet de haut débit.

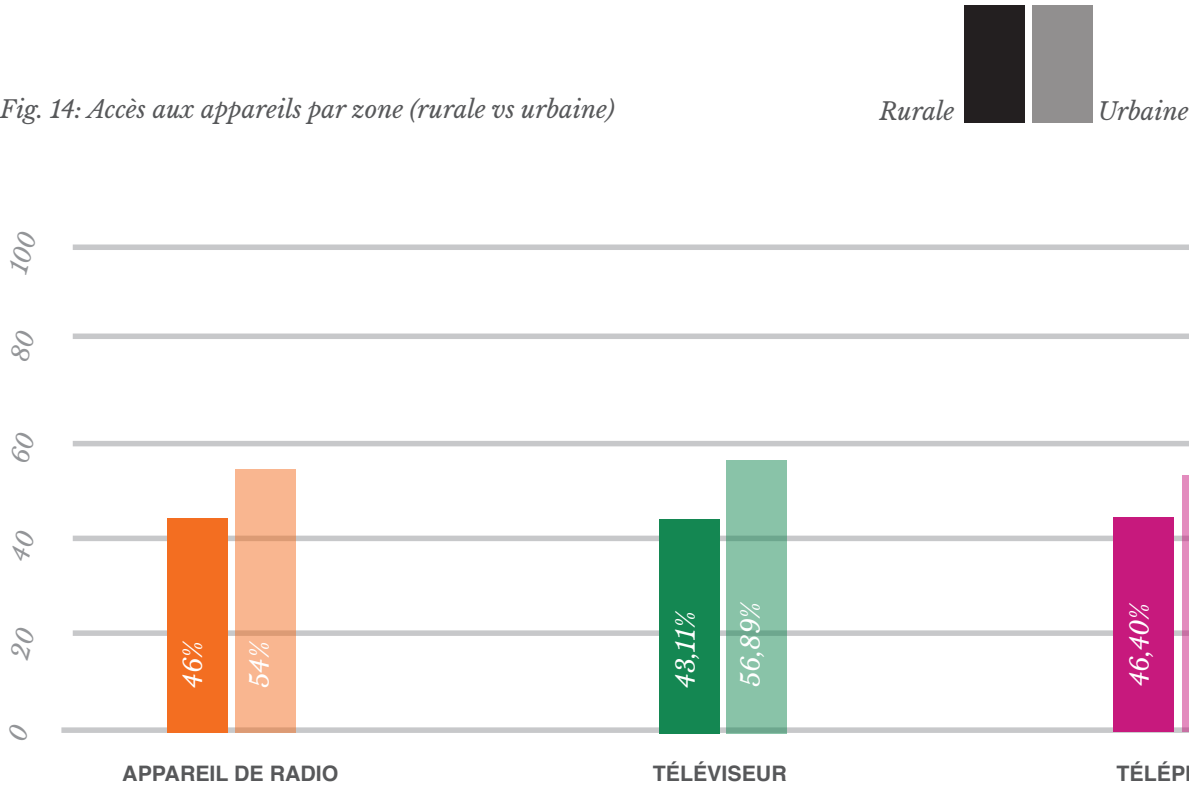
Le journal est inaccessible indépendamment de la zone d'habitation (rurale ou urbaine) de la personne interrogée. Car, seulement 10% des personnes interrogées estiment avoir un accès au journal et magazine.

Tableau 3 : Accès aux appareils par département

	Nord	Nord-Est	Sud	Nippes	Ouest	Artibonite	Total
Appareil de radio	14.94%	8.20%	14.56%	15.00%	26.26%	21.04%	82%
Téléviseur	19.82%	7.98%	16.22%	11.84%	25.61%	18.53%	40%
Téléphonie mobile	14.33%	10.28%	14.83%	16.07%	23.74%	20.75%	84%
Radio-Cellulaire	18.91%	10.50%	13.31%	13.17%	25.91%	18.21%	49%
Internet et Réseaux sociaux	18.10%	10.63%	15.70%	16.58%	17.47%	21.52%	38%
Journal et magazine	22.27%	5.21%	8.06%	19.43%	27.49%	17.54%	10%

Encadré 3 : Accès aux appareils et accès à l'électricité

L'accès à ces matériels de communication est également tributaire de l'accès à l'électricité. Haïti se retrouve classé 3ème sur 137 pays, ayant un accès difficile à l'électricité, pour l'année 2017, juste derrière le Nigéria (2e) et le Yémen (en guerre) en 1ère position, selon le rapport The Spectator Index publié en janvier 2018. La Banque Mondiale estime à environ 30% de la population haïtienne ayant un accès à l'électricité (dont environ 6% en milieu rural)



4 - Accessibilité aux appareils de communication en fonction de l'âge

Les personnes âgées de 60 ans et plus représentent la catégorie qui a le moins d'accès à ces technologies. Tandis que les groupes de jeunes (20 à 29 ans) et jeunes adultes (30 à 39 ans) ont largement accès à ces appareils. À cela s'ajoute l'accès à l'internet et aux réseaux sociaux.

L'étude a révélé un plus faible accès des personnes âgées aux moyens de communication contre un plus grand accès des populations les plus jeunes. Le rapport des focus group a également conclu sur l'accès difficile des personnes âgées. Ces populations sont éloignées des appareils technologiques considérés par l'étude.

Fig. 15: Répartition par tranche d'âge de l'accès aux appareils

	10-19 ans	20-29 ans	30-39 ans	40-49 ans	50-59 ans	60 et plus
Appareil de radio	4%	55%	33%	5%	2%	1%
Téléviseur	5%	54%	33%	4%	2%	1%
Téléphonie mobile	4%	55%	33%	5%	3%	1%
Radio-Cellulaire	3%	38%	24%	3%	2%	0%
Internet et Réseaux sociaux	5%	55%	32%	5%	3%	1%
Journal et magazine	2%	32%	22%	2%	1%	1%

5 - Personnes vivant avec un handicap, et accès aux moyens de communication

Les personnes vivant avec un handicap quelconque sont dépourvues d'appareils et moyens de communication. En d'autres termes, elles ont un accès plus difficile à ces appareils. En effet, pour presque tous les appareils de communication considérés, le pourcentage des personnes ayant un handicap reste toujours très faible. Le pourcentage est dans l'intervalle de 10 à 13% pour tous les moyens.

Tableau 4 : Accès aux moyens de communication par handicap

LA PERSONNE RÉPONDANTE A UN HANDICAP			
	Oui	Non	Total
Appareil de radio	13.1%	86.9%	82%
Téléviseur	11.7%	88.3%	40%
Téléphonie mobile	12.1%	87.9%	84%
Radio-Cellulaire	12.7%	87.3%	49%
Internet	10.8%	89.2%	38%
Journal et magazine	12.8%	87.2%	10%

Annotation

22. UNESCO (2017): Etude sur le développement des médias en Haïti, p.32-33.

23. Banque Mondiale : Accès à l'électricité (% de la population), en ligne : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/EG.ELC.ACCS.ZS>

24. BID (2014) : Nouvelle étude sur l'internet à haut débit dans la zone : Haïti vient en dernière position, en ligne : <http://radiotelevision2000.com/home/?p=43252> , date de visite

25 Dans l'actualité, il existe en Haïti près de 320 stations de radios légales, 350 stations de radios illégales, plus de 40 radios communautaires et 150 chaines de télévision. Le boom médiatique est tel que la bande FM est saturée dans la zone métropolitaine

26. DROGUE, Cindy. (2008). Haïti: le défi de l'information". En "Le Nouvelliste". Disponible en: <http://www.lenouvelliste.com/article.php?PubID=&ArticleID=54505#Suite>

27. Pierre Negaud DUPENOR (2016) : Op, Cit, p. 111.

28 UNESCO (2017): Etude sur le développement des médias en Haïti, p.32-33.

29 Toutefois, l'une des limites de la téléphonie mobile en Haïti est le faible taux d'accès à l'électricité (37% en 2014) notamment en milieu rural. Source : Banque Mondiale : Accès à l'électricité (% de la population), en ligne : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/EG.ELC.ACCS.ZS>

30 BID (2014) : Nouvelle étude sur l'internet à haut débit dans la zone : Haïti vient en dernière position, en ligne : <http://radiotelevision2000.com/home/?p=43252> (en bas de page ou inséré)

4

L'ACCES À L'INFORMATION RELATIVE À LA GRD

Des études américaines réalisées suite à l'éruption du Mount Saint Helens (18 mai 1980) sur deux petites villes américaines à proximité du volcan ont révélé que les individus sont très sélectifs quant à la source et au canal utilisés pour avoir de l'information sur les catastrophes d'origine naturelle (Alain Yacou, 1999, 263). De ce fait, l'accès à l'information dépend de la disponibilité immédiate de l'information par le biais des sources et canaux les plus utilisés par les populations confrontées à une catastrophe. Ainsi, dans cette partie du rapport, nous évaluons, dans un premier temps, la disponibilité de l'information en fonction de nombreux variables (âge, sexe, département) et dans un second temps nous traitons de la diversification de l'accès à l'information de la population haïtienne quand il s'agit des catastrophes naturelles.

Les 3 premières sources d'information (ACCESSIBILITÉ ET CRÉDIBILITÉ)



Taux de
Compréhension des messages
diffusés par le SNGRD

72%

Pour quelles raisons
ces messages sont
compris ?

25%

FACILES

20%

LES MESSAGES SONT
DIFFUSÉS EN LANGUE
CREOLE

20%

DES MESSAGES
DE PROTECTION



54%
NE SONT PAS
SUFFISAMMENT
INFORMÉES

Les
Femmes

66%

De la population
n'est pas suffisamment
informée
63% EN LIGNE



10.5%

En savent trop

5%

Aucune
information

71%

PRÉFÈRENT
LES CANAUX
COMMUNAUTAIRES*

CONTRE 29%
CHEZ LES HOMMES
*église, marché public,
agent de sensibilisation, leaders



les éditions les + écoutées

48.8%
NOUVELLES

26.6%
MUSIQUES

22.7%
ÉVANGÉLIQUES

Les sources d'informations utilisées

MILIEU
RURAL | URBAIN



Facebook & Whatsapp

3%

50 ANS ET PLUS

40%

20-29 ANS



Télévision & internet

37% | 63%



Les canaux de communication de proximité
Lambi Gagè Coumbite

86% | 14%

65% | 35%

71% | 29%

1 -Disponibilité de l'information sur les catastrophes naturelles

Au niveau de l'ensemble du pays, plus de la majorité des personnes interrogées (65,9%) estiment ne pas avoir assez d'informations sur les catastrophes naturelles pendant que 10.5% pensent qu'elles en savent trop à ce sujet et 5% déclarent n'en avoir aucune. Ce constat appuie les résultats trouvés ci-dessous (voir chapitre 6 pour plus de détails) attestant qu'une bonne partie de la population ignore les mesures de précautions contre les menaces naturelles particulièrement pour les glissements de terrain, les inondations, les tsunamis et les tremblements de terre.

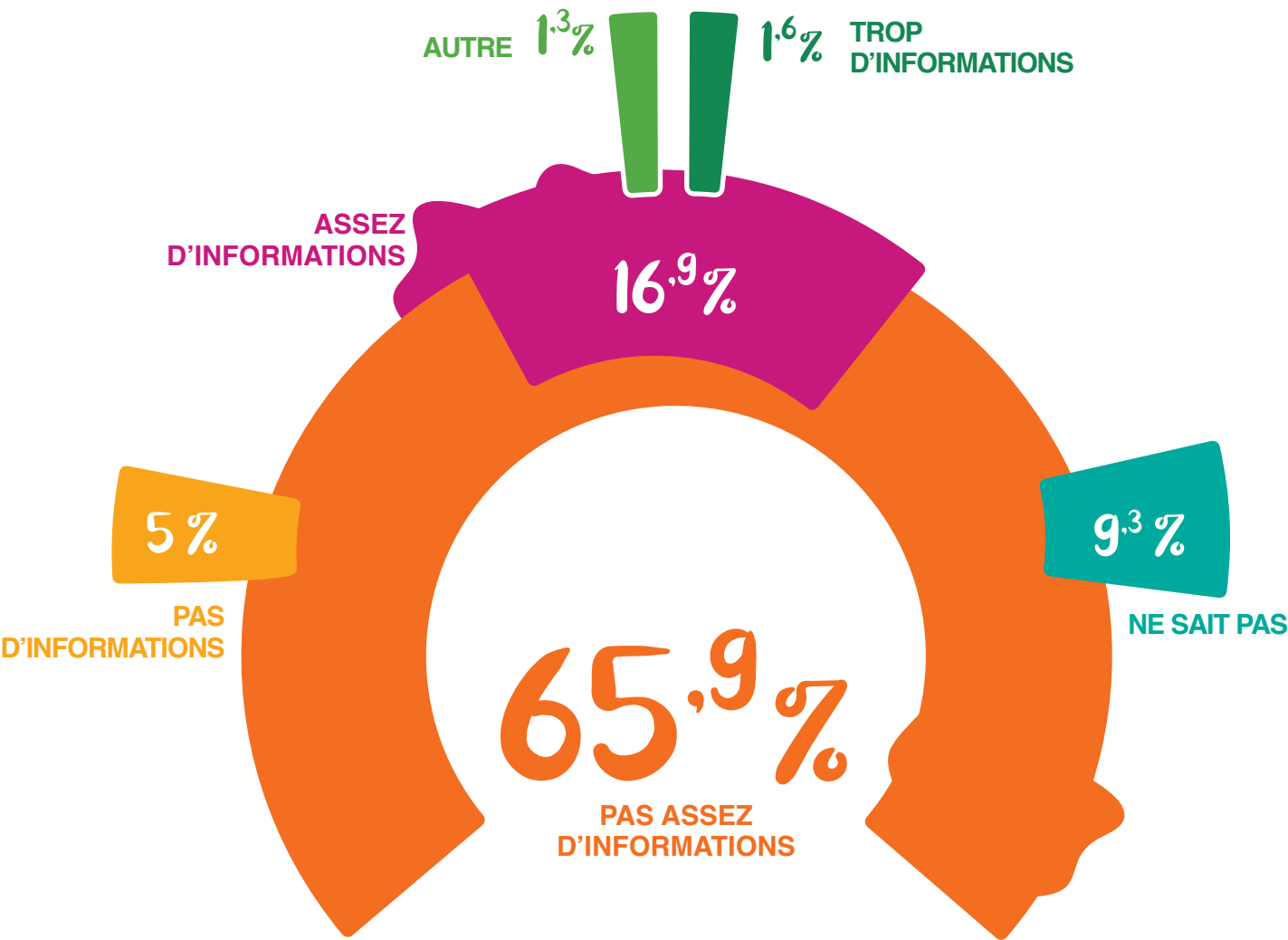


Fig. 16 : Disponibilité de l'information sur les catastrophes

1 - Disponibilité de l'information en fonction du département

Les individus ont un niveau d'accès à l'information différent en fonction de leur position géographique. Ainsi, le département de l'Ouest est celui où les individus ont plus d'informations sur les risques de catastrophe naturelle. Cette frange de la population est très petite (1.6%) et les habitants du département de l'Ouest en représente 48.5%. Un résultat qui témoigne de l'effet des concentrations de la majorité des services dans ce département.

L'Ouest est suivi du département des Artibonitiens qui ont assez d'informations sur les risques de catastrophe d'origine naturelle avec un taux de 29.4%. Ils sont informés de ce qu'est un risque et peuvent identifier quelques-uns avec facilité. En dernier lieu, le département du Sud contient la majorité des personnes (31.1%) qui n'ont pas d'informations sur les risques. Ce département est l'un de ceux qui ont été sévèrement frappés par les ouragans au cours des cinq dernières années. Environ deux ans après le passage de l'ouragan Matthew qui a ravagé ce département, les habitants estiment que leur niveau de connaissance des risques ne s'est pas amélioré.

Tableau 5 : Répartition par département de la disponibilité de l'information sur les catastrophes

	Nord	Nord-est	Sud	Nippes	Ouest	Artibonite	Total
Pas assez d'informations	15.5%	8.2%	16.2%	15.8%	26,5%	17.8%	65.9%
Trop d'informations	15.2%	6.1%	9.1%	9.1%	48,5%	12.1%	1.6%
Assez d'informations	7.1%	9.7%	14.9%	13.1%	25.7%	29,4%	16.9%
Pas d'informations	13.6%	6.8%	31,1%	6.8%	17.5%	24.3%	5.0%
Ne sait pas	18.2%	15.1%	10.9%	16.1%	17.2%	22,4%	9.3%
Autre	18.5%	7.4%	3.7%	7.4%	48,1%	14.8%	1.3%

2 - Disponibilité de l'information en fonction du sexe

Les femmes sont beaucoup plus nombreuses à déclarer n'avoir pas assez d'informations sur les catastrophes naturelles. Elles représentent 54% des catégories en quête d'informations sur les catastrophes naturelles contre 46% pour les hommes.

Fig. 17: Disponibilité de l'information en fonction du sexe

	Homme	Femme
Pas assez d'informations	46,4%	53,6%
Trop d'informations	45,5%	54,5%
Assez d'informations	42,6%	57,4%
Pas d'informations	40,8%	59,2%
Ne sait pas	45,8%	54,2%
Autre	29,6%	70,4%

2-Diversification et qualité de l'accès à l'information

1 - Utilisation et fiabilité des canaux d'informations relatives à la GRD

Dans les chapitres précédents, nous avons analysé le profil des populations étudiées ainsi que leur niveau d'accès aux appareils de communication. Cette partie traite des canaux qui sont les plus fiables et les plus utilisés à travers le pays pour avoir de l'information relative à la gestion des risques et des désastres, particulièrement à l'approche des phénomènes hydro-météorologiques.

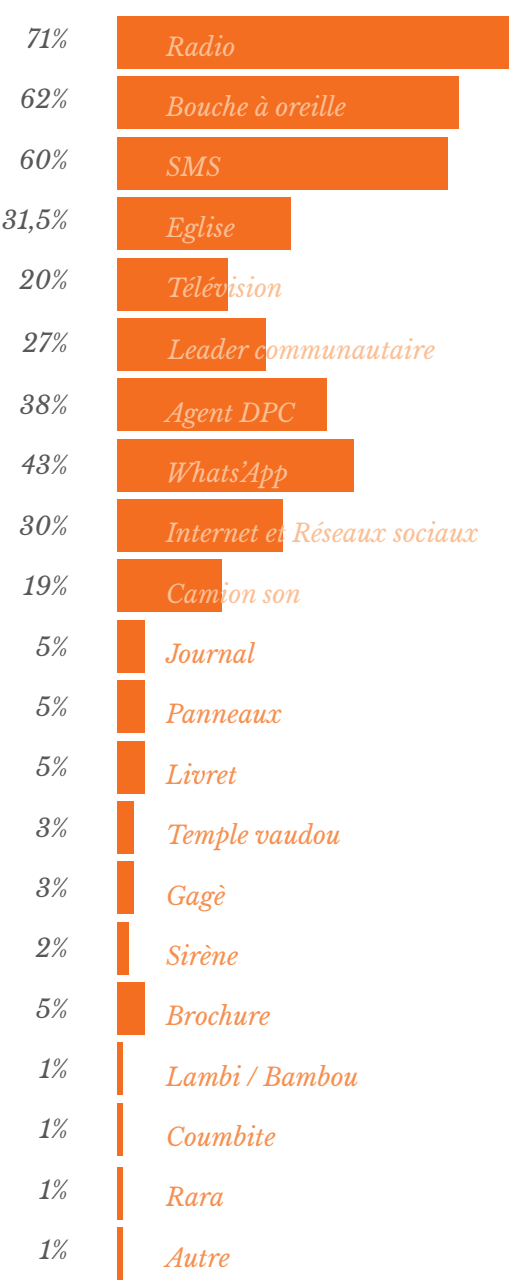
En Haïti, il existe une multitude de canaux utilisés par la population pour s'informer des phénomènes cités ci-dessus. Plus d'une vingtaine de canaux sont considérés mais seulement une dizaine sont les plus utilisés. Il s'agit notamment de la radio, du bouche à oreilles, du SMS, de l'église, de la télévision, des leaders communautaires, des volontaires ou brigadiers de la protection civile, de l'internet et des médias sociaux, de la radio communautaire, des marchés publics et des camions sons.

La radio (71%), le bouche à oreille (62%) et le téléphone, à travers le SMS (60%), sont les trois premières sources d'information en raison principalement de leur accessibilité et de leur crédibilité. Viennent ensuite WhatsApp (43%), les canaux d'information communautaires notamment les brigadiers et volontaires de la Direction de la Protection Civile (38%), l'église (31%) et les leaders communautaires (27%).

Après les médias traditionnels, les canaux communautaires, les médias sociaux et l'internet occupent la troisième catégorie de place en termes d'utilisation et de fiabilité. En dernière catégorie, on retrouve les médias et canaux de proximité notamment les radios communautaires, les marchés publics et les camions-sons. (Voir le tableau ci-dessus).

Il faut toutefois souligner que les discussions en focus group ont permis d'identifier et de regrouper deux groupes de médias très utilisés par les populations notamment les réseaux sociaux digitaux (WhatsApp et Facebook) et les regroupements et groupes communautaires (les marchés publics, les églises, les temples vodou).

Fig. 18: Les canaux d'information les plus fiables et utilisés



2-Utilisation et fiabilité des canaux d'information selon la répartition géographique

La téléphonie mobile (SMS) est le canal le plus utilisé et le plus fiable dans presque tous les départements étudiés. Toutefois, certaines différences ont été constatées pour les autres moyens. Nous pouvons ainsi préciser, selon le tableau ci-dessous, que :

Les habitants du département du Nord utilisent et font confiance au téléphone, aux médias de masse (télévision, journal imprimé), à l'internet (incluant les médias sociaux - en particulier WhatsApp et Facebook) comme principaux canaux d'informations à l'approche des phénomènes hydrométéorologiques.

Les habitants du Nord-est et du Sud utilisent et font confiance de préférence aux canaux de type communautaire et de proximité (brigadiers et volontaires de la DPC, leaders, église, camions-sons) et la radio. Donc les campagnes de communication dans ces départements - en ce qui à trait à la gestion des risques et des désastres - doivent utiliser les stratégies de communi-

cation à deux étages, c'est-à-dire prioriser des acteurs comme églises, leaders, les brigadiers et volontaires de la DPC comme canaux d'information, pour atteindre la population ciblée.

Dans les départements des Nippes, de l'Ouest et de l'Artibonite, la population s'informe principalement à l'aide des radios communautaires, des SMS, des médias sociaux et des brigadiers et volontaires de la DPC. L'église, les leaders sont beaucoup plus utilisés et plus fiables, selon les personnes habitants dans les Nippes alors que le marché public est considéré comme un canal d'information plus important dans l'ouest. (Voir tableau ci-dessous).

Tableau 6 : Répartition de l'utilisation des canaux par département

Source	Nord	Nord-est	Sud	Nippes	Ouest	Artibonite
Radio	15%	9%	13%	14%	28%	21%
TV	24%	6%	13%	12%	25%	21%
Journal	24%	4%	17%	8%	31%	16%
Leaders	27%	4%	13%	18%	22%	16%
Eglise	19%	4%	18%	14%	23%	21%
Peristil	15%	8%	24%	13%	19%	20%
SMS	21%	7%	20%	14%	20%	18%
Panneaux	18%	6%	19%	15%	21%	21%
Agent DPC	21%	1%	18%	13%	31%	15%
Livre	27%	1%	19%	13%	28%	12%
Brochure	12%	9%	20%	18%	27%	14%
Camion-sons	11%	3%	10%	23%	41%	12%
Gagè	12%	2%	8%	29%	41%	8%
Lambi	15%	7%	4%	25%	39%	11%
Sirène	9%	29%	18%	9%	29%	5%
Rara	7%	7%	34%	3%	45%	3%
Coumbite	9%	6%	25%	22%	28%	9%
WhatsApp	27%	0%	36%	9%	9%	0%
Facebook	31%	4%	23%	4%	27%	12%
Twitter	18%	2%	22%	7%	29%	22%
Instagram	28%	4%	10%	18%	25%	16%
Youtube	29%	4%	9%	19%	22%	18%
Radio communautaire	43%	0%	7%	20%	13%	18%

3 - Utilisation et fiabilité des canaux d'information selon le sexe

Pour certains canaux de communication dans lesquels sont diffusées des informations à l’approche des phénomènes hydrométéorologiques, l’usage et la crédibilité accordée est indépendante du sexe. Par exemple pour la radio, presque la totalité des femmes et des hommes interrogés ont affirmé avoir fait confiance et utilisent ce canal. Le pourcentage d’utilisation est de 49% (hommes) et 51% (femmes), soit quasiment l’équivalent du pourcentage d’hommes et de femmes interrogés.

Toutefois, pour d’autres canaux comme les médias sociaux, il existe une relation de dépendance entre ces derniers et le sexe. Par exemple, les hommes utilisent beaucoup plus les médias sociaux, l’internet et le journal. En effet, le tableau ci-contre montre que près de 60% des hommes interrogés affirment avoir utilisé l’internet et les médias sociaux pour s’informer à l’approche des catastrophes d’origine naturelle.

4 - Les femmes et les canaux d'information communautaires

Les femmes utilisent beaucoup plus les canaux d’information dits communautaires (église, marché public, agent de sensibilisation, leaders). Quand il s’agit de chercher l’information sur les risques de catastrophe naturelle, 71% des femmes (contre 29% des hommes) utilisent de préférence le marché public. Le même constat a été effectué pour l’église, les brigadiers et volontaires de la DPC et les leaders. Ces canaux sont utilisés à près de 60% par les femmes contre 40% pour les hommes.

Les rassemblements hors foyer – le marché, les réunions de groupes de femmes, l’Eglise - sont des moments importants pour prendre connaissance d’informations, notamment pour les femmes qui sont majoritairement accaparées par des tâches ménagères qui les maintiennent à la maison une grosse partie de leur journée. L’Eglise est notamment souvent citée par les femmes et les personnes âgées comme canal fiable. Elle est un lieu de regroupement régulier, permettant des échanges entre les habitants et la circulation d’informations importantes. L’Eglise et des institutions, associations en lien avec le culte, œuvrant dans la solidarité ou la défense des droits sont aussi des canaux d’information de toute confiance.

Tableau 7 : Répartition de l'utilisation des sources à l'approche des phénomènes hydrométéorologiques par sexe

Source	Homme	Femme
Marché public	29%	71%
Lambi	31%	69%
Eglise	40%	60%
Agent sensibilisation	40%	60%
Leaders	41%	59%
SMS	43%	57%
Bouche à oreille	44%	56%
Peristil	45%	55%
Radio	45%	55%
Panneau	46%	54%
Camion-sons	47%	53%
Radio Communautaire	48%	52%
Télévision	49%	51%
Brochure	51%	49%
WhatsApp	51%	49%
Internet et réseaux sociaux	57%	43%
Sirène	53%	47%
Journal et Magazine	57%	43%
Gagè	60%	40%
Rara	64%	36%
Coumbite	65%	35%

« Il y a des particuliers parfois qui m'en informent. Parce que je fais partie d'un groupe de la protection civile », « J'ai eu ces informations de la part du pasteur de l'église, au marché et dans les voisinages ».

Témoignage d'une femme âgée recueillie lors du focus group réalisé avec les groupes de femmes à Camp-Perrin, Sud.

5-Les jeunes et les canaux d'information

L'étude révèle que les personnes entre 20 à 39 ans ont un grand accès à l'internet et aux réseaux sociaux. En effet, plus de 55% des jeunes (20-39 ans) interrogés disent avoir accès à cette technologie. Contrairement aux personnes les plus âgées (les trois dernières catégories – voir tableau ci-dessous) pour lesquelles l'accès à ces technologies est très limité. Seulement 9% de ces catégories ont accès à l'internet.

Globalement, les médias sociaux, comme canaux d'information, touchent environ 38% des personnes interviewées pour l'enquête terrain et 94% des internautes. Toutefois, une différence a été remarquée au niveau de l'utilisation des médias sociaux selon l'âge. Plus on est jeune, plus on s'informe via les sources numériques (WhatsApp, Facebook). En effet, 40% des utilisateurs des médias sociaux comme canaux d'information sont

des personnes âgées de 20-29 ans contrairement aux personnes âgées de 50 ans et plus qui ont le plus faible taux d'utilisation de ces canaux (environ 2 à 3%).

L'étude a révélé que cette forte utilisation de l'« Internet et réseaux sociaux digitaux » par les jeunes adolescents étudiants est liée à trois facteurs fondamentaux :
a) Ils sont consultés par les jeunes, mais pour des motivations différentes selon les catégories de jeunes,
b) Ils sont les canaux privilégiés des plus jeunes. Ils les utilisent comme une source de divertissements et d'informations de tout type y compris pour avoir des informations sur les catastrophes naturelles.
c) Ils sont les canaux d'information des étudiants ou des jeunes qui ont majoritairement et volontairement délaissé les médias traditionnels (radio et TV) auxquels ils n'accordent plus de crédit.

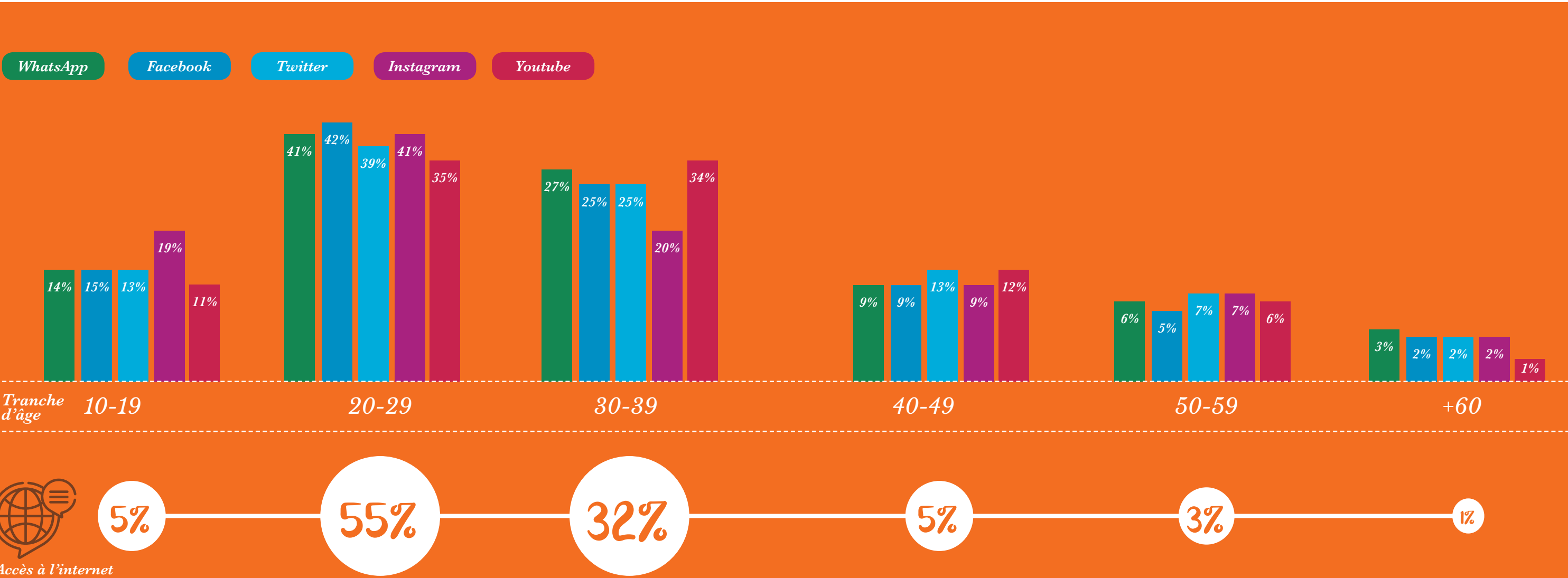
Les jeunes évoquent néanmoins deux (2) limites importantes à l'utilisation des médias sociaux s'il s'agit de communiquer sur les risques de catastrophes naturelles :
d) L'accès à l'information est tributaire de la qualité de la couverture d'internet et des problèmes d'accès à l'électricité,
e) Les réseaux sociaux drainent tout type d'informations, les utilisateurs savent que les sources ne sont pas toujours vérifiées, c'est un moyen de consommer des images, des textes, des informations rapidement mais il ne garantit pas que l'information perçue soit fiable.

« Peut-être il y a une exception pour les catastrophes naturelles mais le fait que je ne les (radio et TV) écoute que rarement fait que je ne peux les prendre comme source d'information prioritaire... Il n'y a pas d'électricité suffisamment. Des fois mon téléphone est déchargé, ou du moins ma connexion internet est un peu limitée, cela peut arriver que je ne vois l'image que le lendemain surtout sur WhatsApp ».

Témoignage d'un jeune homme âgé de 28 ans recueilli lors du focus group réalisé avec les étudiants de l'Université d'Etat d'Haïti.

Fig. 19: Répartition par tranche d'âge de l'accès à l'internet

Fig. 20: Médias sociaux, canaux d'information en GRD



6 - Dichotomie ou différence entre le rural et l'urbain dans l'utilisation des canaux de communication

Les campagnes de sensibilisation doivent prendre en compte les réalités des zones (urbaines/rurales) dans le choix des canaux d'information à utiliser. L'accès à certains canaux d'information est dépendant du niveau d'accès à l'électricité. Or en Haïti, seulement 10% des espaces ruraux ont accès à l'électricité. Ainsi, les communautés les plus reculées ont un accès très limité aux canaux d'information traditionnels (la radio, la télévision,) et numériques (l'internet, les médias sociaux). Par exemple, la télévision et l'internet sont utilisés par 37% de la population habitant en zone rurale contre 63% de la population urbaine.

Toutefois, les brigadiers et volontaires de la DPC, la radio, le SMS, les leaders et la bouche à oreille sont utilisés de façon presque identique entre la population rurale et la population urbaine. Les canaux de communication de proximité - comme le lambi, le gage et la coumbite - sont beaucoup plus utilisés en milieu rural qu'en milieu urbain. Les personnes qui utilisent le lambi vivent majoritairement en milieu rural (86% contre 14% en milieu urbain). Par contre, les urbains utilisent plus Twitter (74%), You tube (73%), Instagram (72%) que les personnes provenant du milieu rural.

Tableau 8 : Répartition de l'utilisation des sources à l'approche des catastrophes par zone

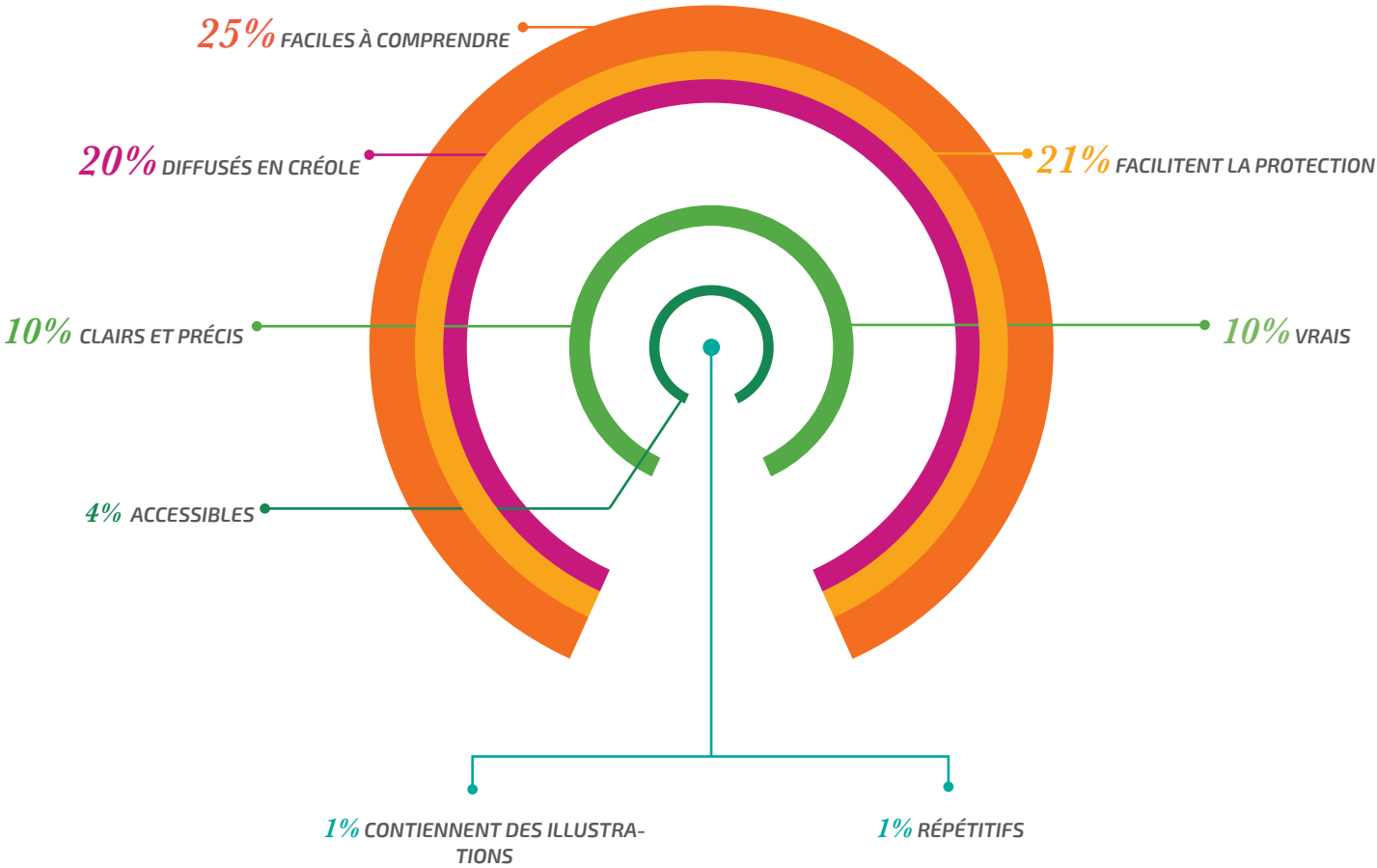
	Rural	Urbain
Lambi	86%	14%
Gadje (gage)	71%	29%
Coumbite	65%	35%
Panneau publicitaire	56%	44%
Rara	55%	45%
Journal et magazine	50%	50%
Peristil	49%	51%
Brochure	47%	53%
Radio	47%	53%
Livre	44%	56%
Sirene	44%	56%
Eglise	44%	56%
SMS	44%	56%
Agent de sensibilisation	42%	58%
Leaders	42%	58%
Bouche à oreille	41%	59%
Internet	37%	63%
Télévision	37%	63%
Marché public	35%	65%
Radio communautaire	34%	66%
WhatsApp	33%	67%
Facebook	33%	67%
Camion-son	30%	70%
Instagram	28%	72%
Youtube	27%	73%
Twitter	26%	74%

3-Compréhension du message sur la GRD

Toute campagne réussie doit passer par une compréhension du message par la cible afin d'avoir le résultat escompté. En effet, les diverses pratiques de communication utilisées par la DPC devront faciliter non seulement l'accessibilité de l'information mais également la compréhension du message. Cette étude a permis de constater que les messages diffusés ont été compris par la majorité des personnes interrogées (72%). Les messages diffusés par la DPC sont compris par la population. La majorité des répondants qui affirment avoir compris les messages estiment que ces derniers sont entre autres diffusés en créole (20%) et facilitent

la protection (20%) (cf. graphique ci-dessous). La clarté des messages, l'utilisation de la langue créole et le contenu (basés sur la protection) sont quelques éléments qui expliquent l'assimilation des informations diffusées par la DPC. Ces messages épousent plusieurs formes, affiches, banderole, spot radiophonique, spot télévisé et texte SMS.

Fig. 21: Compréhension du message
Raisons évoquées

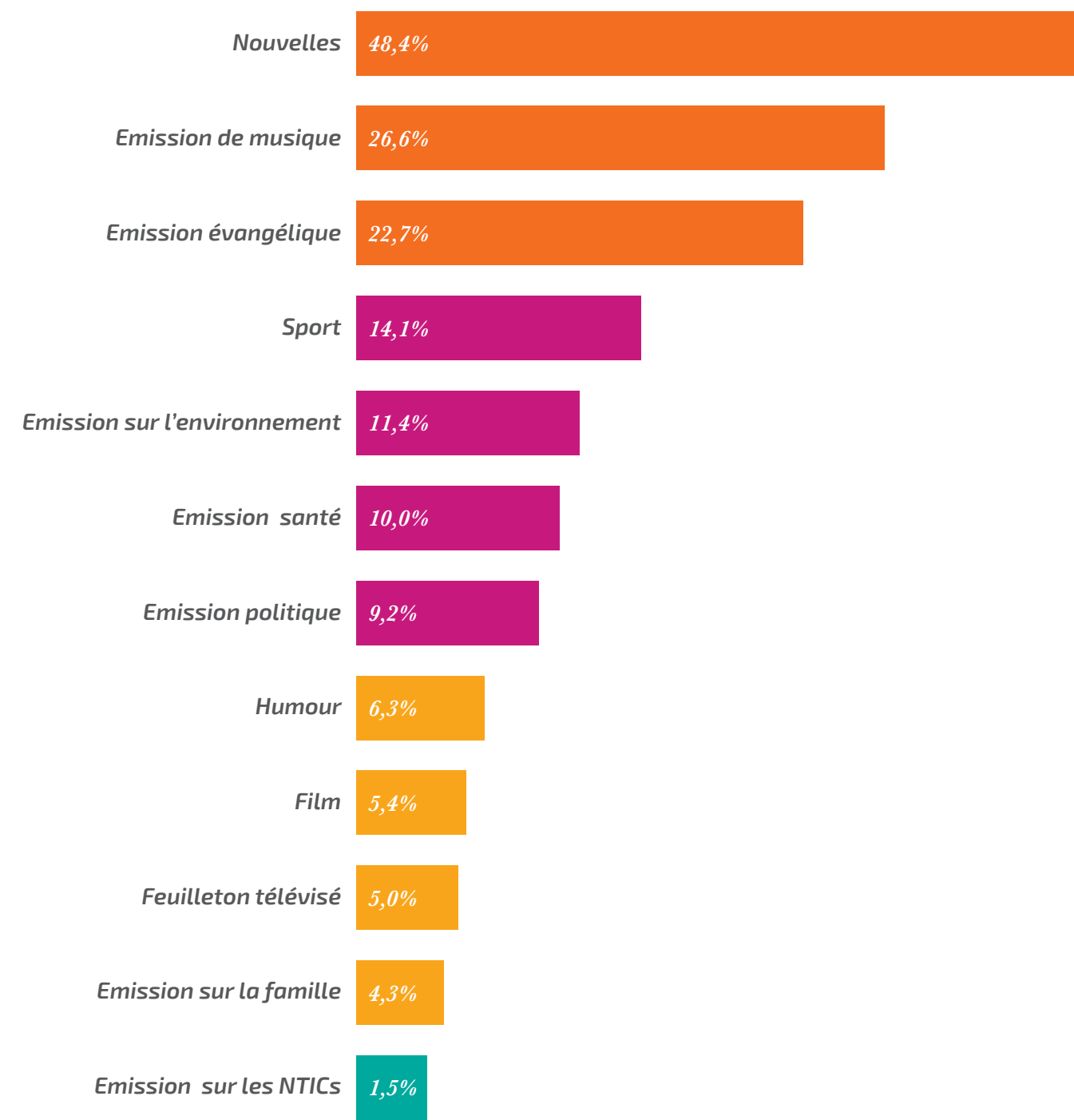


4-Les programmes, émissions et radios préférés

Près de la moitié (48%) des enquêtés disent préférer écouter les éditions de nouvelles. On retrouve les émissions de musique et les émissions évangéliques en deuxième et troisième position avec respectivement 26.6% et 22.7%. Les émissions de sport occupent la quatrième place avec plus de 14%. Les programmes qui enregistrent le taux le plus faible sont les émissions sur les NTIC, les émissions sur la famille avec des taux de 1.5% et 4.3%.

Au niveau des radios les plus écoutées, on cite en tête de liste la « radio télé Ginen ». Cette station a été identifiée par 11.4 % des personnes. Elle est suivie par la radio Caraïbes, puis radio IBO et radio Lumière qui ont un même pourcentage.

Fig. 22: Programmes préférés



LES PRATIQUES DE
COMMUNICATION

Évaluer les pratiques de communication actuellement utilisées par le SNGRD et leur perception par le public reste une démarche fondamentale pour arriver à l'amélioration des services fournis à la population. Le système formalise depuis 2006 ses actions de communication et de sensibilisation en mettant en place le Comité Thématique Éducation et Sensibilisation du Public (CTESP). Celui-ci a pour mandat d'assurer en Haïti la sensibilisation du public, la promotion d'une culture de la prévention et l'éducation aux risques de catastrophe à tous les niveaux de la vie nationale. Ce comité est en charge également de coordonner et de consolider les actions de vulgarisation, de sensibilisation qui sont mises en œuvre par les différents acteurs y compris les ONG nationales et internationales, les agences des Nations-Unies.

Sources et moyens les plus adaptés
pour diffuser l'information sur la GRD

CRÉOLE
LANGUE
LA + ADAPTÉE

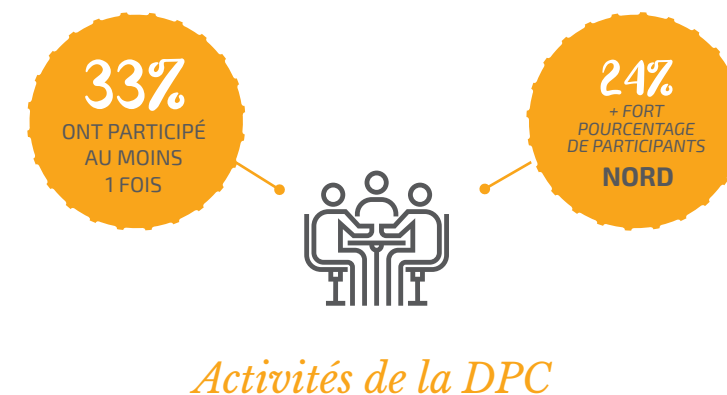
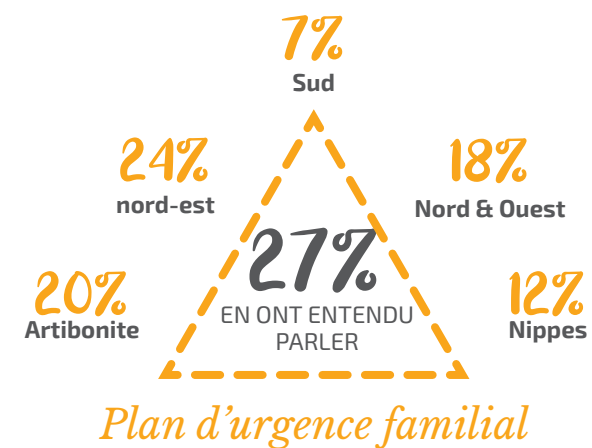
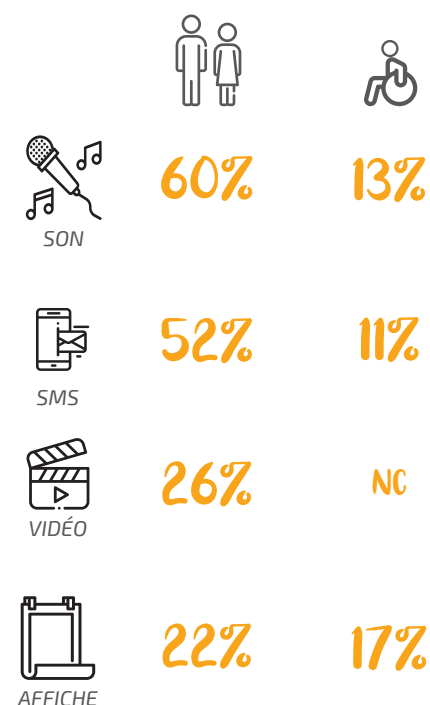
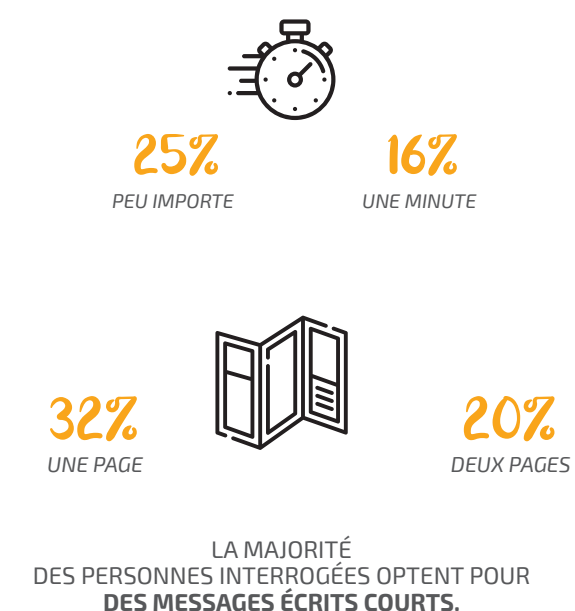
61%
Récepteur radio

35%
Agents mobiles

23%
Discours et notes officielles
du gouvernement

22%
SMS

**MONOLOGUE
NOUVELLES À LA RADIO
SMS**
FORMES DE MESSAGES
LES + ADAPTÉES

Formes des messages plébicitées
SELON LE GENRE ET LA MOBILITÉFormes des messages les mieux reçus
ET DIFFÉRENCE AVEC LES PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITEDurée / longueur
des messages

1-Canaux, sources, activités et couverture des activités de la protection civile

Un ensemble d’actions de communication en gestion de risques et de désastres utilisant à la fois la communication de masse, de proximité ou des actions spécifiques (sensibilisation dans les écoles) sont mises en œuvre à travers le pays par le SNGRD, via le CTESP, notamment les vendredis de la protection civile, les concours interscolaires, les ateliers de théâtre, la promotion du plan d’urgence familial, etc. Ces activités couvrent l’ensemble du territoire national.

En période d’urgence, une plateforme interministérielle, le pool de communication du SNGRD, est chargée de coordonner les actions de communication des organismes partenaires et de plusieurs instances gouvernementales visant à informer la population. Les résultats de l’étude ont d’ailleurs clairement indiqué une reconnaissance des personnes interrogées du rôle d’information de la Protection civile dans la diffusion des informations relatives à la gestion des risques et désastres et particulièrement, à l’approche des phénomènes

hydrométéorologiques et géologiques. La majorité de la population reconnaît que la DPC a mis beaucoup plus d’efforts à communiquer particulièrement à l’approche et après le passage d’un cyclone ou tout autre événement majeur ayant frappé le pays. La radio, la bouche à oreille, les leaders communautaires incluant les agents mobiles sont entre autres les principaux moyens utilisés par la DPC, en ce sens. Toutefois, il a été rappelé la nécessité de renforcer les capacités des acteurs au niveau central et décentralisé afin de rendre disponible les compétences au niveau de la population et donc de faciliter la communication de proximité. Les recommandations et instructions des brigadiers et volontaires de la Protection civile ne sont pas toujours écoutées et appliquées, trop de personnes méconnaissent leur engagement volontaire et pensent qu’ils se font rémunérer pour le service rendu à la population.

« A l’approche des cyclones, il y a des porte-voix qui circulent partout et même dans les marchés. Lors du dernier cyclone, j’étais au marché et c’est là que j’ai été informée. Il arrive des fois que je croise des agents mobiles qui nous conseillent de couper les arbres pendus sur le toit de nos maisons », « Quand la situation devient grave, on voit des agents dans la rue, et le magistrat parle à la radio ».

Témoignage d’une femme âgée de 42 ans recueilli lors du focus group réalisé avec un groupement de femmes à Camp Perrin.



Carte 3 : Couverture géographique des activités de communication et de sensibilisation menées par le SNGRD, via le CTESP ». Source : DPC.

Encadré 3 :
Rôles et responsabilités du Comité Thématique Éducation et Sensibilisation du Public

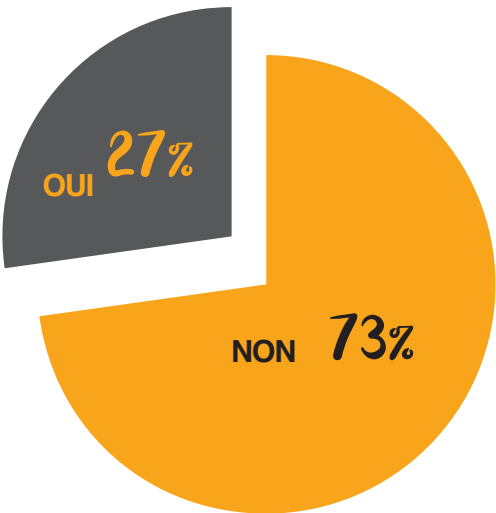
Selon ses Termes de références (TDR), le CTESP vise globalement à développer, à travers l’éducation et la sensibilisation du public, une culture de prévention du risque pour un pays et des collectivités plus résilients face aux catastrophes. De manière spécifique, le CTESP doit :

- Améliorer l’accès des populations aux dispositifs d’alerte, aux informations préventives et évaluations relatives aux risques de catastrophe ;
- Assurer l’intégration de la réduction des risques de catastrophe dans le curriculum de formations à l’intention des établissements scolaires ;
- Impliquer tous les intervenants concernés, y compris les femmes, les enfants et les jeunes, les personnes handicapées, les volontaires, les réseaux de praticiens et les personnes âgées, à l’élaboration et à la mise en œuvre des stratégies et des pratiques d’éducation et de sensibilisation du public ;
- Encourager les secteurs public et privé, les organisations de la société civile, les universités, les établissements scientifiques et les instituts de recherche nationaux et régionaux à conjuguer d’avantage leurs efforts en vue de contribuer à l’éducation et la sensibilisation du public ;
- Promouvoir la prise en compte de la problématique hommes-femmes, l’âge, le handicap et la culture dans toutes les stratégies et les pratiques d’éducation et de sensibilisation du public.

1 -Le Plan d'urgence familial, une pratique de sensibilisation relativement méconnue

Le Plan d'urgence familial (PUF) est l'un des principaux outils de sensibilisation que le système met en place en vue de développer une culture du risque chez les populations. Malgré les efforts fournis pour la promotion de ce document (voir la carte 4, ci-dessus), les données recueillies indiquent une méconnaissance relative de ce document. En effet, seulement 27% affirment avoir entendu parler du Plan d'urgence familial.

Fig. 23: Connaissance du PUF



2 - Participation dans les activités phares de communication et de sensibilisation

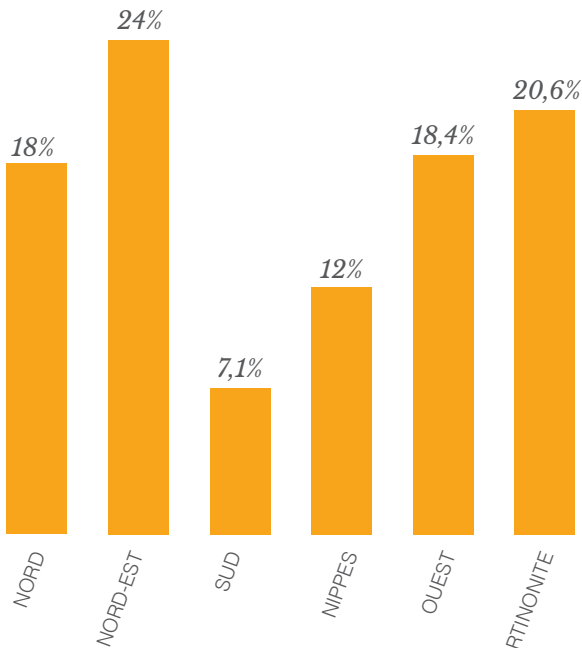
Le SNGRD, à travers le CTESP, met en œuvre un ensemble d'activités afin de développer la culture du risque auprès de divers publics (écoles, communautés). Il s'agit de :

- Les Vendredis de la protection civile (VPC) sont un ensemble d'épreuves de sensibilisation et de préparation aux urgences qui se tiennent tous les vendredis. Réalisés dans les écoles et dans les communautés, les VPC ciblent environ 250 participants et 20 à 40 volontaires mobilisés.
- Réalisée dans les écoles et les communautés, une observation urbaine est une marche exploratoire sur les risques, suivie de production de cartes de risques artisanales et de débats.

L'étude a confirmé une faible participation des personnes interrogées dans ces activités. En effet, seulement 33% ont déclaré avoir participé à au moins

Parmi les personnes qui disent connaître le document, 35% d'entre elles déclarent avoir rempli elles-mêmes le plan d'urgence. 47% n'ont pas précisé, et 18% ont déclaré que ce sont d'autres personnes qui avaient rempli le document. Parmi elles, 24% habitent le département du Nord-Est, 20% dans l'Artibonite et 18% dans l'Ouest (18,4%) et dans le Nord (18%). Le Sud (7%) et les Nippes (12%) sont les départements où le pourcentage est le plus faible. Ce qui signifie que des efforts de promotion de ce document doivent être entrepris dans l'ensemble du pays et particulièrement dans les départements grand Sud.

Fig. 24: Connaissance du PUF par département



une activité de la Protection civile contre 54% des personnes qui n'ont jamais participé. Les 13% restant n'ont pas donné de réponse à cette question.

Toutefois, la majorité des participants qui a au moins une activité de la Protection civile sont des jeunes (20- 29 ans) relativement scolarisés et éduqués. Ils représentent respectivement 25,5% des participants. De plus, ces derniers proviennent majoritairement du département du Nord-Est, de l'Artibonite et du Nord.

Quelles sont donc les activités qui ont le plus grand nombre de participants? La figure ci-contre indique que parmi les personnes interrogées ayant participé aux activités de la DPC, 31% ont pris part aux génies scolaires. Alors que les prestations de théâtre, les Vendredi de la Protection civile et les projections de cinéma ont enregistré un taux de participation respectivement de 30 et 26%.

Fig. 25 : Participation dans les activités

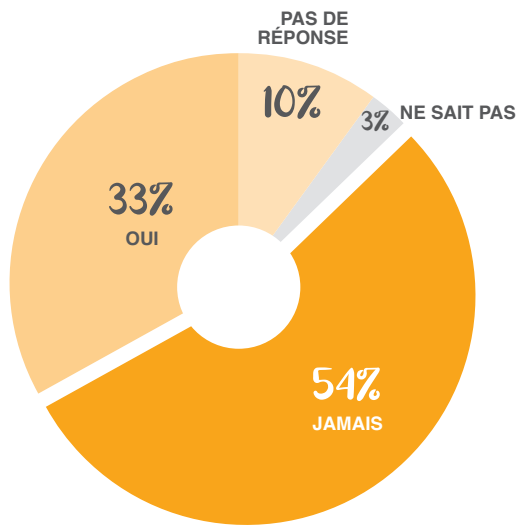


Fig. 26 : Répartition des participants par département

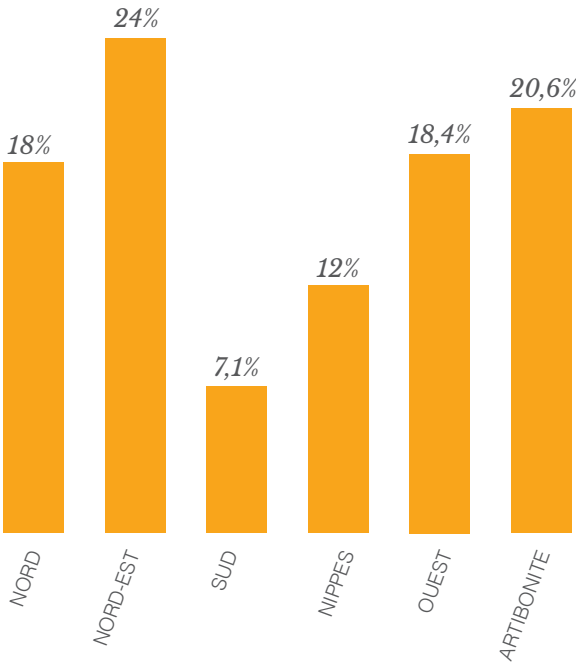
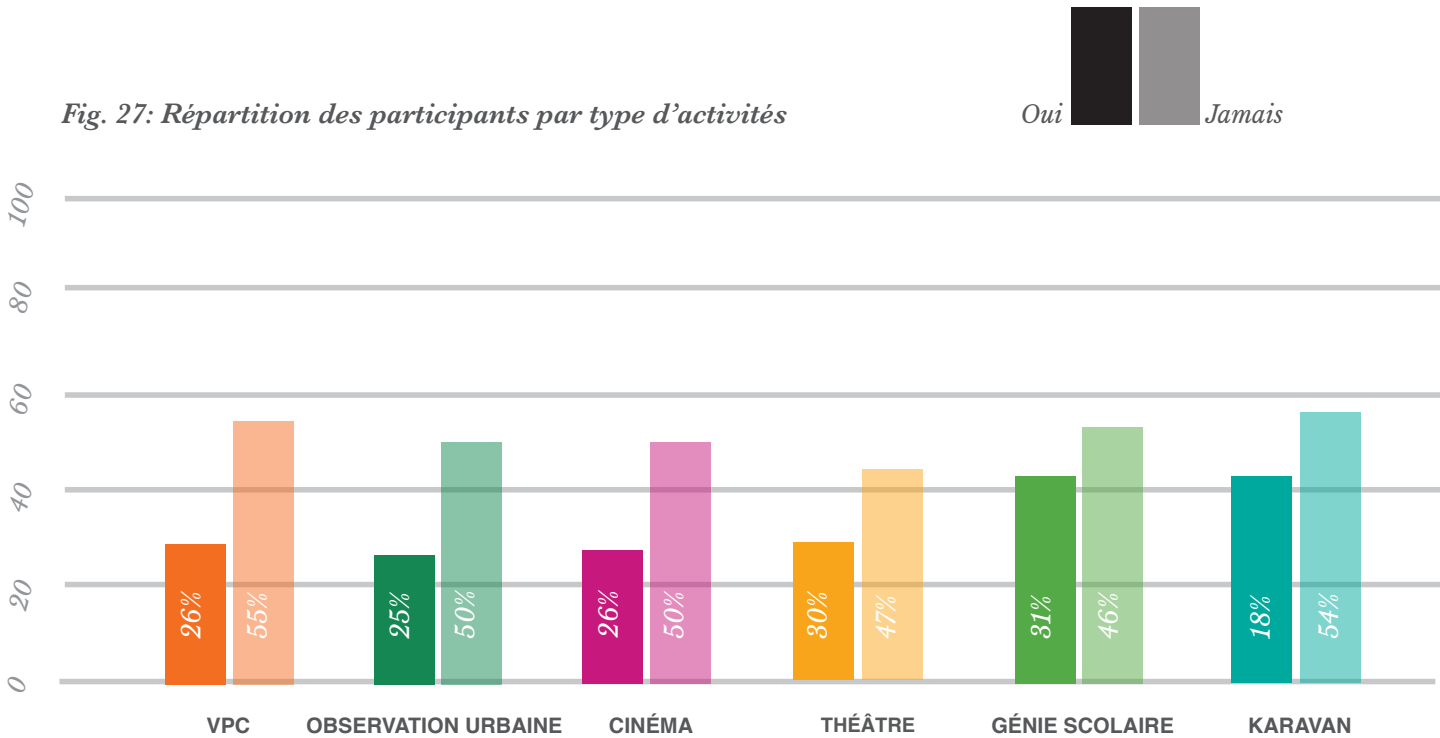


Fig. 27: Répartition des participants par type d'activités



3-Les formes de diffusion les plus utilisées par la DPC

Il y a différentes formes de diffusion (son, sms, affiche, vidéo, WhatsApp) de message utilisées par la Protection civile pour communiquer sur les risques de catastrophe naturelle. L'étude a permis de confirmer que le son et les sms sont les deux formes de diffusion les plus utilisées. 60% des personnes affirment avoir reçu les messages de la DPC sous forme de son et 52% par SMS. Les messages WhatsApp représentent la troisième catégorie de formes de messages utilisées par la DPC. Seulement 25% des personnes interrogées ont déclaré avoir reçu des messages sur forme de vidéos et estiment que ces derniers doivent comporter des dessins animés tikomik (47%) et plus de narration (30%).

a) Répartition des formes de réception des messages par département

Entre le son, le SMS et l’affiche, les habitants du département de l’Ouest (39%) confirment qu’ils reçoivent les messages de la DPC le plus souvent sous forme d’affiche murale. Cette tendance est différente pour les

départements du Nord qui sont plus habitués avec le son (Nord-Est, 10.4%) et la vidéo (Nord, 25.5%). Cette différence peut être tributaire du type d’activités de sensibilisation réalisées dans chacun de ces départements.

Fig. 29: Répartition par département des formes de diffusion des messages

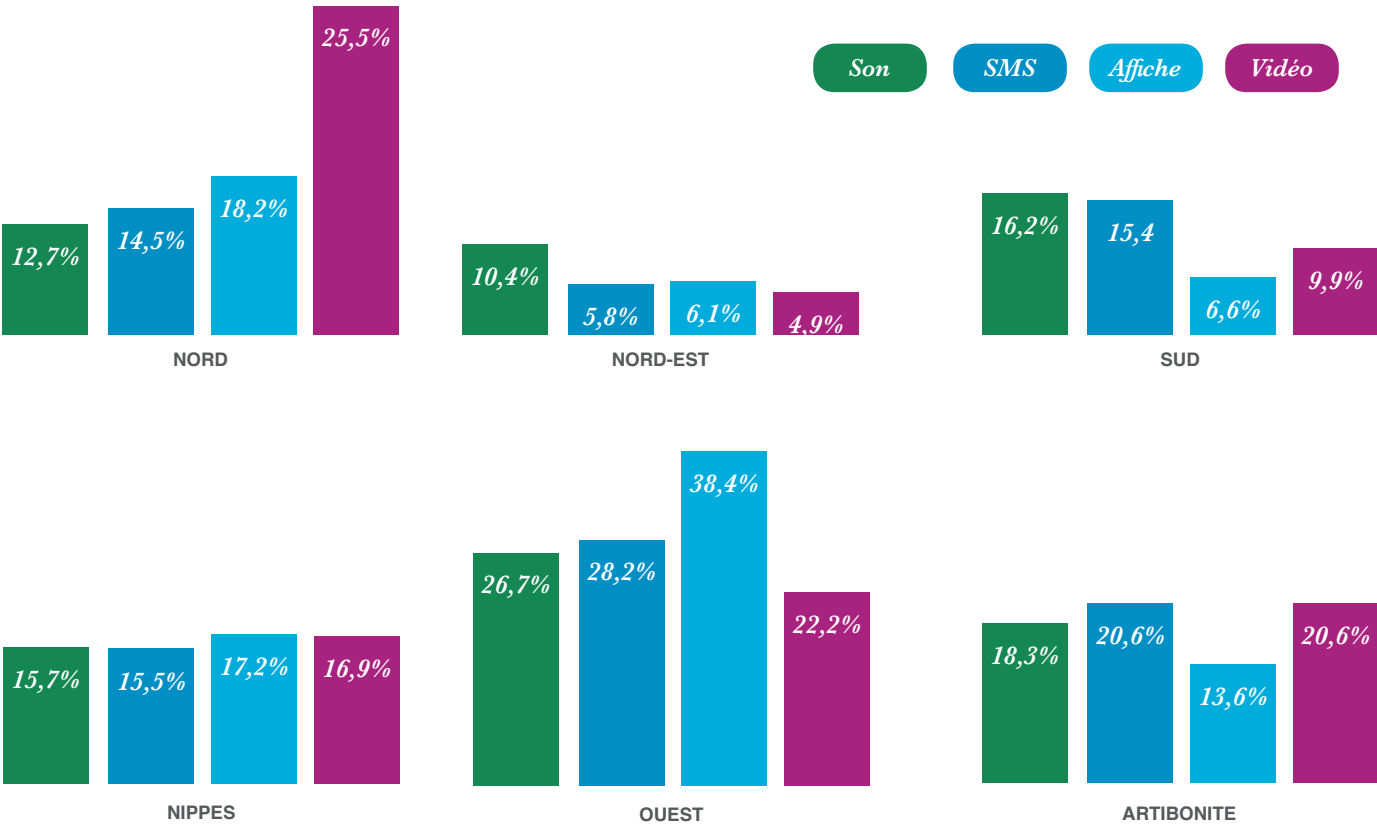
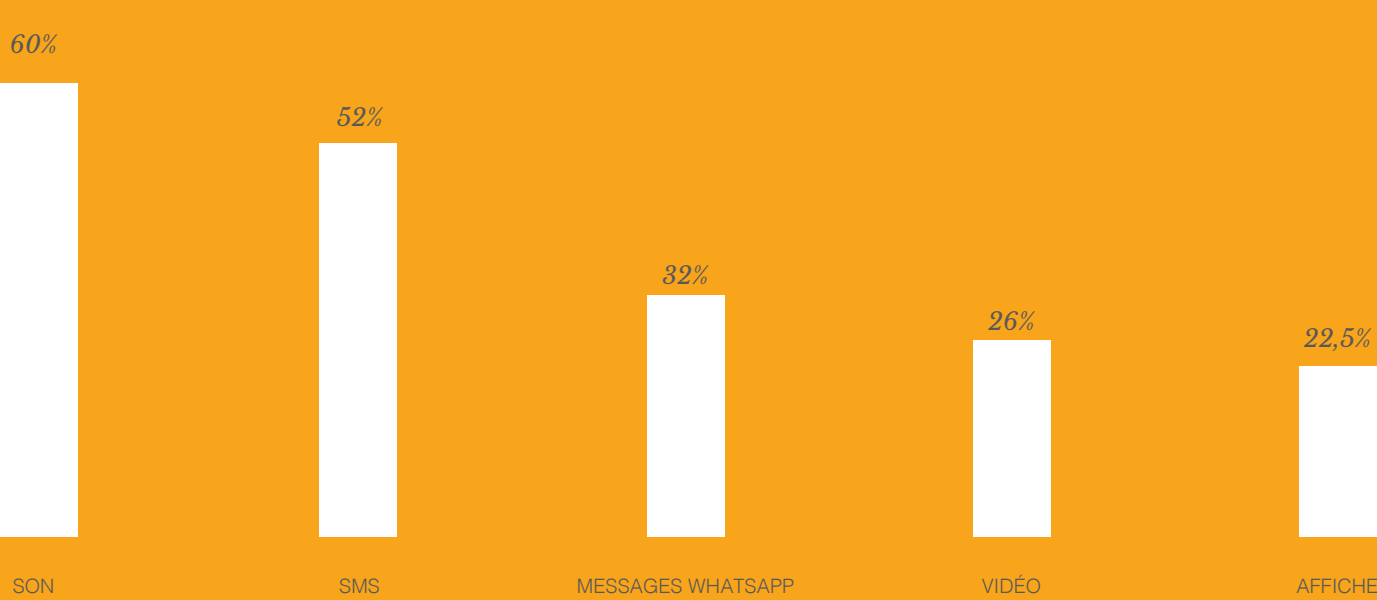


Fig. 28: Formes des messages sur des catastrophes

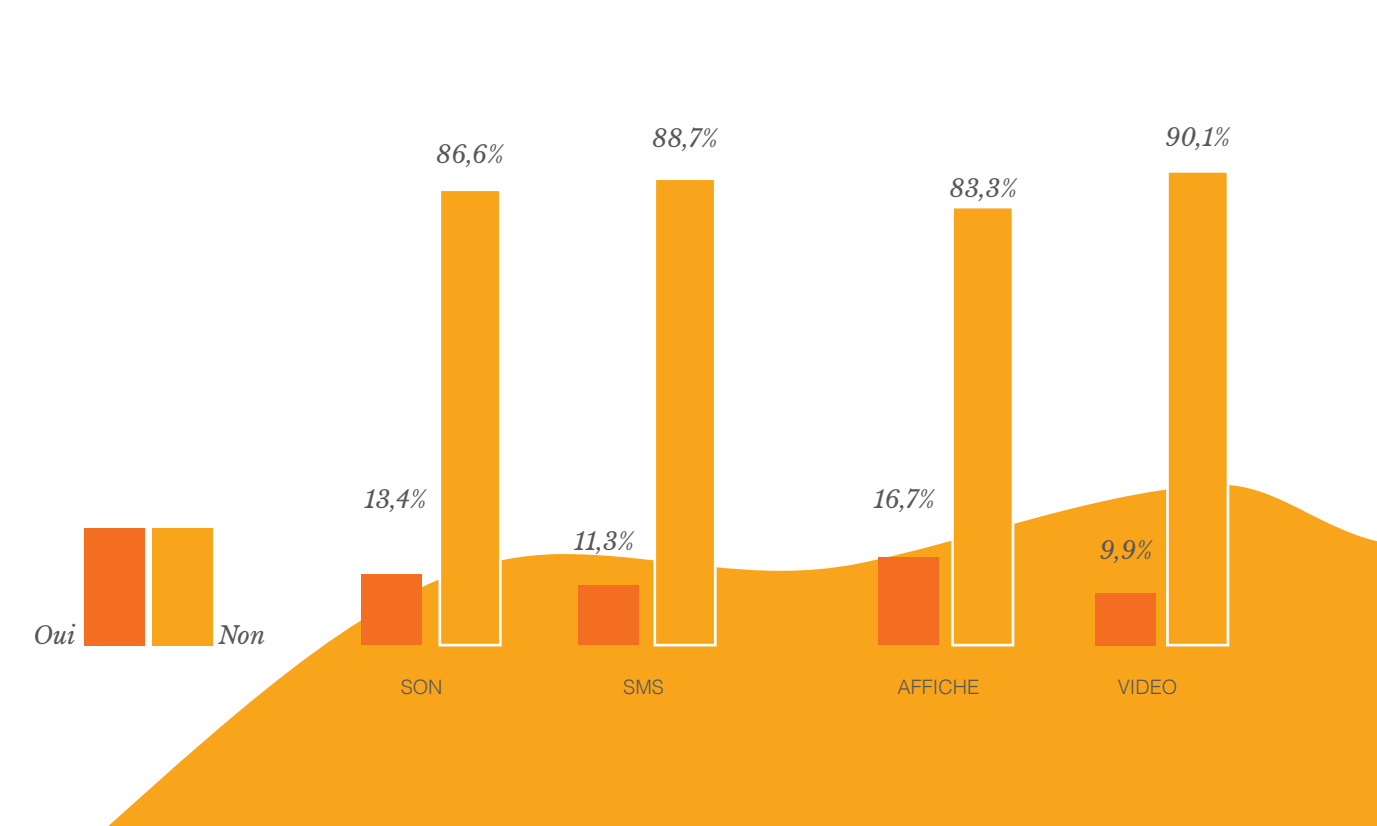


b) Formes de diffusion des messages par situation de handicap

Les personnes vivant avec un handicap ont moins d'accès aux informations sur les catastrophes. Toutefois, pour ceux qui ont répondu avoir accès à l'une des formes de message (son, sms, affiche, vidéo), 17%

d'entre eux l'ont reçu sous forme d’affiche, contre 13% pour le son et 11% pour le sms. Concernant les messages vidéo, les personnes vivant avec un handicap ont également opté pour des illustrations en dessins animés.

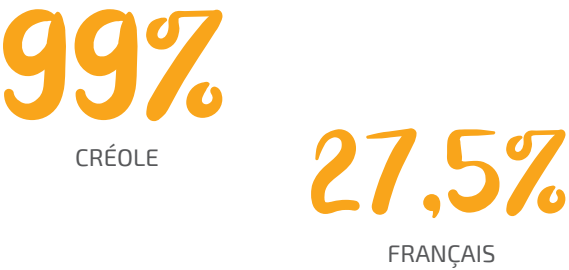
Fig.30 : Formes de diffusion des messages par handicap



4-Langue de diffusion des messages

La langue joue un rôle important dans la transmission d'un message. Sa maîtrise conditionne la compréhension du message, en dehors d'autres éléments comme le contexte, ou le ton du message par exemple. La diffusion des messages de sensibilisation en créole par la DPC est très appréciée par la population en général. En effet, presque la totalité (99%) des répondants affirment avoir reçu des messages dans cette langue. Toutefois, une faible portion (27,5%), particulièrement les universitaires, souligne la réception des messages de sensibilisation également en français.

Fig. 31: Langue et GRD



2-Les meilleures pratiques de communication

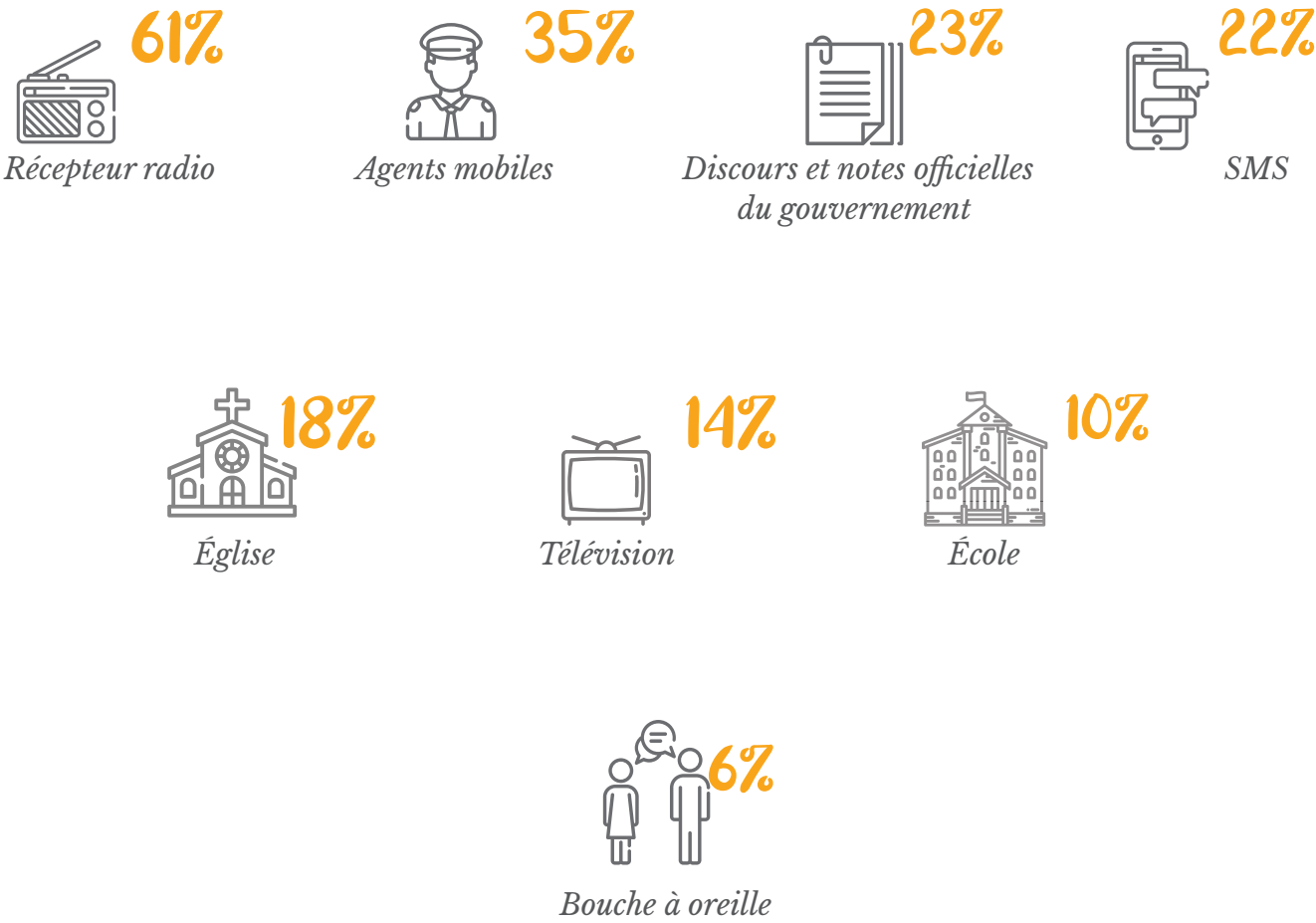
Cette partie décrit les meilleures pratiques de communication à adopter par la Direction de la Protection civile afin d'arriver à une meilleure compréhension du risque par les populations vulnérables. Elle propose les formes, les sources, la durée les plus adaptées et préférées des populations interrogées. La partie concernant les besoins spécifiques en termes de contenu de l'information sera traitée dans le chapitre 6 et au chapitre suivant.

1-Les sources et moyens les mieux adaptés

Les sources de communication les plus adaptées pour faire passer des messages sont, par ordre d'importance, la radio (61%), les agents mobiles (35%), les discours et notes officielles du gouvernement (23%), le SMS (22%), l'église (18%), la télévision (14%) (Cf. graphique ci-dessous). En résumé, les médias tradition-

nels (radio, en particulier), les autorités gouvernementales (brigadiers et volontaires de la DPC, élus locaux et représentants du gouvernement) ainsi que l'église sont les principales sources d'information à utiliser. Une analyse plus détaillée en prenant en compte les différences en termes d'âge, de sexe, de département par rapport aux sources est réalisée dans le chapitre 2.

Fig. 32: Sources les plus adaptées

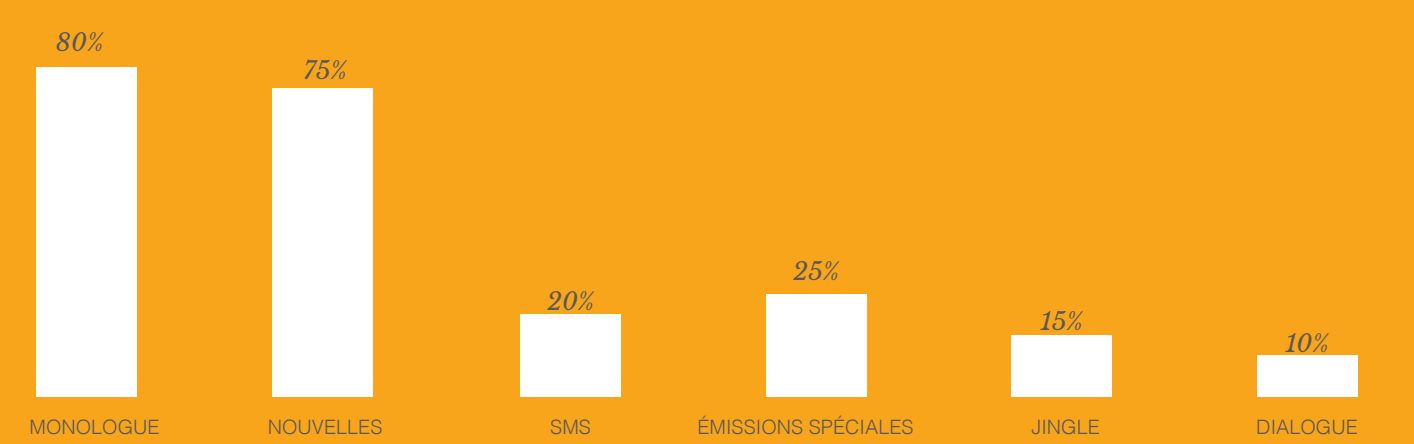


2-Les formes les plus adaptées

Les répondants avaient à choisir parmi huit formes de messages dans lesquelles ils souhaiteraient recevoir les messages. Les messages sous formes de monologue ou de nouvelles à la radio sont les plus appréciés. Les messages sous formes de monologue sont choisis par 80% des répondants et ceux sous forme de nouvelle ont été choisis par 75%. Viennent ensuite, les

messages sous formes de SMS, d'émissions spéciales, et les jingles (respectivement avec 26%, 25% et 15%) (cf. figure ci-dessous). Toutefois, les jeunes (20-29 ans) ont une préférence pour les affiches sur facebook, les messages WhatsApp et les SMS. Alors que les personnes vivant avec un handicap ont une préférence pour les messages sous formes de musiques jingle (19%) suivi des communiqués (16%) et de la radio (14 %).

Fig. 33: Formes préférées des messages



a) Sexe et forme de message préférée

Contrairement aux hommes, les femmes préfèrent les monologues (63%), les SMS (54%) et les nouvelles à la radio (54%). Tandis que les hommes ont une préférence pour les émissions spéciales (54%), les communiqués de presse (54%) et les affiches sur Facebook et

WhatsApp (53%) (cf. graphique ci-dessous). Un choix plutôt logique car les analyses précédentes ont révélé que les hommes ont un plus grand accès à l'internet et aux médias sociaux.

Fig. 34: Répartition des préférences (formes) par sexe



b) Forme de message et préférence par département

Au niveau des départements, on enregistre peu de différence sur les préférences par rapport aux formes sus-décrites. Les messages sous formes de SMS (28,6%) ont été beaucoup plus choisis dans le dépar-

tement du Nord. Les émissions spéciales semblent être la préférence des gens du département du Sud (24,8%). Dans le département de l'Ouest où le niveau d'accès aux technologies est plus élevé, on constate une légère préférence pour les affiches diffusées sur les médias sociaux et WhatsApp.

Tableau 9: Les préférences par département

	Nord	Nord-est	Sud	Nippes	Ouest	Artibonite
Dialogue	12.6%	7.9%	14.3%	15.8%	29.0%	20.5%
Editions de nouvelle	26.6%	16.1%	11.2%	7.5%	24.3%	14.2%
Monologue	17.9%	7.5%	15.3%	14.1%	22.6%	22.6%
Affiches sur Facebook et WhatsApp	18.5%	11.1%	10.6%	16.4%	29.6%	13.8%
SMS	28.6%	12.3%	21.4%	9.1%	18.2%	10.4%
Jingle	16.1%	4.0%	18.1%	13.9%	26.6%	21.3%
Emissions spéciales	9.7%	5.5%	24.8%	20.0%	22.8%	17.2%
Communiqué de presse	10.0%	1.8%	17.1%	7.1%	25.3%	38.8%

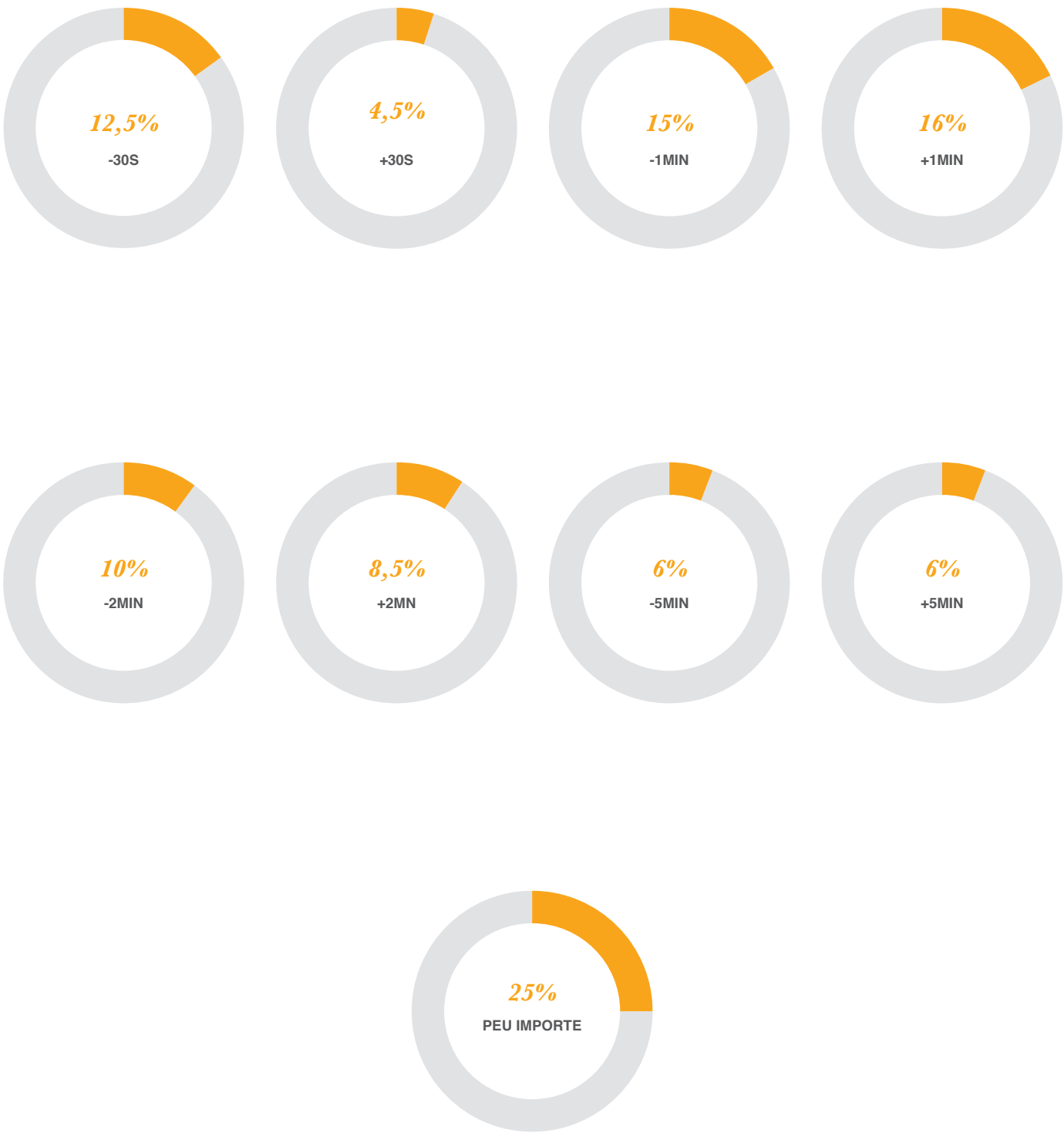
3-Durée et longueur des messages de sensibilisation

a) Message sonore

En termes de durée, 25% des personnes affirment que les messages peuvent être de n'importe quelle longueur. 16% pensent que les messages sonores doivent

durer environ une minute. Seulement 12.5% pensent que la durée doit être moins de 30 secondes (cf. graphique ci-dessous).

Fig. 35: Durée souhaitée des messages

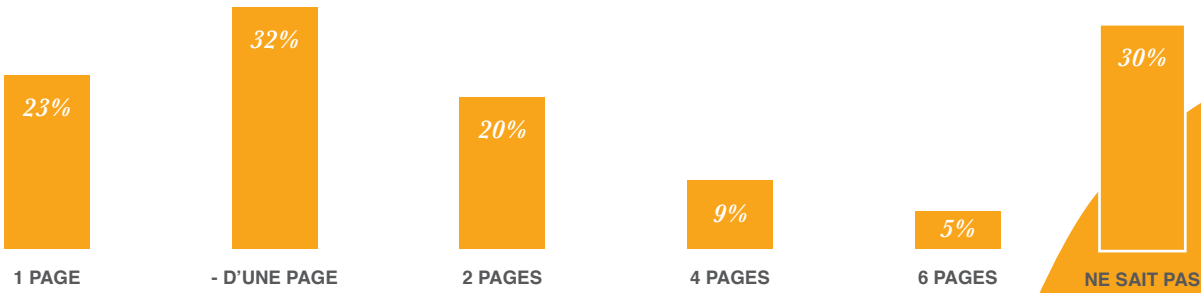


b) Messages écrits

La majorité des personnes interrogées sont favorables aux messages écrits courts. En effet, près de 32% des répondants optent pour des messages écrits de moins

d'une page. Viennent ensuite les messages de deux pages (20%). 30% des répondants déclarent cependant ne pas savoir quelle doit être la longueur d'un document de sensibilisation.

Fig. 36: Longueur souhaitée des messages



CONNAISSANCES, PRATIQUES ET APTITUDES

Cette partie du document devra permettre d'évaluer le vécu de la population sous étude vis-à-vis des catastrophes naturelles. L'analyse CAP (Connaissances, Aptitudes et Pratiques) fournit des données sur le niveau de connaissance de cette population en termes de catastrophe naturelle, et leur aptitude en termes d'application des mesures préventives. La méconnaissance des catastrophes naturelles, de leurs causes, et des comportements et mesures préventives à adopter constituent un frein au développement d'une culture du risque chez les populations les plus à risques face aux catastrophes naturelles.



*Méconnaissance
des mesures
de prévention*

70%

DES SONDÉS NE CONNAISSENT PAS LES MESURES DE PRÉVENTION POUR LE TREMBLEMENT DE TERRE, LE TSUNAMI ET LES GLISSEMENTS DE TERRAIN.



*Ont déjà été victimes d'une catastrophe naturelle
ou ont une proche qui en a été victime*

Victimes de catastrophes



+ *fort pourcentage
des personnes victimes*



*Menace
naturelle
la plus connue*



80%

DE LA POPULATION
CONNAÎT CETTE MENACE

MESURES DE PREVENTION

la plus importante
SELON LA POPULATION



RENFORCER LA SÉCURITÉ
DE LA MAISON

la moins connue
EN CAS DE CYCLONE



S'APPROVISIONNER EN MATÉRIEL DE
PREMIERS SOINS ET EN MÉDICAMENT

1-Expériences de la population sous-étude avec les catastrophes naturelles

Le document CVMAS (2012) de la Banque Mondiale estime que plus de 90% de la population haïtienne fait face à au moins une menace naturelle. Dans le cadre de cette étude, nous sommes intéressés à savoir quelle est la proportion des personnes interrogées ayant été victimes de catastrophes naturelles. De manière globale, 61% des individus ont déclaré qu'ils ont déjà été victimes d'une catastrophe naturelle ou ont une proche qui en a été victime (cf. figure ci-dessous).

Parmi les personnes qui sont victimes d'une catastrophe, 54.6% sont des femmes. Au niveau de la zone d'habitation, une légère différence est constatée entre le rural et l'urbain : 49.7% de personnes ont été victimes en milieu rural contre 50.3% en milieu urbain.

Au niveau des départements, le pourcentage des personnes victimes d'une catastrophe naturelle varie de 9.5% à 25.3%. L'Ouest (25%) et le Sud (20,5%) ont le plus fort pourcentage

2-Connaissance des menaces naturelles

Le cyclone reste la menace naturelle (phénomène hydrométéorologique) la plus connue en Haïti. Plus de 80% des personnes identifient cette menace. Cela s'explique par le fait que les cyclones sont beaucoup plus fréquents en Haïti. Après les cyclones, viennent les ouragans (72%), les inondations (68%) et le tremblement de terre (58%). Le tsunami et l'éboulement sont les catastrophes naturelles les moins connues. Il y a respectivement 72.5% et 48.5% de la population qui ne connaissent pas ces risques. Toutefois, l'étude a révélé que les femmes expliquent le passage de ces phénomènes naturels comme étant dépendant de la volonté de Dieu. Elles s'adonnent aussi à cette volonté pour leur protection en cas de désastre.

Parmi les personnes qui ont une connaissance sur les catastrophes, le département de l'Ouest a le plus fort pourcentage, quel que soit la menace considérée. Ensuite, le Sud pour les tempêtes, l'Artibonite pour les cyclones, les Nippes pour les éboulements, le tremblement de terre et le tsunami. Pour les inondations, le sud et l'Artibonite ont un pourcentage à peu près similaire. Toutes ces menaces sont plus connues en milieu urbain sauf l'inondation. En milieu rural, 50.3% des personnes connaissent l'inondation contre 49.7% en milieu urbain. Ce pourcentage est inversé pour les ouragans. (cf. tableau ci-dessous).



Tableau 10: Répartition du niveau de connaissance des menaces naturelles par département et zone

	DÉPARTEMENTS						ZONE	
	Nord	Nord-est	Sud	Nippes	Ouest	Artibonite	Rurale	Urbaine
Ouragan	17.4%	6.7%	19.5%	14.3%	24.5%	17.7%	49.7%	50.3%
Cyclone	14.3%	7.4%	17.2%	16.1%	26.8%	18.2%	47.6%	52.4%
Eboulement	11.2%	4.7%	14.6%	18.2%	33.5%	17.9%	45.3%	54.7%
Tremblement de terre	15.8%	7.7%	16.0%	17.2%	26.8%	16.6%	43.4%	56.6%
Tsunami	14.9%	6.2%	13.0%	19.3%	30.9%	15.6%	44.5%	55.5%
Inondation	16.0%	9.7%	18.8%	12.1%	24.8%	18.7%	50.3%	49.7%

3-Connaissance des mesures pré-ventives

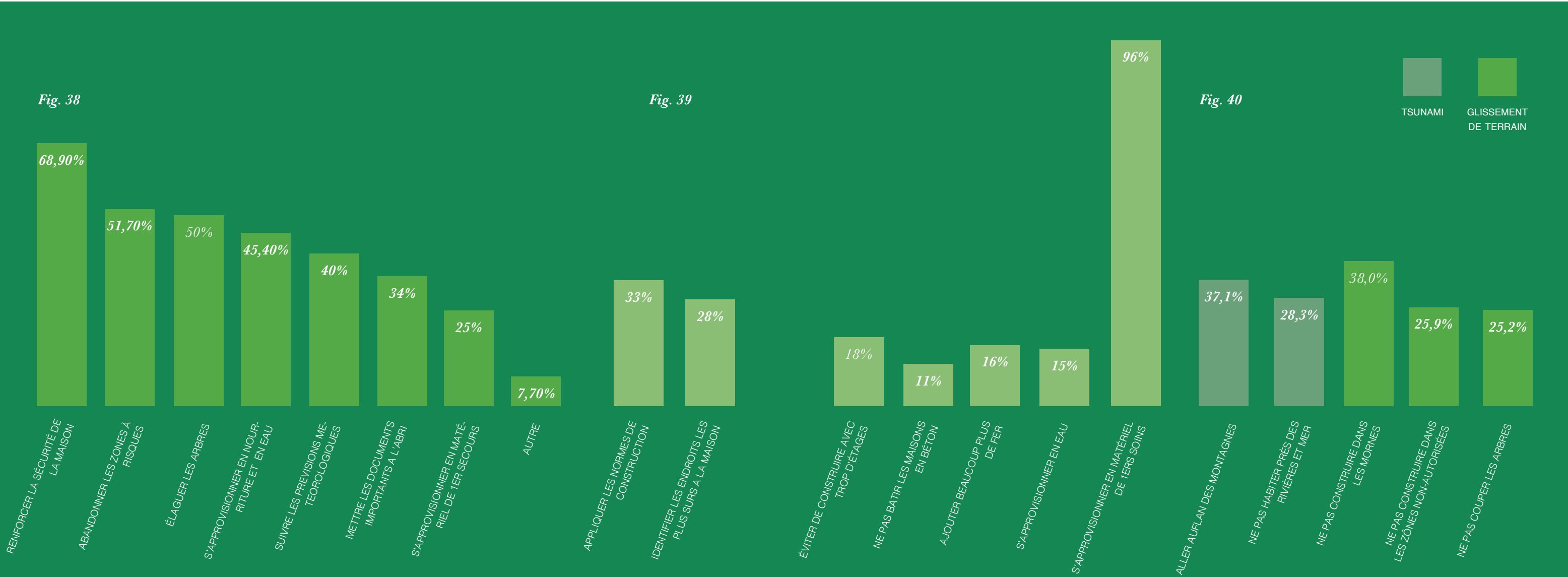
La prévention suppose une connaissance pratique sur les mesures à adopter afin de mitiger les risques de catastrophe. Ainsi, cette partie analyse le niveau de connaissance du public en fonction des catastrophes d'origine naturelle suivantes : cyclone, tsunami, glissement de terrain et tremblement de terre. En ce qui concerne les mesures préventives en cas de cyclones, 7 mesures ont été clairement identifiées : « abandonner les zones à risques », « renforcer la sécurité de la maison », « élaguer les arbres », « s'approvisionner en nourriture et en eau », « s'approvisionner

en matériel de premiers soins et en médicaments », « suivre les prévisions météorologiques » et « mettre les documents importants (acte de naissance, acte de mariage, acte d'achat de terrain...) et les animaux en lieux sûrs ». La mesure la plus connue par les répondants est de « renforcer la sécurité de la maison », avec un taux de 69%. La mesure la moins connue est de « s'approvisionner en matériel de premiers soins et en médicaments » (25%). (cf. figure ci-dessous). Concernant le tremblement de terre, beaucoup de personnes ignorent les mesures à adopter pour limiter les impacts des séismes en termes de vies humaines.

Par ailleurs, parmi ceux qui ont déclaré connaître des mesures de préventions contre les séismes, l'idée la plus prépondérante est de s'approvisionner en matériels de premiers soins (96%). Ce qui dénote un manque total d'adaptation des populations pour faire face aux séismes puisqu'il s'agit d'une action plus adaptée au risque cyclonique. Seulement 33% de la population a identifié l'application des nouvelles normes de construction comme une mesure de prévention importante. (cf. figure ci-dessous)

Le manque de connaissance des mesures de prévention est davantage révélé en termes de glissement de terrain et de tsunami. Environ 70% des personnes ne connaissent pas les mesures de prévention pour ces types de catastrophes. Dans le cas du tsunami, seulement 37.1% des personnes identifient la mesure d'“aller au flanc des montagnes” en tant que mesure préventive. Pour les glissements de terrain, 38% des personnes ont identifié « ne pas construire dans les mornes » comme mesures préventives. (cf. figure ci-dessous).

Fig. 38: Mesures préventives - Cyclones
Fig. 39: Mesures préventives – Tremblement de terre
Fig. 40: Mesures préventives – Glissement de terrain et tsunami



4-Application des mesures de prévention

Les personnes ont identifié un ensemble de mesures préventives. Au-delà de la connaissance, la pratique est essentielle. L'application des mesures de prévention pour une catastrophe quelconque est également tributaire des expériences que les individus ont eu avec cette situation de catastrophe.

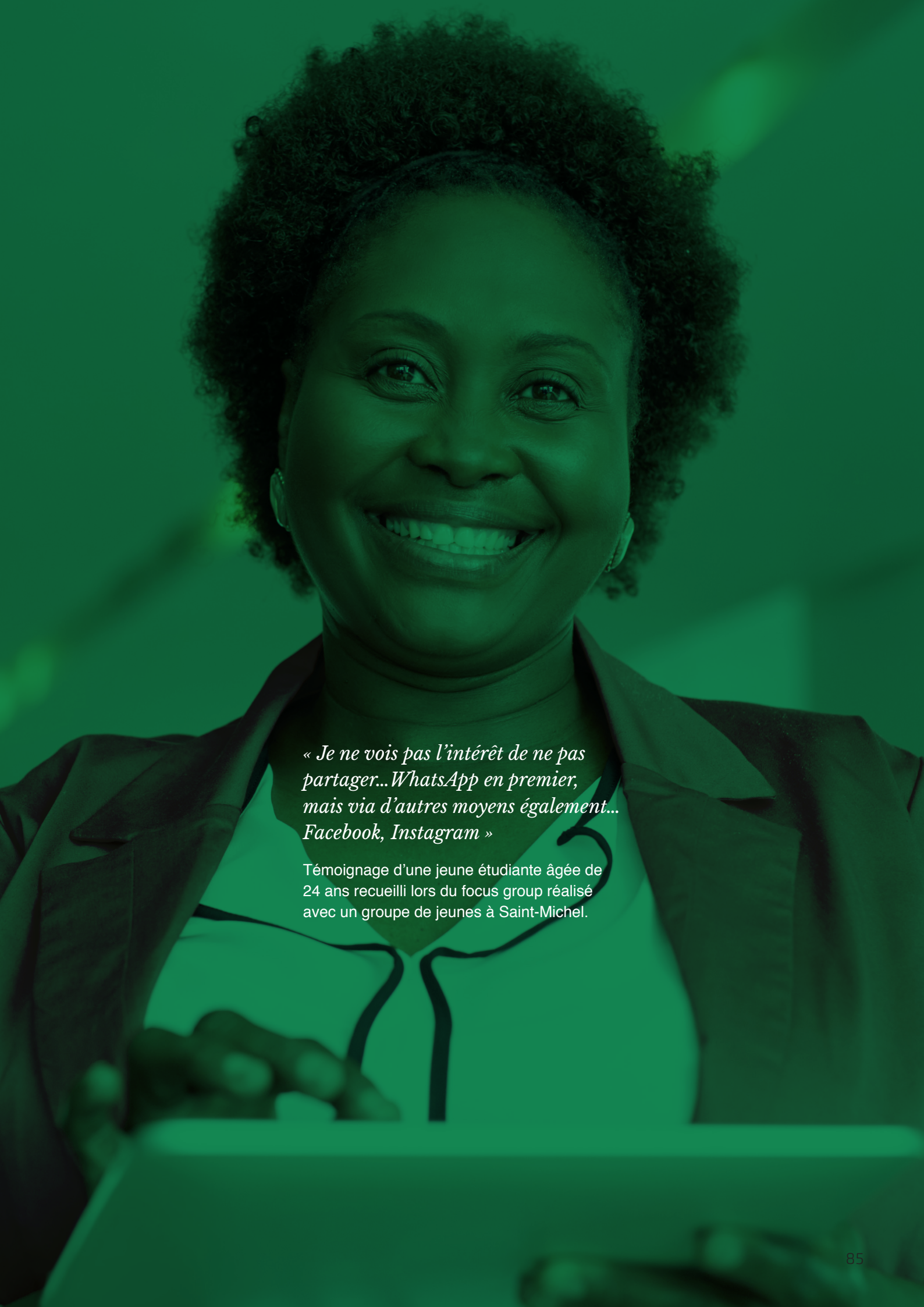
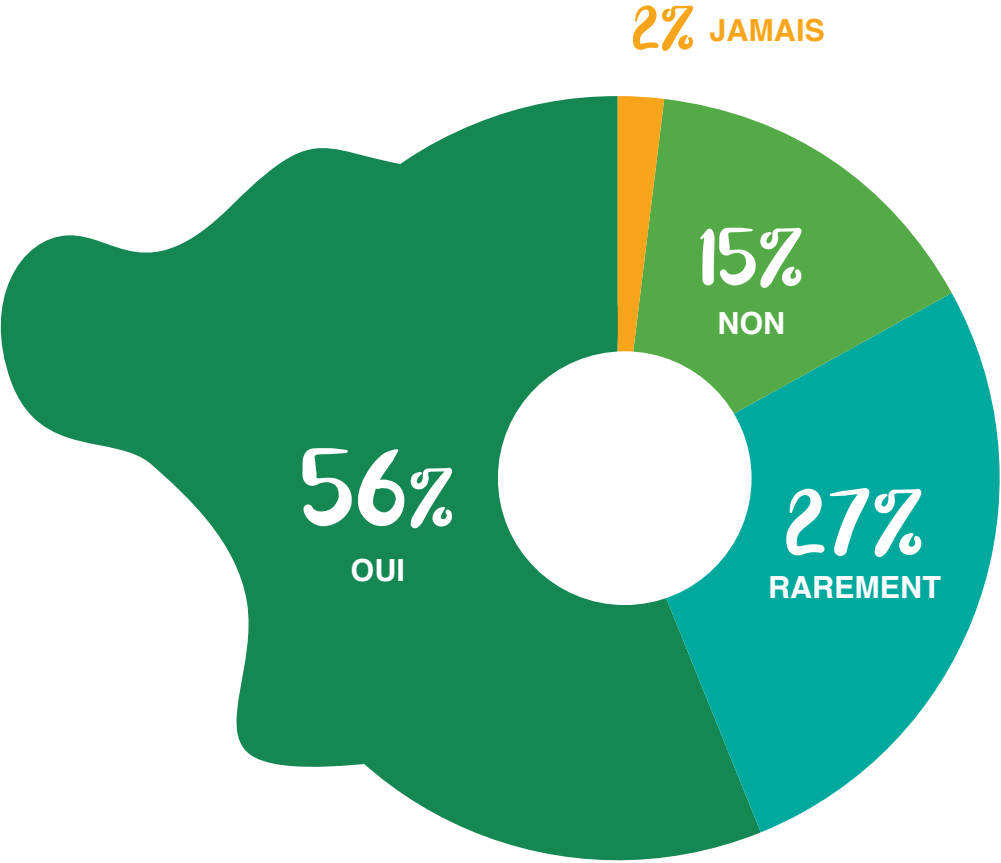
Plus de la moitié (56%) des personnes ont déclaré avoir mis en application les mesures préventives qu'elles ont préalablement identifiées. 27% appliquent ces mesures rarement, alors que 17% ne les ont jamais mises en pratique. (cf. figure ci-dessous).

D'autres comportements ont été identifiés par la population, particulièrement au niveau des personnes âgées. Il s'agit de la relation avec autrui, la volonté divine, l'information, la confiance et la précaution. En effet, les personnes âgées misent beaucoup sur la précaution pour parler de prévention face aux risques de catastrophe. Elles mentionnent à de nombreuses

reprises les mesures de précaution prises en cas d'imminence de passage d'un phénomène météorologique. Elles adoptent ce comportement par expérience. Elles ont observé et l'ont vécu lors de passage des cyclones. Mais elles disposent de très peu de moyens d'informations en propre et sont tributaires du « bouche à oreille ».

D'autres catégories de personnes, comme par exemple, les agriculteurs, ont pour habitude de mettre à l'abri ce qu'ils considèrent de grande importance (animaux, documents administratifs, etc.). Quant aux jeunes, ils sont considérés comme étant des vecteurs d'informations au sein de la communauté familiale dans le sens qu'ils partagent l'information naturellement, s'inscrivant parfaitement dans la logique des nouveaux médias dont ils sont fêrus. Ils sont également amenés à faire preuve de solidarité au sein du foyer (s'occuper d'un parent fragilisé, aider au ménage ou à la préparation des repas, aider au jardin).

Fig. 41 : Application des mesures préventives



« Je ne vois pas l'intérêt de ne pas partager...WhatsApp en premier, mais via d'autres moyens également... Facebook, Instagram »

Témoignage d'une jeune étudiante âgée de 24 ans recueilli lors du focus group réalisé avec un groupe de jeunes à Saint-Michel.

7

BESOINS PRIORITAIRES EN INFORMATION ET EN COMMUNICATION



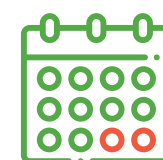
82%

*de la population veut avoir
des informations sur*

LES CAUSES

des catastrophes naturelles.

Elles attendent également
que l'information diffusée
soit en lien avec le phé-
nomène annoncé et suffi-
samment explicative pour
permettre aux personnes
d'avoir les bons réflexes.



77%

DE LA POPULATION VEUT AVOIR DES INFORMATIONS SUR

**LA PÉRIODE OÙ
IL Y A UNE RÉCURRENCE**

des phénomènes hydrométéorologiques et géologiques



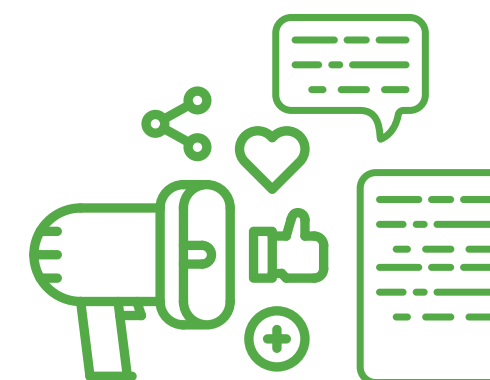
73.5%

DE LA POPULATION DÉCLARENT AVOIR BESOIN DE SAVOIR

COMMENT SE COMPORTER

avant, pendant et après

les catastrophes d'origine naturelle



Qualités attendues des messages

SIMPLES

CLAIRS

SÉRIEUX

INCITATIFS À L'ACTION

PARLENT DE LA SÉCURITÉ
DES PERSONNES

Les gens agissent en fonction de l'information dont ils disposent. Consciente de leurs limites en termes d'informations sur les risques, la population exprime ses préoccupations et les informations dont elle a besoin. La population veut principalement avoir deux types d'informations : les causes des aléas et leurs périodes probables de manifestation. En effet, environ 82% des personnes veulent avoir des informations sur les causes des catastrophes naturelles et 77% veulent avoir des informations sur la période où il y a une récurrence des phénomènes hydrométéorologiques et géologiques. La population (73.5%) souhaite également améliorer ses connaissances sur les comportements à adopter

avant, pendant et après le passage d'un phénomène hydrométéorologique ou géologique.

Par ailleurs, les gens reconnaissent que leurs actions sur l'environnement, comme la coupe abusive des arbres, peuvent augmenter leur exposition aux impacts des aléas naturels. Cet aspect est surtout observé chez les personnes âgées d'environ 50 ans et plus.

Le besoin d'information est plus marqué dans le département de l'Artibonite où les gens veulent avoir des informations sur les causes, périodes et façons de se comporter face aux risques de catastrophe naturelle.

1-Les attentes en communication et information

- Les gens n'ont pas de souvenir des campagnes de sensibilisation, elles n'en ont pas retenu les accroches et sont incapables d'en parler. Elles retiennent simplement que la radio en parle habituellement au début de chaque saison cyclonique.
- a) Elles expriment néanmoins certaines attentes sur le contenu des messages :
Il faut qu'ils soient clairs et incitatifs à l'action, Il faut insister sur la sécurité des personnes.
- b) L'Information diffusée doit être en lien avec le phénomène annoncé et suffisamment explicative pour permettre aux personnes d'avoir les bonnes attitudes.
- c) La communication doit être régulière, suivie dans le temps, et contextualisée.

L'étude a également révélé qu'il y a un syndrome Post Matthew qui émerge des témoignages des femmes de la région Sud. Elles se sentent désespérées, face à la vulnérabilité de leurs conditions de vie. La peur dans laquelle sont projetées les populations depuis Matthew les amène à accorder de l'importance aux informations transmises par le « bouche à oreille », qui, s'il traduit un certain élan de solidarité, laisse aussi la porte ouverte aux rumeurs et aux fausses informations.

Une attention particulière et des efforts spécifiques en termes de communication et d'accompagnement à la compréhension des phénomènes, doivent être envisagés sur cette population qui a perdu toute sérénité et toute capacité à se préparer à la survenance de catastrophes.

Fig. 42: Thématiques d'informations sollicitées – par département



«.... On parle souvent des risques de catastrophes, surtout dans les formations, mais on ne dit pas ce qui est la cause...il y a d'autres personnes qui ne savent rien et qui continuent à couper les bois dans le flanc des montagnes. Ce qui augmente le risque d'inondation»

Témoignage des deux femmes âgées respectivement de 48 et 65 ans recueilli lors du focus group réalisé avec un groupement de femmes à Camp Perrin.

«...les messages doivent être compréhensibles, clairs. Il est important si quelqu'un entend une information, qu'il la comprenne afin de pouvoir la mettre en pratique. C'est dans son avantage si on lui dit comment se comporter, il doit s'y appliquer...».

Témoignage d'un agriculteur recueilli lors du focus group réalisé avec un groupement d'agriculteurs et agricultrices à Ferrier (Nord-est).

«...Il faut qu'il y ait un suivi même après le passage du cyclone. Ce que je pourrais dire, c'est de proposer qu'il y ait une mobilisation permanente. On peut avoir aujourd'hui une information, et demain on oublie tout... Sur-tout pour la période cyclonique, cela pourrait être plus régulier afin de tenir en éveil l'esprit des gens ».

Témoignage d'un jeune étudiant recueilli lors du focus group réalisé avec un groupe d'universitaires à Port-au-Prince.

Conclusion, recommandations et limites de l'étude

Cette étude a mis en évidence les pratiques de communication actuellement mises en œuvre par le SNGRD et a testé le niveau de connaissance de populations en termes de menaces naturelles. D'un point de vue général, cette étude a confirmé que les moyens technologiques et traditionnels d'information (téléphone, radio) et la bouche à oreilles sont les premiers canaux d'information des populations quand il s'agit de s'informer sur la gestion des risques et des désastres, et particulièrement à l'approche des phénomènes hydrométéorologiques et géologiques.

Parmi les populations ciblées, les femmes, les personnes vivant avec un handicap et les communautés rurales reculées ont été soigneusement prises en compte dans l'échantillon. En effet, les femmes et les personnes vivant avec un handicap représentent respectivement 50% et 14% de l'échantillon. Ainsi, l'analyse croisée des données a révélé que l'accessibilité aux appareils, les habitudes de consommation de l'information, la crédibilité des sources et les attentes des populations varient en fonction du sexe, de la zone d'habitation et de l'âge. Les femmes et les communautés vulnérables vivant dans les zones rurales (majoritairement affectées par les catastrophes d'origine naturelle) ont un accès limité aux moyens traditionnels et technologiques de communication. Elles s'informent plutôt via les canaux de communication de proximité et communautaires (églises, marchés publics, agents mobiles) alors que les jeunes particulièrement dans les zones urbaines préfèrent utiliser les canaux numériques (Facebook, WhatsApp).

Les messages courts, les affiches sur WhatsApp, les nouvelles, les vidéos sous-titrées et illustrées avec des dessins animés sont autant de pratiques de communication préférées par les personnes interrogées. À celles-ci s'ajoute l'utilisation du créole pour diffuser les messages sur les catastrophes naturelles par le SNGRD.

En parallèle, la Direction de la Protection Civile doit continuer à renforcer sa marque et mieux promouvoir ses activités, plus particulièrement le plan d'urgence familial. Cette étude a révélé une méconnaissance du public des activités et des principaux matériels de sensibilisation utilisés par le SNGRD. Il en est de même pour la participation aux activités de la protection civile qui reste très limitée, notamment les vendredis de la protection civile et les observations urbaines.

La population dans sa majorité connaît les principaux phénomènes ou menaces d'origine hydrométéorologique et géologique, à l'exception du tsunami et du glissement de terrain qui restent très méconnus. L'étude a également révélé une connaissance limitée des mesures de prévention. De fait, les attentes en termes de communication et d'information sont importantes : diffuser des informations sur les catastrophes tout au long de l'année et pas uniquement à l'approche des phénomènes; sensibiliser sur les causes des catastrophes et les comportements relatifs à adopter avec des messages courts, clairs, précis, incitatifs.



Face à ces constats, il est recommandé de

1

Utiliser la langue créole, un langage clair et précis dans toutes les campagnes de communication et de sensibilisation en particulier sur les catastrophes naturelles;

2

Prioriser la radio et le téléphone (récepteur) comme canaux de communication afin de toucher tout le territoire national. En ce sens, des messages courts sous forme de SMS et de son ne dépassant pas 60 secondes peuvent être utilisés;

3

Prioriser les canaux communautaires (brigadiers et volontaires de la DPC, marchés publics, camions-sons, églises, radios communautaires) pour toucher les publics - particulièrement les femmes – ayant un accès limité aux moyens traditionnels et technologiques de communication;

4

Mettre l'accent sur la sensibilisation de proximité dans les zones rurales (brigadiers et volontaires de la DPC, camions-sons, églises, agents de radios communautaires);

5

Initier un processus de formation au profit des leaders religieux et communautaires, considérés comme de véritables canaux d'information, afin de les préparer à communiquer avec les populations locales, particulièrement les femmes;

6

Déployer les agents mobiles dans les marchés publics avec mission de communiquer les messages sur les phénomènes, menaces et catastrophes naturelles dans un langage clair et précis;

7

Utiliser les éditions de nouvelle, les émissions musicales, évangéliques et sportives comme de véritables canaux de communication tout en mettant l'accent sur le tsunami et les glissements de terrain (les menaces les moins connues);

8

Utiliser les acteurs tels que les églises, les leaders communautaires et religieux, les agents de la DPC, comme canaux d'information afin de renforcer la communication et la sensibilisation de proximité;

9

Organiser des campagnes de sensibilisation spécifiques pour chaque risque de catastrophes dans tout le pays, particulièrement dans les départements du grand Sud;

10

Organiser des séances de formation afin d'expliquer en profondeur la nature, les causes des phénomènes naturels ciblant les groupements et associations de femmes et de jeunes;

11

Utiliser le ton humoristique (capsules audio) et les illustrations en dessins animés dans les productions visuelles afin de sensibiliser les populations face aux risques de catastrophes, dans le cadre de la préparation des matériels de sensibilisation;

12

Renforcer la promotion du Plan d'urgence familial (PUF) dans tout le pays, notamment dans les départements du grand Sud (Sud, Nippes). Cela doit passer par l'adoption de l'outil en fonction de la réalité socioéconomique des personnes. Ainsi, deux actions peuvent être prioritaires : développer un outil audio expliquant le PUF et le processus de remplissage; et mettre en œuvre une campagne de formation sur le PUF ciblant particulièrement les chefs de familles et les jeunes universitaires (vecteurs d'information);

13

Développer et mettre en œuvre un plan de communication institutionnel visant à renforcer la promotion de la direction DPC comme acteur majeur de sensibilisation, d'information et formation dans le domaine de la gestion des risques et désastres en Haïti;

14

Valoriser le rôle des brigadiers et des volontaires de la protection civile auprès des communautés;

15

Augmenter le nombre d'agents mobiles afin de réaliser un travail de plus grande proximité, notamment dans les zones reculées dépourvues de technologies de communication, et accroître leur formation dans la gestion des relations avec le public et leur expertise des questions de la GRD;

16

Mettre en place une sensibilisation en continu afin de développer une culture du risque permettant à la population de comprendre les phénomènes, former les enfants du niveau d'enseignement fondamental afin d'automatiser les bons réflexes et initier le processus amené à changer leurs comportements;

17

Renforcer les capacités des acteurs aux niveaux central, régional et local, afin de rendre disponibles les compétences à tous les niveaux et donc de faciliter la communication de proximité;

18

Développer des produits de communication (capsules vidéo, affiches WhatsApp et messages courts) dont les messages tournent autour des causes des phénomènes et des comportements à adopter;

19

Utiliser les médias sociaux (WhatsApp et Facebook) afin non seulement de partager les informations sur la DPC et les phénomènes hydrométéorologiques et géologiques, mais également pour inciter les jeunes à participer comme acteurs aux campagnes de sensibilisation. A cet effet, des concours peuvent être organisés au niveau des départements du pays;

20

Prendre en compte les habitudes de vie des populations dans les campagnes de communication. Par exemple, les matchs de football dans les communes de Saint Marc et de Cap-Haïtien ou les matchs de basket-ball à Port-au-Prince sont des bons moyens pour toucher un public relativement jeune. De même que les marchés publics, les rassemblements communautaires se relèvent être de bons canaux pour atteindre les femmes et les personnes âgées.

Limites de l'étude

L'étude sur les pratiques de communication relatives à la Gestion des risques et des désastres a le mérite d'être la première du genre à évaluer les démarches et initiatives de communication en Haïti, particulièrement dans le domaine de la GRD. Elle n'a pas l'intention d'aborder tous les aspects de la problématique. L'une de ses plus grandes forces réside dans le fait que la diversité ou la répartition de l'échantillon (en fonction de l'âge, sexe, religion etc.) reflète l'ensemble des statistiques nationales. Par exemple, l'échantillon de l'étude est composé de la moitié de femmes, moitié hommes, de 14% d'handicapés, d'une majorité de jeunes. Toutefois, la phase opérationnelle de l'étude a fait face à de nombreux obstacles considérés comme étant ses

principales limites. Nous pouvons citer par exemple : La barrière culturelle qui empêche aux personnes interrogées de donner des réponses à toutes les questions. Par exemple, une très grande partie des répondants (plus de 40) n'ont pas voulu s'exprimer sur leur salaire.

D'autres, notamment les personnes âgées, n'ont pas voulu donner leur âge de manière précise, soit par oubli, soit par volonté.

Les ressources limitées dont nous disposons ne nous ont pas permis de couvrir un échantillon plus large. Toutefois, il n'existe aucun doute sur la représentativité de l'échantillon qui a pris en compte les réalités socio-

démographiques d'Haïti et l'actualité des risques.

Les données ont été recueillies entre les mois de juin et juillet. Durant cette période, les écoles avaient déjà commencé à entrer en congé. Nous avons recueilli un pourcentage acceptable d'écoliers en début de juin, néanmoins moins large que celui que nous avions défini. Une plus grande participation de cette catégorie serait bénéfique à l'étude.

En définitive, cette étude ouvre la voie et présente les pistes pour d'autres études approfondies sur la réalité des communications en Haïti.

Références

Ouvrages

Carlos A. SABINO (1996) : El proceso de investigación, una introducción teórica-práctica. Caracas, Edición Panapo.

Catherine VIGEANT (2010) : Analyse de réception d’un message de santé. Le cas de la campagne gouvernemen-tale Fausse Note, Département de communication de l’Université du Québec, Montréal.

Jean-Claude ABRIC (1999) : Psychologie de la com-munication, Paris, 2e édition, Armand Colin.

Richard K. THOMAS (2006) : Health Communication, Springer Science + Busines Media, New York.

Roberto H. SAMPIERI et Al (2010) : Metodología de la investigación. México, Edición Mc Graw Hill, 5^a edición.

Robert VION (1992) : La communication interperson-nelle : analyse des interactions, Paris, Hachette.

Christian BAYLON, Mignot, XAVIER (1996) : La com-munication, Paris, Nathan.

Kervin J. PEARCE (2009) : Media and Mass Commu-nication Theory. Thousand Oaks: Sage Publications, In Stephen J,

LittleJohn et Foss Karen A. 2009. Encyclopedia of Communication Theory, university of New Mexico (éds.), Thousand Oaks: Sage Publications.

Guy ROCHER (1968): Introduction à la sociologie gé-nérale, Tome 3, Ed. MHM, Paris.

Pierre Negaud, DUPENOR (2016) : Penser le dé-veloppement en Haïti à partir de la communication : une analyse des enjeux de la communication dans le processus de développement, Imprimerie Media-Texte, Port-au-Prince.

CEFA, Formation des formateurs en CCC (2003) : Ma-nuel de référence : Communication pour le changement de comportement et la mobilisation communautaire en matière de VIH/SIDA, 2006.
Wolf MAURO (1987) : La investigación de la comunica-ción de masas, Paidós, Barcelona.

Sites web

Institut Haïtien de Statistique et d’Informatique (IHSI), Estimation de la population 2015, En ligne : http://www.ihsi.ht/pdf/projection/Estimat_PopTotal_18ans_Me-nag2015.pdf

INFORM 2018 RISK INDEX : Indice de vulnérabilité aux catastrophes naturelles, 2018 <http://www.inform-in-dex.org/Countries/Country-profiles>

Ricardo Mena & Sandra Amlang (sous la direction de) et Claudine Joseph, Steeve Symithe, Harmel Cazeau, Widlyn Dornevil, Country Document for disaster risk reduction, 2017, Direction protection civile et United Nations office for Disaster Risk Reduct (UNISDR), https://www.unisdr.org/files/54921_annex03document-payshaiti.pdf

PDNA, Evaluation Post Catastrophe, Haïti, 2006, 2017, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNDP-HT-PrevCri-EvaluationBesoinPostCatastrophe-CycloneMathieu-PDNA-31012017-SM.pdf>

Diagnostic systématique Pays 2015, Enquête sur les conditions de vie en Haïti, ECVMAS 2012, http://www.ihsi.ht/pdf/ecvmass/analyse/IHSI_DIAL_Rapport%20complet_11072014.pdf

OBJECTIFS DEVELOPPEMENT DURABLE ligne : <http://www.unwomen.org/fr/news/in-focus/women-and-the-sdgs/sdg-5-gender-equality>

République d’Haïti, Loi portant sur l’intégration des personnes handicapées, 2012, En ligne : <http://haiti-justice.com/pdf/legislation/loi-sur-les-personnes-handi-capees-haitijustice.pdf>

Banque Mondiale : Accès à l’électricité (% de la popu-lation), en ligne : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/EG.ELC.ACCS.ZS>

BID (2014) : Nouvelle étude sur l’internet à haut débit dans la zone : Haïti vient en dernière position, en ligne : <http://radiotelevision2000.com/home/?p=43252>

DICQUEMARE (SD) : La résistance au changement, produit d’un système et d’un individu, in « Les Ca-hiers de l’Actif », N°292/293, p.81, en ligne : http://www.actif-online.com/fichiers/articles/art_dicque-mare_292_293.pdf

Rapport, Etudes

UNESCO (2017) : Etude sur le développement des médias en Haïti.
Green Wash 2017, index mondial sur le changement climatique.
Atlas des menaces naturelles, CIAT 2015.



ANNEXES

Liste des tableaux, encadrés et cartes

Tableau 1	Résumé des catastrophes en Haïti au cours des 15 dernières années
Tableau 2	Accès aux moyens de communication par département
Tableau 3	Accès aux moyens de communication par handicap
Tableau 4	Répartition par département de la disponibilité de l'information sur les catastrophes
Tableau 5	Répartition de l'utilisation des canaux par département
Tableau 6	Répartition de l'utilisation des canaux par département par sexe
Tableau 7	Répartition de l'utilisation des canaux par département zone
Tableau 8	Préférences (formes) par département
Encadré 1	Justification des choix des communes et départements
Encadré 2	Stratégie d'inclusion
Encadré 3	Accès aux appareils et électricité
Encadré 4	Rôles et responsabilités du CTESP
Carte 1	Les départements couverts par l'étude terrain
Carte 2	Les départements couverts par l'étude par les groupes de discussions
Carte 3	Couverture géographique des activités de communication menée par le SNGRD, via le CTESP

Liste des figures

Figure 1	Répartition des personnes interrogées par département
Figure 2	Communes de l'enquête
Figure 3	Répartition géographique des répondants en ligne
Figure 4	Répartition des personnes interrogées par sexe
Figure 5	Répartition des personnes interrogées par situation de handicap
Figure 6	Répartition des personnes interrogées handicapées par département
Figure 7	Répartition des personnes interrogées par groupe d'âge
Figure 8	Répartition des personnes interrogées par religion
Figure 9	Répartition des personnes interrogées par revenu
Figure 10	Répartition des personnes interrogées par secteur d'activités
Figure 11	Répartition des personnes interrogées par niveau de scolarité
Figure 12	Répartition des personnes interrogées par statut matrimonial
Figure 13	Accès aux appareils de communication
Figure 14	Répartition par tranche zone (rurale et urbaine)
Figure 15	Répartition par tranche d'âge de l'accès aux appareils
Figure 16	Disponibilité de l'information sur les catastrophes
Figure 17	Disponibilité de l'information sur les catastrophes en fonction du sexe
Figure 18	Les canaux les plus fiables et les plus utilisés
Figure 19	Répartition par tranche d'âge de l'accès à l'internet
Figure 20	Médias sociaux, sources d'information en GRD
Figure 21	Compréhension du message
Figure 22	Programmes préférés
Figure 23	Connaissances du PUF
Figure 24	Connaissances du PUF – par département
Figure 25	Participation dans les activités de la DPC
Figure 26	Répartition des participants par groupe département
Figure 27	Répartition des participants par type d'activités
Figure 28	Formes de diffusion de message sur les catastrophes
Figure 29	Formes de diffusion de message sur les catastrophes – par département
Figure 30	Formes de diffusion de message sur les catastrophes – par situation d'handicap
Figure 31	Langue de diffusion de message sur les catastrophes
Figure 32	Sources et moyens les plus adaptés
Figure 33	Formes préférées des messages
Figure 34	Répartition des préférences (formes) par sexe
Figure 35	Répartition des préférences (formes) par situation d'handicap
Figure 36	Durée souhaitée des messages
Figure 37	Longueur souhaitée des messages
Figure 38	Proportion des personnes victimes
Figure 39	Connaissances sur les catastrophes naturelles (en %)
Figure 40	Mesures préventives – Cyclones
Figure 41	Mesures préventives – Tremblement de terre
Figure 42	Mesures préventives – Glissement de terrain et tsunami
Figure 43	Application des mesures préventives
Figure 44	Thématiques d'informations sollicitées – par département



La matrice des outils

L'étude sur les pratiques de communication relatives à la Gestion des Risques et Désastres (GRD) propose les pistes pour la conception d'un plan stratégique de communication plus adapté aux réalités socioculturelles des départements du pays et de ses populations. Ce document aura à définir pour chaque objectif de communication poursuivi (sensibiliser, renforcer la connaissance, faire connaître la DPC, faire évoluer les comportements, alerter...) des choix de mise en œuvre en fonction des médias/canaux et outils choisis.

L'évaluation continue des actions de communication déployées permettra d'apprécier a posteriori la pertinence des outils déployés en vue d'une adaptation du plan de communication pour les exercices ultérieurs. Si l'étude des pratiques de communication en GRD n'a pas vocation à aller aussi loin en termes de stratégie, elle propose, à travers cette matrice, les outils potentiellement les plus efficaces par cible et par département.

Nous présentons ainsi une description de ces outils proposés (et les moyens de leur diffusion) dans la matrice en fonction de trois objectifs potentiels de communication :

OBJECTIF 1 INFORMER, PREPARER ET ALERTER

Capsule sonore

C'est un outil de masse qui vise une mobilisation sur la préparation ou qui véhicule une alerte. Propulsé auprès de la plus grande audience, via la radio, les camions-sons et WhatsApp, elle peut toucher un large public. Toutefois, des messages sonores particuliers peuvent cibler particulièrement les femmes ou un autre type de public, afin de les mobiliser sur une action de prévention et de préparation.

SMS

Les messages SMS jouent le même rôle de préparation à l'approche d'une menace naturelle ou d'alerte et touchent potentiellement une population large, toute celle qui détient un téléphone mobile. Ce dernier constitue l'un des moyens les plus accessibles et utilisés par la population sous étude.

Affiches/visuels médias sociaux

Le temps passé à la consultation des messages des médias sociaux est très bref. Percutants, ces messages doivent créer un impact rapide, s'il s'agit de se préparer à l'approche d'une menace.

Capsule vidéo

Il s'agit ici de déterminer les canaux qui porteront cet outil si on souhaite plus particulièrement toucher les personnes âgées et les personnes handicapées. Il convient de s'assurer préalablement que les associations, les communautés ont les moyens techniques pour visionner ces capsules. Ces capsules pourront être également diffusées à travers les réseaux sociaux.

Affiches - Imprimés

Ce sont des outils moins immédiats, il faut le temps de les concevoir, les fabriquer, les distribuer dans les départements, et les afficher. Ils peuvent éventuellement répondre à un objectif de préparation, si la logistique de la DPC permet d'assurer une mise en place suffisamment rapide par rapport aux dates charnières (un début de saison cyclonique, par exemple). Deux principes à observer : 1) Ne pas surcharger les affiches ou les documents dits imprimés d'une façon générale qui en deviennent souvent illisibles au détriment du message essentiel ; 2) Accorder une attention soutenue par rapport aux lieux de pose des affiches afin d'en assurer la visibilité (lieux de passages et de rassemblement des populations).

OBJECTIF 2
DEVELOPPER LA CULTURE DU RISQUE

Émissions spéciales Elles doivent s’inscrire comme un fil conducteur pour mieux connaître les risques naturels, les comportements à adopter, les acteurs engagés dans la préparation. Il est important de pouvoir faire témoigner des personnes dans ce type d’émissions afin de créer le lien de proximité avec l’audience. Il faut prévoir de podcaster ces émissions sur les réseaux sociaux pour essayer de toucher les jeunes.	Vidéo pédagogique Plus long que les capsules vidéo, cet outil vise à expliquer les meilleurs comportements à adopter. Il vise particulièrement les personnes qui ont le moins d’accès aux moyens de communication particulièrement les personnes âgées et les personnes vivant avec un handicap. Afin d’assurer la diffusion de ces outils en fonction de ces cibles, la DPC doit s’assurer de la disponibilité des moyens logistiques lors des événements dans les départements.
Calendrier 12 narrations illustrées avec quelques données clés. Les calendriers mensuels sont des outils imprimés très prisés des femmes en Haïti. La DPC doit s’assurer d’avoir les moyens pour une distribution équitable de cet outil dans l’ensemble du pays.	Boîte à images En lien avec le système éducatif et le corps enseignant pour développer une culture du risque chez les enfants scolarisés. La boîte à image doit être pensée comme un outil interactif qui met l’enfant au cœur du sujet pour le rendre acteur. Il peut être nécessaire de faire un pilote pour l’élaboration de ce type d’outil afin d’arriver à concevoir un kit avec un groupe d’enfants et de représentants du système éducatif.

Dossier de presse

Les journalistes/les medias de masse doivent monter en compétences dans la connaissance des risques afin de développer plus systématiquement cette thématique dans leur éditorial.

OBJECTIF 3
FAIRE CONNAITRE ET VALORISER LES MISSIONS DE LA DPC

Brochures et dépliants Outils pédagogiques et de promotion des acteurs locaux, ces documents sont distribués lors des activités et événements de la DPC.	Banderoles et panneaux Ce sont des outils visuels de signalisation. Les informations qui y sont affichées doivent être extrêmement brèves. Outils de sensibilisation et de relations publiques, ils sont utilisés essentiellement pour promouvoir les événements et campagnes de communication de la DPC.
Dossier de presse Les journalistes/les medias de masse doivent monter en compétences dans la connaissance des acteurs mobilisés afin de développer plus systématiquement cette thématique dans leur éditorial. Ils doivent également être informés du travail de la Direction de la Protection Civile afin que ce travail soit reconnu et valorisé par l’ensemble de la population haïtienne.	

Informer, Préparer, Alerter

Informer sur les mesures et les comportements à adopter à l'approche d'un aléa naturel

Outils	Canal de diffusion	Cible		Départements										Nature du message
				AR	CE	GA	NI	ND	NO	NE	OU	SU	SE	
Capsule sonore (maximum 30 secondes)	Radio Téléphone/WhatsApp Radio communautaire Camions sons dans les marchés publics	GP		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Message court incitant à l'action
Capsule sonore (maximum 30 secondes)	Radio Téléphone/WhatsApp Radio communautaire Camions sons dans les marchés publics	Femmes					X	X	X	X	X			Message court incitant les femmes à l'action
SMS	Téléphone	GP		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Message court incitant à l'action
Visuel web	Médias sociaux	Jeunes							X		X		X	Messages visuels et graphiques incitant les jeunes à l'action
Affiches	Lieux publics	GP		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Messages visuels et graphiques pour guider la préparation
Capsule vidéo (maximum 1 minute)	Associations de personnes handi- cées, de femmes	PA et PH					X	X		X		X	X	Messages pédagogiques guidant la pré- paration
Plan d'Urgence Familial adapté sous format multimédia (vidéo, audio, af- fiche)	Supports audios, médias sociaux, lieux publics	GP et Femmes		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Messages pédagogiques guidant la pré- paration

Développer la culture du risque

Développer la connaissance et la compréhension des aléas naturels et promouvoir les meilleurs comportements face aux risques

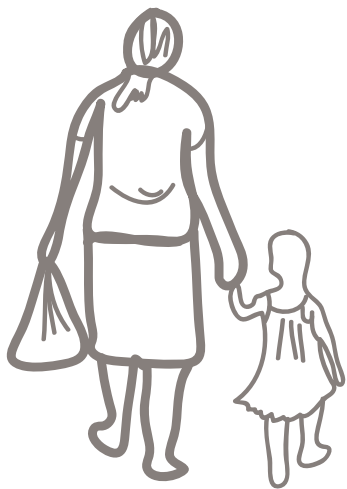
Outils	Canal de diffusion	Cible		Départements										Nature du message
				AR	CE	GA	NI	ND	NO	NE	OU	SU	SE	
Emission spéciale	Radio, podcast, réseaux sociaux	GP et Femmes		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Thèmes avec diversité éditoriale (information, narration, témoignage) pour capter l’attention
Calendrier	A déterminer	GP et Femmes		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Description pour les 12 mois de 12 messages illustrant les mesures
Vidéos pédagogiques (maximum 5 minutes)	Associations de personnes handicapées, de femmes	PA et PH					X	X		X		X	X	Messages pédagogiques
Boîte à images	Ecoles (3e à 9e A.F)	Jeunes scolarisés		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Messages et divertissements pédagogiques
Guide de formation	Ateliers de formation	Leaders communautaires, religieux, associatifs		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Messages pédagogiques
Dossier de presse	Conférence de presse, site internet de la DPC	Directeurs de rédaction, Journalistes		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Informations, démonstrations, argumentation, illustrations, témoignages, en supports écrit, audio et/ou vidéo

Faire connaître et valoriser la DPC

Expliquer le rôle de la DPC, valoriser ses activités et ses actions envers la population

Outils	Canal de diffusion	Cible		Départements										Nature du message
				AR	CE	GA	NI	ND	NO	NE	OU	SU	SE	
Visuels web	Médias sociaux	Jeunes (20/35 ans)							X		X		X	Messages visuels et graphiques valorisant la mission et les actions de la DPC
Brochures et dépliants	Lieux publics	GP		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Messages d’information et de valorisation de la mission et des actions de la DPC, le travail des brigadiers et des membres des CCPCs
Banderoles	Lieux publics	GP		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Messages d’information et de valorisation de la mission et des actions de la DPC
Dossier de presse	Conférence de presse, site internet de la DPC	Directeurs de rédaction, journalistes		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	Messages d’information et de valorisation de la mission et des actions de la DPC, en supports écrit, audio et/ou vidéo

Cette étude est le résultat d'un processus consultatif impliquant l'ensemble des structures nationales et locales qui interviennent dans la prévention et la gestion des risques et des désastres à l'instar du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT), du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP), du Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes (MCFDF). Une coordination de l'ensemble de ces acteurs a permis d'aboutir à une étude prenant en compte l'ensemble des préoccupations nationales en matière de communication et de sensibilisation des populations vulnérables, notamment de la prise en compte des besoins des femmes en termes d'information et de communication, de l'inclusion des personnes et communautés vulnérables, particulièrement des personnes âgées, des personnes en situation d'handicap et des enfants. L'ensemble de ces préoccupations constitue une démarche holistique visant à renforcer la sécurité humaine des populations éprouvées par les catastrophes naturelles. Désormais, nous détenons des données tangibles qui nous permettent d'apprécier et de choisir, de manière stratégique, les meilleures pratiques de communication (sources, moyens, contenus, langues) qui soient à la fois inclusives et conformes aux caractéristiques socio-culturelles de chaque département du pays.



PRATIQUES DE COMMUNICATION **EN GESTION DES RISQUES & DES DÉSASTRES**

RAPPORT D'ÉTUDE | HAÏTI

2018



www.ht.undp.org

Facebook : facebook.com/undphaiti

Twitter : twitter.com/undphaiti